



CONTRAT LOCAL DE SANTE DE POISSY 2021 - 2022

Remarque : Le présent contrat est conclu pour la période **2021-2022** en référence à la durée du Plan Régional de Santé Ile de France. Il sera soumis à une révision ou prolongation à cette échéance.



Yvelines
Le Département



CONTRAT LOCAL DE SANTE DE POISSY

2021 - 2022

Entre :

La **COMMUNE DE POISSY**, représentée par Monsieur Karl OLIVE, Maire de Poissy, habilité par délibération du conseil municipal du 17 mai 2021 ;

Ci-après désignée « La commune », d'une part,

Et

L'**ETAT**, représenté par Monsieur Jean-Jacques BROTON, Préfet des Yvelines

Ci-après désigné « l'Etat », d'autre part,

Et

La **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES YVELINES (CPAM)**, représentée par Madame Cécile ALOMAR, Directrice Générale de la CPAM des Yvelines,

Ci- après désignée « CPAM », d'autre part,

Et

Le **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL POISSY SAINT-GERMAIN-EN-LAYE**, représenté par Madame Isabelle LECLERC, sa directrice

Ci-après désigné « CHIPS », d'autre part,

Et

Le **DEPARTEMENT DES YVELINES**, représenté par Monsieur Pierre BEDIER, Président du Conseil départemental,

Ci- après désigné « Département des Yvelines », d'autre part,

Et

L'**AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE-DE-FRANCE (ARS-Ile de France)**, représentée par Madame Amélie VERDIER, sa directrice générale

Ci-après désignée « ARS-IDF », d'autre part,

Il a été convenu le présent contrat local de santé (CLS) portant sur la ville de POISSY pour la période 2021-2022.

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
L'ARTICULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR REDUIRE LES INEGALITES SOCIALES ET TERRITORIALES DE SANTE	5
1) L'Agence Régionale de Santé d'Ile de France	5
2) La Préfecture des Yvelines	6
3) La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines	7
4) Le Département des Yvelines	7
5) Le Centre Hospitalier intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (CHIPS)	9
6) La Ville de Poissy	9
LES PRINCIPES PARTAGES PAR LES SIGNATAIRES	12
LE CONTRAT LOCAL DE SANTE 2012-2017	13
LA METHODOLOGIE DE CO CONSTRUCTION DU CONTRAT LOCAL DE SANTE 2021-2022	14
LA SYNTHESE DU DIAGNOSTIC LOCAL DE SANTE 2021-2022	16
1) Présentation de la ville de Poissy	16
2) Profil socio-démographique	16
3) Quelques repères concernant l'état de santé de la population	17
4) L'offre de santé et accès aux soins sur le territoire	18
5) La prise en charge en santé mentale	20
6) La prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap	21
7) Prévention et promotion de la santé	22
8) Quelques repères sur les nuisances environnementales	23
LES ORIENTATIONS DU CLS 2021-2022	24
LES AXES STRUCTURANTS DU CONTRAT LOCAL DE SANTE	26
1) Les axes stratégiques	26
2) La programmation des actions 2021-2022	29
3) Le périmètre géographique du contrat	31
LE PILOTAGE DU CLS	32
1) Le comité de pilotage	32
2) L'animation territoriale et l'articulation avec les dispositifs territoriaux	32
3) La coordination du CLS	33
4) Les modalités de suivi et d'évaluation du CLS	33
5) La durée et la révision du contrat	34
LA LISTE DES ANNEXES	35
SIGNATURES	36
ANNEXES	37
1) Annexe 1 : Tableaux récapitulatifs des axes / objectifs stratégiques/ opérationnels / actions... ..	37
2) Annexe 2 : Les 30 fiches actions du CLS 2021-2022	42
3) Annexe 3 : Liste des participants à l'élaboration du CLS	130

PREAMBULE

Dans le cadre du Projet Régional de Santé 2018-2022, l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France définit les grandes orientations de la politique de santé de la région et a souhaité s'engager dans la signature ou la poursuite de Contrats Locaux de Santé (CLS) avec différentes collectivités territoriales franciliennes.

Introduits par la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires (HPST) du 21 juillet 2009 et confortés par la Loi de Modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016, les CLS permettent la mise en œuvre du Projet Régional de Santé (PRS) et constituent le volet santé des Contrats de Ville. Ces contrats constituent pour l'Agence l'un des outils privilégiés pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé qui caractérisent la région.

La municipalité de Poissy est impliquée depuis plusieurs années dans une politique locale de santé, à travers notamment la mise en place d'un Atelier santé ville (ASV) dès 2010. Puis, dès 2011, la commune a souhaité s'inscrire dans une démarche de Contrat local de santé (CLS) avec l'Agence régionale de santé (ARS IDF) et la Préfecture des Yvelines. Cette contractualisation, début 2012, a pour objectif de poursuivre l'action ciblée sur les QPV et de développer d'autres axes stratégiques (ceux de l'ASV étant toutefois maintenus) mis en avant lors d'un diagnostic complémentaire réalisé en 2013 (avec réactualisation de la programmation du CLS en 2014).

La ville a souhaité s'engager dans un deuxième contrat. Ce deuxième Contrat Local de Santé de la ville s'inscrit dans le Projet Régional de Santé défini par l'Agence pour 2018-2022, ainsi que dans le Schéma Régional de Santé 2018-2022 (SRS) et le Programme d'Accès à la Prévention et aux Soins des personnes les plus démunies 2018-2022 (PRAPS) qui en découlent.

Le Préfet des Yvelines, constatant la vulnérabilité des publics issus des 2 quartiers prioritaires de la politique de la ville, souhaite maintenir ses efforts dans l'accompagnement de la population vers une meilleure accessibilité aux parcours de soins.

Une attention toute particulière sera également apportée à l'amélioration du parcours de santé des populations, ainsi qu'à celle de la prise en charge des problématiques de santé mentale. Elle vise tant à améliorer le parcours de santé chez les personnes atteintes de souffrance psychique, qu'à prévenir les conduites à risques chez les jeunes.

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines met en œuvre les grandes orientations de la nouvelle Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) de l'Assurance Maladie 2018-2022. Cette nouvelle COG poursuit notamment l'objectif d'accompagner chacun dans la préservation de sa santé. C'est fort de cette vision que la CPAM des Yvelines s'associe à la démarche du CLS 2021-2022.

Le Département des Yvelines est un acteur majeur de proximité au service de la population notamment autour de la prévention et de la promotion de la santé des enfants de 0 à 6 ans, les jeunes et les femmes enceintes. Au-delà de ces actions de prévention, les services territoriaux du Département s'engagent dans le développement et l'animation de partenariats locaux touchant différentes problématiques de santé publique : accès aux soins, santé mentale, bien-vieillir et mode de vie (alimentations, activité physique...). S'inscrivant dans la démarche du Contrat Local de Santé, le Département affirme sa volonté de développer une dynamique partenariale en réponse aux sujets atteignant la santé des Yvelinois.

Le centre hospitalier intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (CHIPS), est un établissement public de santé implanté sur la commune. Ainsi, le CHIPS est un acteur incontournable de l'accès aux soins et à la prévention et de la prise en charge des parcours de soins des pisciacais, aussi bien somatiques que psychiatriques.

Par cet engagement commun, la commune, la CPAM des Yvelines, le CHIPS, le Département des Yvelines, l'Etat et l'ARS d'Ile de France confirment leur volonté d'améliorer et d'approfondir la réponse apportée aux besoins de santé de la population pisciacaise tels qu'identifiés dans le nouveau diagnostic local de santé.

Les priorités repérées dans ce contrat et les actions en découlant ont été définies de manière partenariale entre les signataires, avec l'appui de l'ensemble des acteurs sanitaires et sociaux impliqués sur le territoire de la commune.

L'ARTICULATION DES POLITIQUES PUBLIQUES POUR REDUIRE LES INEGALITES SOCIALES ET TERRITORIALES DE SANTE

1) L'Agence Régionale de Santé d'Ile de France

L'ARS-IDF définit et organise la mise en œuvre des priorités de santé ainsi que l'évolution du système de santé régional au service de la santé de tous les franciliens dans le cadre du **Projet régional de santé**.

Trois documents composent le PRS 2 :

- **Le Cadre d'orientation stratégique (COS)** « *Améliorons la santé des Franciliens – Horizon 2027* » qui détermine les objectifs stratégiques et les résultats attendus à 10 ans.
- **Le Schéma régional de santé (SRS)** « *Améliorons la santé des Franciliens – Plan d'actions 2018-2022* ». Il fixe pour les 5 premières années les objectifs opérationnels et les prévisions d'évolution en fonction du Cadre d'orientation stratégique. Il précise les objectifs qualitatifs et quantitatifs par activités, les créations et suppressions d'activités de soins attendues ainsi que les transformations, les regroupements et les coopérations envisagées.
- **Le Programme régional d'accès à la prévention et aux soins (PRAPS)** « *Améliorons la santé des Franciliens - Accompagnement des plus démunis* » décliné du SRS spécifiquement pour faciliter l'accès égal au système de santé.

Le présent CLS est un outil de mise en œuvre du Projet Régional de Santé 2 (PRS2) défini par l'ARS d'Ile-de-France pour la période 2018-2022.

Le PRS 2 fixe trois priorités pour la région :

- Renforcer la prévention et la promotion de la santé pour préserver le capital santé et bien-être et éviter d'avoir à soigner,
- Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé dans une région marquée par de forts contrastes en la matière,
- Adapter les actions et les politiques aux spécificités locales, en cherchant notamment une meilleure coordination des acteurs,

Pour structurer les grandes lignes de l'évolution souhaitée, le PRS 2 se décline autour de cinq axes de transformation du système de santé régional :

- Promouvoir et améliorer l'organisation en parcours des prises en charge en santé sur les territoires,
- Apporter une réponse aux besoins mieux ciblée, plus pertinente et efficiente,
- Assurer un accès égal et précoce à l'innovation en santé et aux produits de la recherche,
- Permettre à chaque citoyen d'agir sur sa santé et de contribuer à la politique de santé,
- Inscrire la santé dans toutes les politiques.

Dans son article L. 1434-17, la loi "Hôpital, Patient, Santé et Territoire" du 21 juillet 2009 prévoit que : « *La mise en œuvre du Projet Régional de Santé peut faire l'objet de **Contrats Locaux de Santé** conclus par l'Agence, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social* ». Les CLS ont depuis été confortés par la Loi de Modernisation de notre système de santé du 26 janvier 2016, Les contrats locaux de santé sont donc des outils de territorialisation de la politique de santé qui déclinent les priorités du projet régional de santé au niveau local. Ils permettent également la coordination des acteurs et des financeurs ainsi que l'articulation des politiques locales impactant la santé.

Les CLS peuvent porter autant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social. Ils sont l'expression de dynamiques locales partagées entre acteurs et partenaires de terrain pour mettre en œuvre des actions au plus près des populations. Le CLS est un outil souple, modulable, qui établit le lien entre le PRS2 et les projets portés par les collectivités.

C'est en déclinaison des orientations et priorités du PRS 2 que l'ARS et sa Délégation Départementale des Yvelines s'engagent sur les actions mentionnées dans le présent contrat local de santé. Le renouvellement du CLS de Poissy s'inscrit ainsi dans la continuité des actions de santé publique, d'offre de soins et d'accompagnement médico-social déjà soutenues par l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France en tenant compte des besoins identifiés localement sur le territoire.

2) La Préfecture des Yvelines

La Préfecture des Yvelines définit ses priorités dans le cadre du Contrat de Ville, qui constitue le cadre unique de mise en œuvre de la politique de la ville, aux termes de la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Le contrat de ville de Poissy formalise les engagements pris par l'Etat, les collectivités territoriales et les autres partenaires de la politique de la ville au bénéfice des quartiers prioritaires.

Il a été élaboré pour la période 2015-2020 et concerne les quartiers de Saint-Exupéry et de Beauregard (définis « quartiers prioritaires » de la politique de la ville par la loi du 21 février 2014 relative à la programmation pour la ville et la cohésion urbaine). Prolongé jusqu'en 2022, le contrat de ville est articulé autour de trois piliers :

Un pilier « développement de l'activité économique et de l'emploi », avec pour objectif une réduction de la moitié des écarts de taux d'emploi, en particulier au bénéfice des jeunes, sur la durée du contrat de ville,

Un pilier « cadre de vie et renouvellement urbain », avec pour objectif une amélioration tangible de la vie quotidienne des habitants des territoires prioritaires, résidant dans le logement social mais aussi dans les copropriétés fragiles ou dégradées,

Un pilier « cohésion sociale » : le contrat prévoyant des mesures de soutien aux équipements sociaux, culturels, sportifs et aux associations assurant le lien social sur le territoire.

La Préfecture des Yvelines se montre particulièrement attentive à l'accompagnement et à la mise en œuvre des priorités des Contrats Locaux de Santé (CLS), contrats qui constituent le volet santé du contrat de ville et est attachée à ce que les questions de santé soient l'un des enjeux importants de la politique de cohésion sociale.

3) La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines des Yvelines

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines (CPAM) met en œuvre les grandes orientations définies dans la Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) signée entre l'Etat et la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, à travers son contrat pluriannuel de gestion.

La nouvelle COG de l'Assurance Maladie 2018-2022 poursuit notamment l'objectif d'accompagner chacun dans la préservation de sa santé.

Dans ce sens, la CPAM des Yvelines intervient en amont de la maladie et de ses complications.

Elle accompagne chaque assuré avec des dispositifs de prévention et des parcours propres à sa pathologie, à son âge, à sa situation de vie et mène pour cela des actions variées dans de nombreux domaines : tabagisme, diabète, maladies cardiovasculaires, problèmes de dos ou encore santé au travail.

Déjà très performant sur le volet curatif pour prendre en charge et soigner les malades, le système de soins français se mobilise également dans l'objectif d'encourager les comportements favorables à la santé pour éviter l'apparition ou l'aggravation de la maladie, en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables et aux situations « à risques ».

C'est fort de décliner les orientations de la COG et de mener à bien ses missions de prévention en faveur de la population pisciacaïse que la CPAM des Yvelines s'engage sur les actions de ce Contrat Local de Santé 2021-2022.

4) Le Département des Yvelines

La loi 2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) fait du Département le chef de file de la cohésion sociale et de la politique sociale ainsi que coordinateur de la politique de solidarité. Les interactions entre les déterminants de la santé et de la cohésion sociale sont connues depuis longtemps. Celles-ci exigent des politiques de santé et de solidarité, complémentarité et synergie. C'est bien à ce titre que le Département a un rôle décisif dans la politique santé de son territoire. Il s'associe à la construction et mise en œuvre de l'ensemble des actions qui ont pour objectif la préservation et l'amélioration de la santé des Yvelinois.

Les missions de Protection Maternelle et Infantile et la Planification et Education Familiale favorisent une intervention en amont sur les déterminants de la santé. L'entretien prénatal précoce permet l'identification de risques médico-psycho-sociaux. Conseils de puériculture, surveillance de la croissance des enfants et échanges ont lieu dans le cadre des permanences des infirmières-puéricultrices. Les consultations médicales permettent de s'assurer du bon développement des enfants et de pratiquer les vaccinations. Les bilans en école maternelle garantissent les dépistages de troubles visuels, auditifs, de langage et de comportement. Les actions collectives se réalisent autour des modes de vie et du soutien à la parentalité. La prescription et délivrance de contraception, le dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles, les entretiens, notamment avant et après une interruption volontaire de grossesse et dans les situations de violences, ainsi que l'information et orientation assurent l'accès aux services concernant la vie sexuelle et affective.

Le bénéfice de ces actions de prévention santé irrigue bien au-delà du champ sanitaire. La prise en charge précoce d'une femme enceinte, d'un nouveau-né, d'un enfant en école maternelle, d'un jeune ou des parents ainsi que le travail autour de la santé publique (exemple prévention des addictions, des accidents domestiques, de la violence intrafamiliale, du sédentarisme, de malnutrition...) permettent d'apporter une réponse et un accompagnement adaptés aux besoins notamment de la population plus fragile. Ces actions au niveau sanitaire favorisent l'accès équitable aux soins et interviennent aussi sur les risques sociaux ce qui favorise l'inclusion sociale.

Au-delà de la prévention, le Département des Yvelines s'intéresse à l'ensemble des problématiques de santé publique et élargit depuis plusieurs années son champ d'action notamment au niveau de l'accès aux soins en particulier de la population vulnérable (exemple seniors). Ainsi, depuis 2017, le Département met en œuvre, une politique ambitieuse d'accès aux soins en soutenant la création de « maisons médicales » afin d'attirer étudiants et praticiens et faciliter leur installation, en complémentarité des dispositifs existants, dans des territoires en tension au regard de l'offre médicale. L'institution s'est également rapprochée du monde académique (université, IEP...) pour conduire des études sur les souhaits d'installation et de pratiques professionnelles des jeunes médecins. Lutter contre les déserts médicaux est un levier au service de l'inclusion sociale.

Le Département fait le constat que l'ensemble des politiques de solidarité qu'il conduit sont, de près ou de loin, impactées par des enjeux de santé : politiques de jeunesse, de logement, d'insertion professionnelle, d'autonomie, d'accès à la culture présentent des interactions fortes avec des problématiques de santé physique ou mentale. Dès lors, l'institution ne peut que s'intéresser sur ces déterminants et leur impact sur son action de solidarité.

En matière de prévention de la perte d'autonomie, le Département porte aussi la notion de « prévention globale » entendue comme la gestion active et responsabilisée de « capital autonomie » par chaque personne ou groupe de personnes. Le principe de mise en œuvre étant de favoriser l'initiative aux acteurs de terrain afin d'améliorer les grands déterminants de la santé et de l'autonomie, de prévenir les pertes d'autonomie évitables, d'éviter l'aggravation de situations déjà caractérisées par une incapacité, de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, de former les professionnels, de développer la recherche et les stratégies d'évaluation.

Enfin, au-delà du champ des solidarités, le département intervient dans de nombreux domaines impactant la qualité de vie des Yvelinois et prend, de ce fait, une contribution plus large au développement de la santé des populations sur son territoire. En apportant son soutien aux associations sportives et aux comités départementaux sportifs, en particulier scolaires et handicapés, et participant au financement des équipements sportifs des communes, mis à la disposition des collégiens notamment, le Département participe au développement de la pratique sportive, levier déterminant de la santé de la population. A ce même titre les interventions au niveau de carrières, de l'eau et assainissement, de l'écologie urbaine et des espaces naturels sensibles permettent au Département d'améliorer l'environnement et la qualité de vie, une des clés de la santé des Yvelinois. La modernisation des collèges, l'amélioration de la restauration des collégiens et les interventions des agents prévention améliorent la prise en charge des jeunes étudiants. Les établissements éducatifs sont un lieu de vie, d'échanges et de transmission des connaissances, des compétences et des valeurs aux jeunes personnes, notamment autour de l'éducation à la santé comme un levier prioritaire du travail de prévention sur la santé de cette population. La culture et le tourisme sont des axes d'amélioration de la qualité de vie des Yvelinois donc de la santé, dans un sens large, de la population.

Globalement, la rénovation et l'amélioration de la qualité des services du Département comportent une logique de maillage inter-institutions. L'efficacité des interventions sur ces problématiques multisectorielles dépend de la capacité d'articulation et de mobilisation des différents acteurs. En s'inscrivant dans la démarche du Contrat Local de Santé, le Département réaffirme cette conviction et sa volonté de développer une dynamique partenariale et contribuer à une synergie des acteurs autour des enjeux de santé.

Le CLS est un outil de mobilisation et de coordination privilégié pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé. Il favorise l'action sur les déterminants de la santé et assure le développement des démarches intersectorielles. Dans ce cadre, le Département s'attache à ce que les actions développées atteignent prioritairement les personnes fragiles, défavorisées et éloignées de la prévention ou de l'accès aux soins.

5) Le Centre Hospitalier intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (CHIPS)

Le Centre Hospitalier Intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (CHIPS), en tant qu'établissement public de santé, a des missions de prévention, de soins et de formation.

Le CHIPS est l'établissement support du Groupement Hospitalier Yvelines Nord, créé le 1er juillet 2016 dans le cadre de la loi de modernisation du système de santé de janvier 2016. Depuis le 1er décembre 2018, il est organisé en direction commune avec les Centres Hospitaliers de Meulan- Les Mureaux et de Mantes-la-Jolie. Cette structuration territoriale s'appuie sur la mise en œuvre d'un projet médical partagé renforçant les filières de soins hospitaliers et les missions du CHIPS dans son bassin de population.

Dans le cadre du présent CLS, le CHIPS sera particulièrement impliqué pour développer les partenariats et la Ville de Poissy et les professionnels de santé de la ville (avec la CPTS en cours de construction) autour d'axes communs destinés à favoriser l'accès aux soins et accompagner le parcours de santé ainsi qu'à participer à prévention et à la promotion de la santé.

Ainsi, le CHIPS souhaite s'associer à la démarche du CLS afin de concourir au parcours de santé coordonné des patients et d'améliorer l'offre de soins sur le territoire

6) La Ville de Poissy

Guidée par une démarche de co-construction, la commune de Poissy souhaite renforcer avec ses partenaires son engagement visant à apporter des réponses concrètes et adaptées aux problématiques de santé de ses habitants, et spécifiquement auprès des habitants des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

La Ville de Poissy mène depuis plusieurs années une politique de santé globale en partenariat avec les différents acteurs institutionnels et associatifs du territoire, avec la mise en place d'Ateliers Santé Ville en 2011 et d'un premier Contrat Local de Santé déployé sur la période 2012-2018. Elle favorise ainsi le développement d'actions locales de promotion de la santé et de dispositifs permettant un meilleur accès aux soins des populations.

Ses interventions concernent notamment :

- **L'accès aux soins** : contribution à l'émergence de maisons de santé et de maisons médicales sur la Commune (ouverture de la Maison de Santé La Collégiale en 2019 et de la Maison de Santé l'Etoile en 2021, projet de Maison de Santé Départementale sur le quartier de Beauregard) faisant suite au diagnostic de l'offre ambulatoire à Poissy réalisé par l'URPS en 2017, accompagnement du projet de rénovation de l'Hôpital, attention particulière portée à la création d'une communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS Nord Est 78).
- **La promotion de la santé physique et psychique des jeunes** : accès à différents dispositifs portés par la Service Jeunesse de la Ville Poissy notamment à l'Espace Jeunesse la Source (Bureau Information Jeunesse, BIJ Mobile, PAEJ), accompagnement individualisé pour les enfants, les adolescents et leurs parents dans le cadre du Programme Réussite Educative (PRE), labellisation Cité Educative.
- **Le développement d'un plan cancer** : création d'un dispositif de soins de support dédié aux personnes atteintes de cancer et à leurs proches (la Maison Les 3 Arches) et mise en œuvre d'une dynamique de promotion de la prévention, des dépistages, des soins, de la recherche et de l'innovation visant à faciliter le parcours de soins des patients et la pratique des professionnels de santé.
- **La promotion de la santé et de l'autonomie des personnes âgées, et la prévention des risques liés au vieillissement** : impulsion d'une large politique gérontologique portée par le CCAS de Poissy (guichet unique « La Maison Bleue », Résidence Autonomie pour personnes âgées « Les Ursulines »), et soutien au développement de l'offre en hébergement sur le territoire pisciacais (EHPAD, résidences Services Séniors en projet).
- **La prévention en santé environnementale** : amélioration des contextes environnementaux et du cadre de vie et lutte contre l'habitat indigne par l'installation d'un puits de carbone, du dispositif Combin'Air, des actions de prévention et sensibilisation sur la gestion des déchets, l'opération 1000 arbres, ou encore le projet de Maison de l'environnement.

Le renouvellement du CLS de Poissy répond ainsi à la volonté de poursuivre les dynamiques et actions de santé déjà soutenues par la commune, et d'inscrire dans cette démarche concertée et coordonnée de nouveaux axes ajustés aux problématiques identifiées par le diagnostic local de santé mené en 2020.

Ces actions sont mises en œuvre en lien avec les autres démarches de la politique de la ville existant sur le territoire, notamment :

- La promotion de la santé des enfants dans le cadre du Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- La prévention des conduites addictives et la médiation chez les jeunes, ainsi que l'accompagnement des personnes vulnérables et plus particulièrement les femmes victimes de violence dans le cadre du Contrat Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
- La promotion de la santé et de l'accès aux soins dans le cadre de la Cité Educative ;
- Le développement de l'axe santé et cadre de vie dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité émanant du Contrat de Ville ;
- Les programmes d'amélioration globale du cadre de vie (Programme de Rénovation Urbaine sur les secteurs La Coudraie, Beauregard et St Exupéry) ;
- La prise en compte des déterminants environnementaux de santé dans le cadre du Plan Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne.

LES PRINCIPES PARTAGES PAR LES SIGNATAIRES

Les signataires souhaitent que le contrat local de santé respecte plusieurs principes qui seront présents et déclinés au sein des actions :

Définir un objectif explicite de réduction des Inégalités Sociales et Territoriales de Santé (ISTS), en apportant des réponses graduées en fonction des besoins de la population.

Agir sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé :

La santé d'une personne est, entre autres, le résultat des conditions de vie et de travail qui interagissent avec ses caractéristiques individuelles. Le CLS devra donc favoriser une approche globale de la santé intégrant en dehors des interventions sur les comportements et sur l'accès aux soins, des interventions sur les déterminants sociaux et environnementaux de la santé.

Promouvoir des parcours de santé cohérents et adaptés :

Le CLS doit favoriser la mise en œuvre à l'échelle du territoire local de parcours de santé cohérents, allant de la prévention à la prise en charge en passant par les soins. Cet effort de cohérence doit bénéficier en particulier aux personnes pour lesquelles les difficultés sociales conduisent à une rupture de parcours dans l'accès aux soins, la prévention et la prise en charge.

Adopter une approche intersectorielle :

Le CLS doit s'efforcer de faciliter les démarches transversales, pour dépasser les fonctionnements cloisonnés qui caractérisent souvent le système de santé, social et médico-social, par une mobilisation convergente des signataires, mais aussi des autres acteurs des politiques publiques.

Développer l'articulation CLS/Politique de la Ville :

L'articulation du CLS avec la politique de la ville doit être une priorité forte du contrat, ce qui implique notamment une démarche complémentaire avec le contrat de Ville 2015-2022.

Développer la participation citoyenne :

Le renforcement des compétences (empowerment - autonomisation) des citoyens et notamment de ceux éloignés des processus de décision est un moyen efficace de réduire les écarts de santé. Les habitants, qu'ils soient usagers du système de santé ou destinataires des politiques de prévention, et les professionnels de tout exercice doivent être associés à l'ensemble de la démarche : de la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des actions, en veillant à ce que les citoyens confrontés aux difficultés les plus importantes trouvent toute leur place.

Evaluer :

Le contrat est l'occasion pour les signataires non seulement de s'accorder sur des priorités partagées, mais aussi d'évaluer ensemble les résultats des actions engagées, et éventuellement de les réorienter ou de les moduler en fonction de cette évaluation (évaluation de la démarche, des actions et des effets).

LE CONTRAT LOCAL DE SANTE 2012-2017

Le premier contrat local de santé de la commune a été signé début 2012 pour la période 2012-2017 en cohérence avec les orientations du Projet Régional de Santé 2013-2017. Prolongé sur 2018, ses principales thématiques portaient sur :

- Certains axes stratégiques de l'ASV, maintenus dans le CLS :
 - Axe stratégique 1 : améliorer la connaissance de la situation du territoire en matière de santé (besoins des populations, ressources sur le territoire)
 - Axe stratégique 2 : favoriser le partenariat et renforcer les compétences des acteurs locaux en santé publique
 - Axe stratégique 3 : favoriser l'accès à la prévention et aux soins
- De nouveaux axes inscrits dans le CLS sont :
 - Axe stratégique 4 : mieux prendre en compte les déterminants environnementaux de santé
 - Axe stratégique 5 : favoriser l'accompagnement médico-social

La mise en œuvre du CLS 2012 – 2017 a été impactée par les transferts de compétence « santé » entre la ville et l'intercommunalité, puis la Communauté urbaine GPSEO, mais l'implication de la commune sur cette thématique a été constante, notamment par l'intermédiaire de son service jeunesse (service « la source », le BIJ mobile...), son CCAS (pôle social : mise en place d'un RESAD, la Maison bleue...) et son service des sports.

Depuis 2017 et la fin « contractuelle » du CLS, la commune a poursuivi son engagement en matière de santé publique. Son investissement a notamment été fort sur la question de l'accès aux soins, par un accompagnement au développement des Maisons et Pôles de santé pluridisciplinaires sur le territoire communal. Aujourd'hui, elle souhaite aussi s'investir sur la thématique « Cancer », et faire de la ville un exemple d'implication d'une collectivité locale dans le Plan cancer.

Une rencontre en 2019 entre des représentants de la commune et de l'ARS (Délégation territoriale des Yvelines) a relancé le projet de renouvellement du CLS (tout en gardant une attention particulière aux quartiers prioritaires).

LA METHODOLOGIE DE CO CONSTRUCTION DU CONTRAT LOCAL DE SANTE 2021-2022

Le diagnostic local de santé mené par la ville de Poissy à la demande de la délégation départementale de l'ARS-IDF constituait une phase préalable de l'élaboration du nouveau Contrat Local de Santé.

En effet, afin de définir les axes prioritaires du CLS 2021-2022, il était nécessaire de prendre en compte les problématiques de santé spécifiques au territoire en associant les acteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux. En s'inscrivant dans une vision large de la santé, les diagnostics de santé et santé mentale ont été une étape essentielle permettant non seulement de mieux connaître les ressources du territoire, mais aussi les facteurs pouvant avoir un effet sur la santé des pisciacais dans la perspective de proposer des interventions pertinentes.

Il a été mené avec l'aide d'un prestataire externe, Icone médiation santé, bureau d'études et de conseil spécialisé en santé publique.

Les différentes étapes de cette démarche de diagnostic santé participatif ont été :

- L'actualisation des données quantitatives : évolution du profil démographique et des déterminants socio-économiques de la commune, de l'état de santé de la population à travers l'analyse de données épidémiologiques, et de l'offre de santé (offre de soins de premier et second recours, ambulatoire et hospitalière ; la prise en charge en santé mentale et des addictions ; la prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap ; l'offre en prévention et promotion de la santé).
- Un focus sur les nuisances environnementales.
- La valorisation des dynamiques locales déjà existantes sur les 4 thématiques suivantes :
 - Accès aux soins
 - Plan Cancer
 - Santé et autonomie des personnes âgées
 - Santé des jeunes

Ce travail a été réalisé à partir de la documentation fournie par la commune, et notamment par le CCAS.

- L'animation de quatre groupes de travail, réunissant des professionnels de santé, des acteurs de différents secteurs (médico-social, social, éducatif, logement, environnement...), des représentants d'associations, des services de la commune et des élus. Chaque groupe a travaillé sur une thématique prédéterminée en Comité de pilotage :
 - Santé des jeunes
 - Santé des femmes et des jeunes enfants - Périnatalité
 - Handicap et santé mentale
 - Santé environnementale

Les 4 groupes ont eu lieu les 10 et 11 décembre 2020 lors de réunions de 3 heures environ, organisées exceptionnellement en visioconférence du fait des mesures sanitaires gouvernementales et ont réuni près d'une soixantaine d'acteurs.

Les résultats de ce diagnostic sont annexés au présent contrat.

A la suite du diagnostic, un travail de **priorisation des axes et objectifs stratégiques** a été réalisé avec les principaux partenaires institutionnels du futur CLS, constituant la base du plan d'actions.

Par la suite, **le Plan d'actions** a été travaillé de façon participative, par axe stratégique, avec de nombreux acteurs locaux susceptibles d'être porteurs ou partenaires des actions retenues dans le CLS. Organisés en groupes de production, ces acteurs ont produit de façon concertée 30 fiches-actions constituant le cœur du Plan d'actions.

1) Présentation de la ville de Poissy

Située dans le département des Yvelines, en région Île-de-France, Poissy comptait 37 388 habitants (Insee, RP 2017) au 1er janvier 2017. Cette ville, se situant aux bords de la Seine au sud de Cergy-Pontoise est à dominante urbaine.



2) Profil socio-démographique

- Une **population de 37 388 habitants** (Insee 2017).
- 2 **quartiers prioritaires** au sein de Poissy : Beauregard et Saint Exupéry
- Une **densité de population très élevée** de 2815,4 habitants/km² (Insee 2017).
- Une situation stable concernant **l'évolution de la population** (2010-2015)
- Concernant **la structure par âge** :
 - La structure de la population de Poissy fait apparaître en 2017 une importante proportion de jeunes.
 - Les parts des tranches d'âge des 30-44 ans (22,3%) et des 0-14 ans (20,7 %) sont les plus importantes.
 - La part des 60 ans et plus sur la commune de Poissy est de 21,8 %.

- **L'indice de vieillissement de Poissy**, en 2017, montre une **proportion de personnes âgées peu importante** (65,5).
- S'agissant de la **structure des ménages** :
 - La structure des ménages de Poissy est sensiblement la même que le département des Yvelines et la région Ile-de-France, avec majoritairement des « ménages avec famille ».
 - Les « ménages avec famille » de Poissy sont composés en majorité de « couple avec enfant(s) » comme pour le département la région et la France.
- **Constats sur la situation socio-économique** :
 - Une population plus active que les autres territoires (département, région)
 - Un taux de chômage (12,8%) proche du taux régional
 - Les jeunes de 15 à 24 ans sont principalement touchés par le chômage comme les territoires de références.
 - Des revenus et une part des ménages fiscaux supérieurs à ceux de la France métropolitaine.
 - Un taux de pauvreté beaucoup plus élevé que le département
 - Une part de bénéficiaires d'allocations sociales légèrement inférieure à la région et à la France
 - Un nombre de bénéficiaires de la Complémentaire Santé Universelle (CSS) proche de la région et la France, supérieur au département.
- Logement : une part importante de locataires
- Equipements sportifs : la ville de Poissy possède différents types d'équipements sportifs. Les densités d'équipement sont proches de celles de la région et du département.
- **Un indicateur de développement humain peu favorable** : l'IDH2 de Poissy (0.56) est inférieur à celui de la région (0.63) et du département (0.75) du fait de la présence des deux quartiers Saint Exupéry et Beauregard présentant des indicateurs de vulnérabilité particulièrement forts.

3) Quelques repères concernant l'état de santé de la population

- Une espérance de vie sur le canton de Poissy proche des autres territoires (région, France) :
 - 79,50 pour les hommes
 - 85,44 pour les femmes
- **La mortalité** (*données à l'échelle du canton de Poissy*) :
 - Une **mortalité générale** supérieure à celle de la région
 - Une **mortalité prématurée** semblable à celle de la France
 - Des taux de **mortalité par cancers** semblable à ceux la France
 - Une **mortalité par maladies de l'appareil circulatoire** supérieure à celle de la région
 - Une **mortalité par maladies de l'appareil respiratoire** plus élevée pour les hommes, supérieure à celle de la région
 - Une **mortalité élevée liée à la consommation de tabac** pour les hommes
 - Une **mortalité liée à la consommation d'alcool** inférieure à celle de la France

- Une **part des bénéficiaires en ALD** (affections longue durée) sur la ville de Poissy **inférieure** à celle de la France.
- La ville de Poissy présente des taux de participation aux dépistages perfectibles notamment pour le cancer colorectal et le cancer du col de l'utérus, où les taux sont inférieurs au niveau national.

4) L'offre de santé et accès aux soins sur le territoire

■ Offre et accès aux soins ambulatoire

- **Selon Cartosanté, au 31 décembre 2019, la ville de Poissy comportait 157 professionnels de santé libéraux :**
 - 35 médecins généralistes dont 6 ayant un Mode d'Exercice Particulier (MEP)
 - 36 masseurs kinésithérapeutes,
 - 18 dentistes,
 - 15 orthophonistes
 - 6 sages-femmes
 - 15 pédicures-podologues
 - 10 pharmacies
- **Les constats suivants peuvent être faits sur l'offre de professionnels de santé sur le territoire :**
 - Les médecins généralistes : une offre favorable à relativiser en lien avec la forte part de médecins âgés de 55 ans et plus. La ville de Poissy est considérée par l'ARS comme une ZAC (Zone d'Action Complémentaire)
 - Les infirmiers libéraux : une densité largement inférieure à la France avec une forte activité
 - Les chirurgiens-dentistes : une densité moyenne
 - Les masseurs-kinésithérapeutes : une densité moyenne et une activité légèrement supérieure
 - Les orthophonistes : une densité favorable
 - Les sages-femmes : une densité favorable
- **On recense également :**
 - 10 pharmacies
 - 15 pédicures-podologues
 - 4 laboratoires d'analyses médicales
 - 45 médecins spécialistes libéraux (*Source URPS, données 2017*)
- **Des dynamiques de professionnels et de dispositifs sur le territoire :**
 - Depuis 2015, la Ville de Poissy s'est engagée dans une démarche de facilitation de l'accès aux soins de premiers recours, suite au diagnostic réalisé par l'URPS Médecins Ile de France.

- L'existence d'organisation mettant en place de nouveaux modes d'exercice sur le territoire (*Source : ville de Poissy – mai 2020*) :
 - La Maison de Santé La Collégiale
 - Maison de santé pluridisciplinaire – Immeuble CITEA Nexity, rue de la Libération
 - La Maison de Santé Racine
 - Les locaux de santé Vilogia
 - Maison de santé Rouget de Lisle
 - Une dynamique CPTS (Communauté professionnelle territoriale de santé) se met actuellement en place sur le Territoire Nord-Est 78, auquel fait partie la commune de Poissy.
- **Des réseaux de soins couvrant le territoire :**
- Le GRYN (Groupement Réseaux Yvelines Nord), réseau tri-thématique : cancérologie, gérontologie et soins palliatifs.
 - Le réseau MYPA (Maternité en Yvelines et Périnatalité Active)
 - Le réseau REPOP Ile de France (Réseau pour la prévention et la prise en charge de l'obésité en pédiatrie)
 - Le réseau obésité multidisciplinaire des départements franciliens « ROMDES »

■ Offre et accès aux soins hospitaliers

- **On recense un établissement hospitalier et une clinique :**
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Poissy-Saint-Germain-en-Laye (CHIPS) au sein duquel est présente une permanence d'accès aux soins de santé (PASS)
 - La clinique Saint Louis de Poissy
- **Les principaux établissements de recours pour la population pisciacaïse :**
- **Pour la Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO) :** **CHIC de Poissy-Saint-Germain-en-Laye** (sites de Poissy et Saint Germain en Laye (47,2%) et **Clinique Saint Louis de Poissy** (20,5%).
 - **Pour les Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) :** **Institut de Réadaptation d'Achères (ex clinique de Bazincourt)¹** (24,2 %).
 - **Pour l'hospitalisation à domicile (HAD) :** territoire couvert par l'HAD « **Santé Service** » dont le pôle Ouest est situé à Cergy.
 - **Pour la psychiatrie :** **Centre hospitalier intercommunal de Poissy-Saint-Germain-en-Laye** (66,5%)

¹ La clinique de Bazincourt, initialement située à Chapet, a déménagé en 2020 à Achères et a pris le nom de « Institut de Réadaptation ». Cet établissement remplace et complète l'offre de soins présente auparavant sur la clinique de Bazincourt.

5) La prise en charge en santé mentale

■ Psychiatrie

- **Le CHIC de Poissy, un établissement de référence pour la psychiatrie:**
 - Adulte
 - Infanto-juvénile
 - Pédiatrique
- **Des équipements en psychiatrie bien en place sur le territoire** à plusieurs niveaux pour Poissy et quelques communes à proximité : Achères, Carrières-sous-Poissy, Médan, Orgeval et Villennes-sur-Seine
- **Une pluralité de structures intervenant pour tout âge**
- **Des structures pour enfants (0-18ans) avec :**
 - Soins sectorisés : Service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) ;
 - Centre Médico-Psychologique Infanto-juvénile (CMPI) ; Centre d'accueil thérapeutique à temps partiel (CATTP) ; Hôpital de jour
 - Soins et accompagnements non sectorisés : Hôpital de jour de l'association ASOIMEEP ; Consultations de psychiatrie aux urgences médicales pédiatriques ; Dispositif d'intervention précoce en autisme (DIPEA) ; Unité d'évaluation des troubles cognitifs et affectifs (UETDCA) ; Unité mobile interdépartementale (UMI – Ouest) ; PEDIATED / PREVAL
 - Offre d'accompagnements : Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE 78) à Carrières-sous-Poissy
- **Des structures pour adolescents et jeunes adultes (12-25 ans) avec :**
 - Lieux d'accueil et d'écoute dédiés à Poissy (PAEJ)
 - Offre psychiatrique dédiée à Poissy
 - Scolarisation, insertion professionnelle
 - Offre d'accompagnements (médico-social) et de scolarité/formation (SESSAD, IME)
- **Des structures pour adultes**
 - Soins sectorisés : CMP, CATTP, Accueil familial thérapeutique (AFT), Centre d'accueil et de traitement à durée brève (CATDB), ...
 - Soins et accompagnements non sectorisés : consultations de psychiatrie ; Cap santé 78 ; lieu d'hébergement social, ...
 - Offre d'accompagnements : entreprise adaptée (EA) ; Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ; Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE 78) ; Groupe d'entraide mutuelle (GEM)

■ **Prise en charge des addictions**

- **Des structures et des dispositifs en place sur le territoire**
- **Les structures hospitalières**
 - CHIC Poissy-Saint-Germain-en-Laye site de Poissy : unité fonctionnelle hospitalière d'addictologie.
 - Clinique Médicale Villa-des-Pages à Le Vésinet
 - Centre Gilbert Raby : soins de suites et de réadaptation addictologiques
 - Centre Hospitalier de Plaisir, site Marc Laurent : unité d'addictologie
 - Institut MGEN La Verrière : soins de suites et de réadaptation addictologiques
 - ELSA : équipes de liaison hospitalières en addictologie (CH Versailles, Poissy, La Verrière, Les Mureaux, Mantes)
- **Les CSAPA - Centres de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie**
 - CSAPA - Site de Saint Germain en Laye : réalisant des consultations adultes et des consultations jeunes consommateurs.
 - CSAPA - Centre Thérapeutique Résidentiel Kairos à Andresy
 - CSAPA – Association généraliste d'accompagnement et de traitement des addictions à Rueil Malmaison
- Le territoire dispose également de **plusieurs addictologues** présents dans les villes de : Poissy, Saint Germain en Laye, Les Mureaux, Sartrouville, Meulan, Plaisir...

6) **La prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap**

■ **Prise en charge des personnes âgées**

- Un taux de bénéficiaire à l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie) dans les Yvelines inférieur (12,9%) à celui de la région (16,1%) et à la France métropolitaine (20,5%).
- Un taux d'équipement sur le département favorable pour les EHPAD, inférieur pour les SSIAD et SPASAD
- **Une offre bien en place sur le territoire :**
 - Un Centre communal d'action sociale – CCAS impliqué auprès des personnes âgées
 - **De nombreuses structures d'hébergement**
 - Des EHPAD : sur la ville de Poissy et d'autres à proximité
 - Des Résidences autonomie
- Des **services de coordination** également présents :
 - Les Méthodes d'action pour l'intégration des services d'aide et de soins dans le champ de l'autonomie (MAIA)
 - Intervention du Pôle Autonomie Territorial (PAT) Seine Aval (secteur est) sur le territoire

- Plusieurs **services de soins et d'aide à domicile disponibles** :
 - Les Services de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD)
 - Les Services d'Aide à Domicile (SAAD)

■ **Prise en charge des personnes en situation de handicap**

Pour les adultes :

- Une **part de bénéficiaires de l'Allocation adulte handicapé (AAH) semblable** aux autres territoires
- Des taux d'équipement des établissements d'hébergement pour adultes handicapés de plus de 20 ans semblables aux autres territoires
- Structures présentes : 3 MAS et 1 foyer d'accueil pour adultes handicapés, ESAT, EA.

Pour les enfants :

- Une **part importante de bénéficiaires de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** à l'échelle du canton (22,4%)
- Des **Services d'Éducation Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD)** sur divers types de handicap.
- Des **taux d'équipement des établissements d'hébergement pour enfants et adolescents handicapés semblables à la région, inférieurs à la France.**

7) Prévention et promotion de la santé

Différentes actions en prévention, promotion de la santé existent sur la ville de Poissy.

- **La ville de Poissy a initié plusieurs projets de prévention en Santé environnement :**
 - Maison de l'Environnement (Maison du Projet)
 - Installation d'un puit de carbone
 - Projet Combin'Air
 - Prévention et sensibilisation sur la gestion des déchets, en lien avec l'association Odyssée pour la Terre
- **La mobilisation de la ville de Poissy sur la santé des jeunes passe principalement par le service Jeunesse de la ville de Poissy.**
 - **L'Espace Jeunesse La Source** avec plusieurs activités recensées : Accueils de l'Espace Jeunesse, Accompagnement numérique, dispositifs d'aides aux bourses, Bureau Information Jeunesse (BIJ), BIJ Mobile, PAEJ, ...
 - **La Maison des Adolescents Yvelines Nord (MDAYN)**
 - **Le Programme Réussite Educative (PRE)**

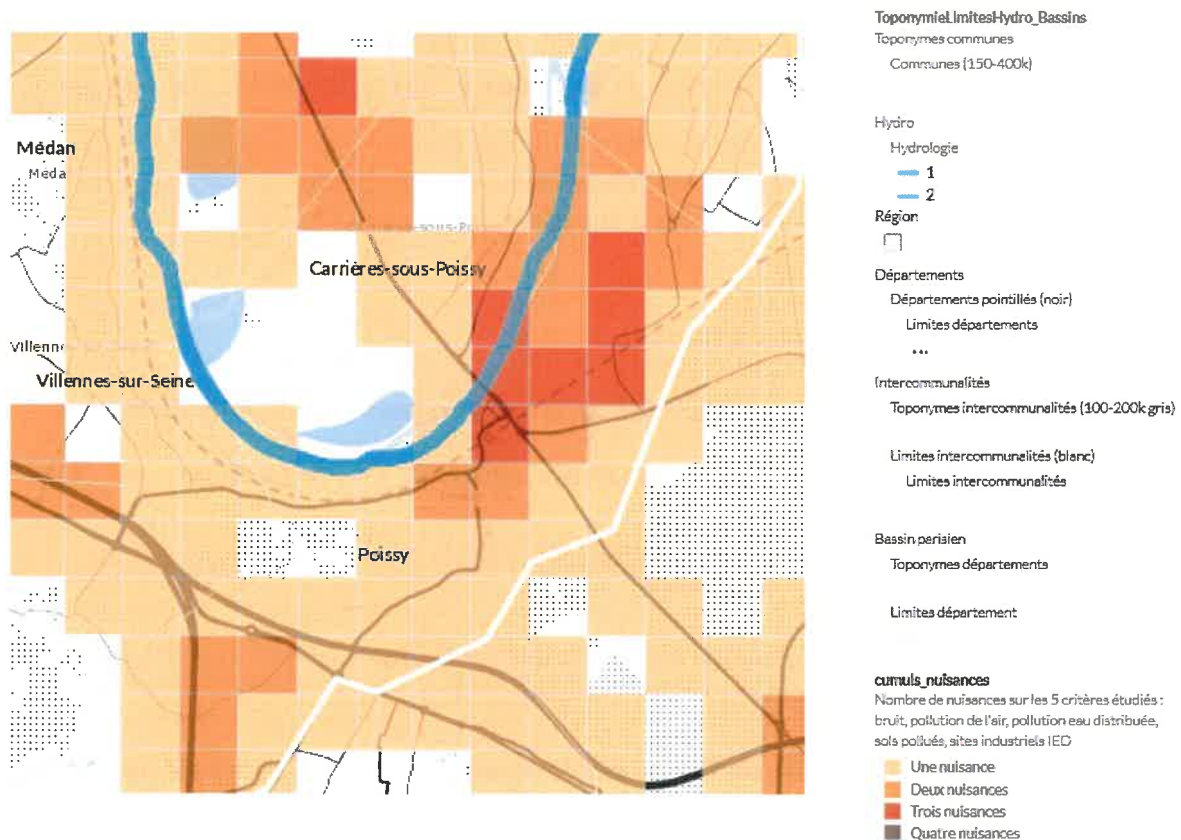
- **Une implication importante de la ville de Poissy dans le Plan Cancer** avec 2 axes principaux :
 - La création d'un espace dédié aux patients et à leurs proches : la maison « Les 3 Arches »
 - La promotion la prévention, le dépistage, les soins, la recherche et l'innovation

8) Quelques repères sur les nuisances environnementales

- **Un territoire exposé à plusieurs nuisances environnementales :**

- le bruit
- la pollution des sols
- la pollution industrielle.

Sur une grande partie du territoire de Poissy, au moins une nuisance a été constatée et sur certaines zones deux à trois nuisances ont été observées.



LES ORIENTATIONS DU CLS 2021-2022

Les principaux enjeux partagés lors du diagnostic local de santé peuvent être synthétisés dans le tableau suivant :

Principales faiblesses du territoire (FREINS)	Principaux atouts du territoire (LEVIERS)
L'accès aux soins (dont le Plan Cancer)	
<ul style="list-style-type: none"> - Une offre de santé à renforcer sur le territoire, pour : <ul style="list-style-type: none"> • Le 1er recours (médecins généralistes, orthophonistes notamment) avec un manque de structures pour accueillir de nouveaux professionnels souhaitant s'installer sur le territoire, • Les spécialistes libéraux, plus spécifiquement les gynécologues, • La psychiatrie (adulte et enfant). 	<ul style="list-style-type: none"> - Des initiatives pour faire émerger des maisons de santé engagées depuis plusieurs années par la ville de Poissy. - Une CPTS en cours de déploiement. - Mise en œuvre d'un Plan Cancer sur la ville, en créant un espace dédié, la maison « Les 3 Arches » et en promouvant la prévention, le dépistage, les soins, la recherche et l'innovation.
La santé et l'autonomie (personnes âgées et personnes handicapées)	
<ul style="list-style-type: none"> - Améliorations possibles sur l'autonomie des personnes âgées et également des personnes handicapées. 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté de la ville de travailler et développer l'autonomie des personnes handicapées, - Large politique développée sur la gérontologie, favorisant le bien vieillir. - Une offre en hébergements pour personnes âgées existante sur le territoire (résidences autonomie, EHPAD, résidences Services Séniors en projet...) - Un lieu ressource unique identifié « La Maison Bleue »
La prévention	
<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'actions mise en avant : <ul style="list-style-type: none"> • pour certains publics : jeunes, femmes, les personnes issues de milieux sociaux défavorisés, en situation de précarité et/ou d'isolement, ... • sur les thématiques : Dépistage, addictions, santé sexuelle et affective, nutrition (alimentation et activité physique et sportive), prévention des violences intrafamiliales... - Manque de lisibilité des actions existantes - Manque d'actions de proximité et hors les murs (« aller vers ») 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de nombreuses structures et acteurs sur lesquels s'appuyer - Possibilité d'agir en proximité de la population en s'appuyant sur les structures des quartiers

La Santé mentale / souffrance psychique et psychosociale	
<ul style="list-style-type: none"> - Des difficultés de détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale, - Des difficultés de prises en charge coordonnées pour les personnes en situation de crise, d'urgences psychiatriques, - Une insuffisance d'offre libérale ou hospitalière de proximité, engendrant des dysfonctionnements dans les suivis, - L'accompagnement plus spécifiquement des femmes victimes de violences tout au long de la prise en charge et du suivi, qui se retrouvent souvent isolées. 	<ul style="list-style-type: none"> - S'appuyer sur le PTSM 78 Nord - Des équipements en psychiatrie bien en place sur le territoire - Une pluralité de structures intervenant pour tout âge
La Santé environnementale	
<p>Les problématiques relevées en termes de santé environnementale concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le logement (insalubrité, impacts sanitaires liés aux comportements inadaptés, troubles psychiques/mentaux, Diogène), - Le cadre de vie (et particulièrement la gestion des déchets, et la lutte contre les nuisibles), - Les nuisances et pollutions (pollution diffuse des sols en surface, nuisances sonores, pollution de l'air liée au transport et à l'activité industrielle), - La mobilité (transport, mobilité active...) 	<ul style="list-style-type: none"> - De nombreux projets en cours sur la Ville : <ul style="list-style-type: none"> • Plan Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne, • Maison de l'Environnement, • Projet des 1000 arbres, • Projet animal...

LES AXES STRUCTURANTS DU CONTRAT LOCAL DE SÂTE

1) Les axes stratégiques

Au regard des éléments du diagnostic local de santé de Poissy et du CLS 2012-2018, les signataires du présent contrat ont décidé :

- De poursuivre les dynamiques en cours et portées par la commune, concernant l'accès aux soins et l'autonomie des personnes âgées et personnes handicapées.
- Et d'inscrire de nouveaux axes en réponse à certaines problématiques mises en évidence dans le diagnostic, en matière de prévention/promotion de la santé pour certains publics jugés prioritaires (jeunes, femmes et populations vulnérables) et de santé liée aux contextes environnementaux dans les espaces privés (le logement) et publics (le cadre de vie).

L'accès aux soins et l'accompagnement des parcours de santé

L'offre de santé reste à renforcer sur le territoire. Des insuffisances ont été mises en évidence, dont :

- Le 1er recours (médecins généralistes, orthophonistes notamment) avec un manque de structures pour accueillir de nouveaux professionnels souhaitant s'installer sur le territoire,
- Les spécialistes libéraux, plus spécifiquement les gynécologues,
- La psychiatrie (adulte et enfant).

Cependant, cette problématique n'est pas nouvelle. Des initiatives pour faire émerger des maisons de santé sont engagées depuis plusieurs années par la ville de Poissy, dans l'objectif de couvrir l'ensemble du territoire communal et d'améliorer l'offre de soins sur Poissy, en favorisant l'installation de professionnels de santé, en développant les consultations avancées de médecins spécialistes...

Une CPTS est également en cours de création sur le territoire, dont une des missions porte sur l'organisation des parcours de soins des patients en vue d'assurer une meilleure coordination entre les acteurs, d'éviter les ruptures de parcours et de favoriser autant que possible le maintien à domicile des patients.

La ville de Poissy s'est aussi engagée dans la mise en œuvre d'un **Plan Cancer** en créant un espace dédié, la maison « Les 3 Arches » et en promouvant la prévention, le dépistage, les soins, la recherche et l'innovation.

Un besoin d'accompagnement tout au long des parcours de santé est mis en évidence dans le diagnostic. Sont concernés :

- Les personnes en souffrance psychique et leur entourage (groupe d'entraide mutuelle ...),
- Les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes victimes de violences conjugales,
- Les personnes isolées ou en précarité,
- Les parents (lieu d'écoute et d'échange pour développer le lien Parents-Enfants).

Santé et autonomie (personnes âgées, personnes souffrant d'un handicap, personnes vulnérables)

La ville de Poissy a développé une large politique sur la gérontologie, favorisant le bien vieillir. Différentes actions sont en faveur de faciliter l'autonomie des personnes âgées.

L'offre en hébergements pour personnes âgées est existante sur le territoire, avec la présence de résidences autonomie, EHPAD, résidences Services Séniors en projet...

Un lieu ressource unique « La Maison Bleue » propose un accueil simplifié pour les personnes âgées mais également des actions de prévention, l'aide à la mobilité, des activités favorisant le lien social.

Il est souhaité de créer une offre spécifique aux personnes handicapées et à leurs proches ou aidants, marquant ainsi la volonté de travailler sur l'autonomie des personnes handicapées.

Le diagnostic a permis de repérer des améliorations possibles sur l'autonomie des personnes âgées et également des personnes handicapées. Cependant, les projets déjà engagés par la ville sont nombreux sur :

- Les hébergements
- Les parcours de santé / de vie
- La prévention
- L'accompagnement social
- Le lien social / inclusion sociale
- L'aide à la mobilité (dont l'accessibilité PMR) ...

La prévention et la promotion de la santé

Un manque ou une insuffisance d'actions en termes de prévention, promotion de la santé pour certains publics a été mis en avant :

- Les jeunes (en complément des actions portées par le service jeunesse de la ville),
- Les femmes,
- Les personnes issues de milieux sociaux défavorisés, en situation de précarité et/ou d'isolement.

Mais également sur certaines thématiques :

- Dépistage (focus personnes issues de milieux sociaux défavorisés),
- Addictions,
- Santé sexuelle et affective,
- Nutrition (alimentation et activité physique et sportive),
- Prévention des violences intrafamiliales, violences faites aux femmes.

La prévention semble peu lisible sur le territoire malgré la présence de besoins et de structures. Une meilleure information sur les actions ou structures existantes semble à développer pour une prévention primaire et secondaire efficiente dans tous les milieux (travail, écoles, maisons de quartier...).

Il est souhaité que des actions de proximité et hors les murs (« aller vers ») soient développées ; notamment pour les publics les plus éloignés de la santé et les publics vulnérables.

La santé et les contextes environnementaux

Les problématiques relevées en termes de santé environnementale concernent :

- Le logement (insalubrité, impacts sanitaires liés aux comportements inadaptés, troubles psychiques/mentaux, Diogène),
- Le cadre de vie (et particulièrement la gestion des déchets, et la lutte contre les nuisibles),
- La mobilité (transport, mobilité active).

Il existe des projets en cours (Plan Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne, Maison de l'Environnement, Projet des 1000 arbres, projet animal...), qui sont à soutenir et à renforcer en moyens humains, financiers et matériels.

Cette thématique est multifactorielle et complexe. Aussi, cette thématique serait à traiter par le CLS sous l'angle de l'intersectorialité, et donc du partenariat. L'objectif serait la prise en compte de la santé comme déterminant d'autres politiques publiques (logement, urbanisme, transport, développement durable...).

L'implication de la population paraît essentielle pour une acceptation sociale et un accompagnement au changement.

De plus, **deux enjeux transversaux** ont été retenus :

L'information (public et acteurs)

Il existe un véritable besoin de développer l'information aux publics et aux professionnels. Ce constat est ressorti pour l'ensemble des thématiques abordées.

Les dispositifs et structures existants ne sont pas bien identifiés sur Poissy. Il y a un manque de visibilité et de lisibilité de l'offre ressenti par les professionnels et le grand public sur :

- L'offre de soins actualisée,
- L'accès aux droits,
- Les dispositifs existants en santé mentale,
- Les structures médico-sociales,
- Les actions de prévention.

La coordination des acteurs

Le souhait de développer la coordination entre les acteurs du territoire a été régulièrement évoqué, et ce à plusieurs niveaux :

- Entre les acteurs de santé, du médico-social, du social et du milieu éducatif.
- Entre professionnels libéraux et établissements de soins (Centre hospitalier, CMP, ...)
- Entre libéraux et professionnels de la prévention, ...

Des dynamiques de réseaux (notamment en santé des jeunes et en santé mentale) comme possible supports à cette coordination, ont été mises en avant dans le diagnostic. Le Contrat local de santé, à travers ces instances de pilotage et techniques, et son dispositif animation, devra veiller à proposer des conditions favorables permettant :

- Une meilleure connaissance des ressources locales dans les différents domaines de la santé, en améliorant l'information sur l'offre existante et sa lisibilité en direction des professionnels et des habitants,

- Un travail sur les parcours de santé, avec pour objectif de proposer des solutions visant à accompagner les personnes les moins autonomes et d'apporter des solutions aux points de rupture de ces parcours,
- Un partenariat entre acteurs présents sur le territoire communal, afin de veiller à une certaine cohérence et complémentarité des actions et interventions proposées en matière de santé publique.

2) La programmation des actions 2021-2022

Les tableaux ci-dessous présentent la programmation du CLS par axe stratégique, décliné en 11 objectifs stratégiques et 30 actions permettant d'améliorer les parcours de santé et d'agir sur la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Les 30 actions prévues sur le CLS font l'objet de Fiches-actions détaillées présentées en annexe 2 du CLS.

AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE	
OBJECTIFS STRATEGIQUES	ACTIONS
1. Pérenniser et renforcer la démographie médicale « 1er et second recours » sur la commune	1. Aide au déploiement de MSP et maisons médicales 2. Création de postes d'assistants partagés MSP et Maisons Médicales/hôpital
2. Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients	3. Soutien au déploiement de la CPTS Nord Est 78 4. Coordination du parcours de soins en cancérologie dans le cadre du Plan cancer de Poissy 5. Développement de la Maison « Les trois Arches » dans le cadre du Plan cancer de Poissy 6. Consolidation du maillage entre la PASS hospitalière (CHIPS) et les acteurs du territoire
3. Améliorer les parcours en santé mentale	7. Formation, information et sensibilisation du grand public et des acteurs du territoire en santé mentale 8. Mise en place d'un Conseil local de santé mentale (CLSM)

AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE	
OBJECTIFS STRATEGIQUES	ACTIONS
4. Développer la promotion de la santé et la prévention en population générale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actions de prévention et dépistage en population générale : nutrition/obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, AVC, VIH/IST, cancers (sein, col de l'utérus, colorectal, peau, prostate) 2. Maison du capital santé (living lab éducation prévention santé) : projet d'envergure soumis au préalable à une étude de faisabilité, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués
5. Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination	<ol style="list-style-type: none"> 3. Déploiement de programmes de développement des compétences psycho sociales PRIMAVERA et VERANO 4. Promotion du PAEJ (Point d'accueil et d'écoute jeunes) et du Bureau information jeunesse (et BIJ mobile) 5. Actions de prévention sur les thématiques jugées prioritaires, dans une optique d'« aller vers » les jeunes et les parents 6. Développement d'actions « santé et parentalité » avec le PRE 7. Sensibilisation des acteurs au contact des jeunes 8. Consultation jeunes consommateurs (CJC) 9. Instance technique de coordination « santé des jeunes »
6. Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes	<ol style="list-style-type: none"> 10. Développement des actions de dépistages organisés - Maison des trois Arches (cf. Axe 1 / objectif stratégique 2) 11. Actions de prévention « santé sexuelle et affective » dans des espaces de proximité auprès des femmes issues de milieux défavorisés 12. Sensibilisation sur les violences intrafamiliales pour faciliter le repérage et l'orientation 13. Suivi psychologique des femmes victimes de violence

AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)	
OBJECTIFS STRATEGIQUES	ACTIONS
7. Poursuivre l'engagement fort de la commune concernant l'aide aux personnes âgées	1. Actions « sport santé et bien-être », « animation », « prévention » et « accompagnement social » de la Maison Bleue et de la Résidence pour Personnes Âgées 2. Action « aide à la mobilité » du CCAS
8. Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants	3. Accueil « handicap » à la Maison Bleue 4. Aide aux aidants - Offre d'accueil temporaire / dispositif de répit 5. Revalorisation de la commission « accessibilité »
9. Accompagner les personnes vulnérables et isolées, vers le droit commun, la prévention et les soins	6. Promotion du Point-Justice / Accès aux droits sociaux liés à la santé

AXE 4 : SANTE ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX	
OBJECTIFS STRATEGIQUES	ACTIONS
10. Intervenir sur les risques sanitaires liés aux conditions de logement	1. Actions d'information et de sensibilisation « santé et logement » auprès des locataires et propriétaires 2. Gestion des situations complexes « santé et logement »
11. Améliorer les conditions sanitaires dans l'espace public	3. Action de prévention et sensibilisation à la gestion des déchets

3) Le périmètre géographique du contrat

Le présent contrat couvre l'ensemble de la commune, et plus particulièrement les quartiers en difficultés de Poissy, à savoir St Exupéry et Beauregard regroupant 19,8 % de la population (7344 personnes).

LE PILOTAGE DU CLS

1) Le comité de pilotage

Le Contrat Local de Santé sera suivi par un comité de pilotage qui se réunira au moins une fois par an pour suivre son avancement. Instance en charge de la stratégie du CLS, il statue sur le bilan de l'année écoulée, valide les orientations de l'année à venir, donne mandat aux groupes projet et à la coordination du CLS pour développer les axes stratégiques. Le comité de pilotage est également en charge à travers chacun de ses membres, de l'articulation avec les cadres spécifiques à chacun des signataires (PRS, PRAPS pour l'ARS par exemple) et les autres cadres de contractualisation (contrats politique de la ville, conférence des financeurs, COG, etc.).

Ce comité de pilotage est co-présidé par le Maire de Poissy, le Délégué Départemental de l'ARS, la Sous-Préfète chargée de la politique de la ville, le Président du Conseil Départemental, le Directeur de la CPAM des Yvelines, le Directeur du CHIPS, ou leurs représentants désignés.

Sont invités à minima (outre les décideurs des signataires) : les acteurs locaux de la santé dont les professionnels de santé libéraux, les acteurs institutionnels, les représentants des usagers (associations agréées et associations d'habitants), ainsi que les partenaires départementaux en lien avec les thématiques du CLS : éducation, habitat, etc.

En cas de création d'un CLSM, un Copil dédié CLSM distinct du Copil CLS se réunira également une fois par an afin de suivre les avancées en matière santé mentale au niveau local, même si la thématique sera abordée succinctement en Copil CLS.

2) L'animation territoriale et l'articulation avec les dispositifs territoriaux

En dehors des réunions de pilotage, il sera créé des comités techniques pour chaque axe ou thème jugé utile. Ces comités techniques ont pour mission de mettre en œuvre les décisions prises pour chaque axe, par le comité de pilotage : définition de la stratégie et des priorités pour l'axe qui le concerne, validation du contenu des fiches actions et des indicateurs d'évaluation, détermination du pilote de chaque fiche action, réalisation du suivi, du bilan, indication des perspectives pour l'axe qui le concerne. Ils se réunissent au moins deux fois par an.

Les groupes de travail par action ou thématiques constituent quant à eux la structure de base de la « production » du CLS, puisque c'est la structure d'exécution opérationnelle des actions. Ils se réunissent autant que besoin.

Afin d'éviter les « doublons » et d'améliorer les articulations, certains Comités pourront être communs avec d'autres dispositifs, par exemple :

- avec la future CPTS pour l'axe stratégique centré sur « l'offre de soins »,
- avec l'éventuel futur CLSM pour l'objectif stratégique « l'amélioration de santé des personnes atteintes de souffrances psychiques ».

3) La coordination du CLS

Le(la) coordinateur/trice du CLS anime le pilotage global du CLS (mise en œuvre et évaluation) pour le compte des signataires du contrat, et leur rend compte de ce pilotage, notamment lors des comités de pilotage. Le poste de coordinateur/trice du CLS peut, selon les conditions, faire l'objet de cofinancements (ville et ARS notamment, susceptibles d'évoluer sur la durée du CLS).

Des liens forts devront être mis en place avec la coordination du Programme de Réussite Educative (PRE), du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), des programmes d'aménagement urbain (ANRU) et de lutte contre l'habitat indigne et de la future Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) notamment en veillant à la présence du coordinateur du CLS dans les instances de gouvernance de ces différents dispositifs.

Administrativement rattaché au CCAS de Poissy, le(la) coordinateur/trice du CLS a pour mission d'appliquer les orientations décidées par le Comité de Pilotage :

- Il anime le CLS et fait le lien entre les différentes instances.
- Il organise notamment les réunions des Comités de pilotage en préparant les supports nécessaires au débat et à la validation.
- Il produit un bilan annuel et rédige les comptes rendus des réunions des Comités de pilotage.
- Il suit les Comités thématiques (et anime certains d'entre eux en fonction de la répartition des tâches d'animation avec le coordinateur/trice CLSM s'il y a lieu) et veille à leur bonne articulation entre eux.
- Il assure le lien avec les coordinations des autres dispositifs (PRE, ANRU, Contrat de Ville, CLSPD, CPTS, etc.) dans un objectif d'intersectorialité.
- Il rédige les projets et dossiers de demande de co-financements.
- Il a aussi un rôle important dans la stratégie de communication.

En cas de mise en place d'un CLSM, en collaboration avec le(la) coordinateur/trice du CLSM :

- Il participe à l'organisation et l'animation de la prise en charge des situations complexes
- Il contribue à la mise en place de manifestations grand public telle que la semaine d'information sur la santé mentale (SISM), les réunions d'assemblée plénière
- Il participe à divers groupes de travail et réflexions dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des problématiques de santé mentale

4) Les modalités de suivi et d'évaluation du CLS

La démarche d'évaluation portera sur la stratégie globale du CLS, sur les actions et leurs effets. Chacune des actions inscrites au CLS est dotée d'un ensemble d'indicateurs d'évaluation : indicateurs de mise en œuvre, indicateurs d'activité et indicateurs de résultats. Des évaluations globales d'impact en santé pourront être diligentées par ailleurs.

Chaque action fera l'objet d'un bilan intermédiaire et annuel, élaboré par le coordinateur du CLS en fonction des indicateurs définis dans les fiches actions.

5) La durée et la révision du contrat

Le présent contrat est conclu pour la période **2021-2022** en référence à la durée du Plan Régional de Santé. Il sera soumis à une révision à cette échéance.

Toutefois, les signataires considèrent que ce CLS traduit l'engagement d'une démarche partagée et évolutive, et se laissent la possibilité de faire évoluer les actions mises en œuvre et les orientations données par le Comité de Pilotage.

Le CLS sera amené à évoluer en fonction des nouveaux cadres de convention réglementaire.

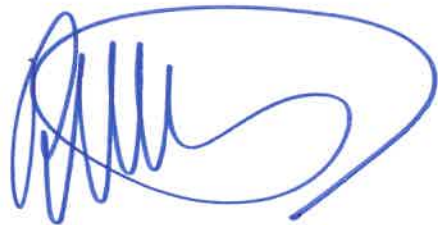

LA LISTE DES ANNEXES

1. Tableaux récapitulatifs des axes / objectifs stratégiques / opérationnels / actions
2. 30 Fiches actions du CLS 2021-2022
3. Liste des participants à l'élaboration du CLS

SIGNATURES

Il a été convenu le présent contrat local de santé (CLS) portant sur la ville de Poissy pour la période 2021-2022.

Poissy, le 30 septembre 2021

<p>Pour la commune de Poissy,</p>  <p>Karl OLIVE, Maire</p>	<p>Pour l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France</p>  <p>Marion CINALLI, Directrice de la Délégation départementale des Yvelines</p>
<p>Pour l'Etat,</p>  <p>Raphaël SODINI, Préfet délégué pour l'égalité des chances, Préfecture des Yvelines</p>	<p>Pour le Conseil Départemental des Yvelines</p>  <p>Etienne-Jean DUBOIS, Directeur du Territoire d'Action Départementale (TAD)</p>
<p>Pour la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines,</p>  <p>Cécile ALOMAR, Directrice Générale</p>	<p>Pour le Centre Hospitalier Intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye,</p>  <p>Isabelle LECLERC, Directrice Générale</p>

ANNEXES

1) Annexe 1 : Tableaux récapitulatifs des axes / objectifs stratégiques / opérationnels / actions

AXES, OBJECTIFS ET ACTIONS

AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS
1. Pérenniser et renforcer la démographie médicale « 1er et second recours » sur la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Soutenir les projets de maisons de santé et de maisons médicales et continuer ainsi à mailler le territoire - Faciliter les liens entre la médecine de ville et les structures hospitalières - Faire connaître le territoire et le rendre attractif pour de nouveaux professionnels 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aide au déploiement de MSP et maisons médicales 2. Création de postes d'assistants partagés MSP et Maisons Médicales/hôpital
2. Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'interconnaissance de l'offre de soins - Faciliter l'exercice coordonné entre professionnels de santé - Développer des dispositifs/plans de prise en charge globale des patients 	<ol style="list-style-type: none"> 3. Soutien au déploiement de la CPTS Nord Est 78 4. Coordination du parcours de soins en cancérologie dans le cadre du Plan cancer de Poissy 5. Développement de la Maison « Les trois Arches » dans le cadre du Plan cancer de Poissy 6. Consolidation du maillage entre la PASS hospitalière (CHIPS) et les acteurs du territoire
3. Améliorer les parcours en santé mentale	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs du territoire à la santé mentale - Améliorer la détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale - Mieux coordonner les prises en charge des personnes souffrant d'une pathologie mentale, en souffrance psychique et ou psychosociale 	<ol style="list-style-type: none"> 7. Formation, information et sensibilisation du grand public et des acteurs du territoire en santé mentale 8. Mise en place d'un Conseil local de santé mentale (CLSM)

AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS
4. Développer la promotion de la santé et la prévention en population générale	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les habitants par l'organisation dans la commune d'événementiels liés aux journées mondiales et nationales de santé publique - Renforcer les actions de prévention dans une optique d'« aller vers » les Pisciacais 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actions de prévention et dépistage en population générale : nutrition/obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires, AVC, VIH/IST, cancers (sein, col de l'utérus, colorectal, peau, prostate) 2. Maison du capital santé (living lab éducation prévention santé) : projet d'envergure soumis au préalable à une étude de faisabilité, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués
	<ul style="list-style-type: none"> - Développer les compétences psychosociales - Poursuivre les actions de prévention santé menées par le service jeunesse de la ville et le Programme de réussite éducative - Renforcer les actions de prévention sur certaines thématiques : santé mentale / mal-être, addictions, santé sexuelle et affective et nutrition (alimentation et activités physiques et sportives) - Initier une coordination « santé des jeunes » entre services intervenants pour la jeunesse sur le territoire (complémentarité et meilleure visibilité de l'offre) 	<ol style="list-style-type: none"> 3. Déploiement de programmes de développement des compétences psycho sociales PRIMAVERA et VERANO 4. Promotion du PAEJ (Point d'accueil et d'écoute jeunes) et du Bureau information jeunesse (et BIJ mobile) 5. Actions de prévention sur les thématiques jugées prioritaires, dans une optique d'« aller vers » les jeunes et les parents 6. Développement d'actions « santé et parentalité » avec le PRE 7. Sensibilisation des acteurs au contact des jeunes 8. Consultation jeunes consommateurs (CJC) 9. Instance technique de coordination « santé des jeunes »
6. Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer une offre préventive en santé sexuelle et préventive - Améliorer le recours au dépistage organisé des cancers - Mettre en place un dispositif de prévention des violences faites aux femmes, et plus globalement des violences intrafamiliales 	<ol style="list-style-type: none"> 10. Développement des actions de dépistages organisés - Maison des trois Arches (cf. Axe 1 / objectif stratégique 2) 11. Actions de prévention « santé sexuelle et affective » dans des espaces de proximité auprès des femmes issues de milieux défavorisés 12. Sensibilisation sur les violences intrafamiliales pour faciliter le repérage et l'orientation 13. Suivi psychologique des femmes victimes de violence

AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS
7. Poursuivre l'engagement fort de la commune concernant l'aide aux personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer des actions de prévention « santé » en s'appuyant notamment sur le lieu ressources unique « Maison bleue » - Renforcer le lien social afin de lutter contre l'isolement - Aider à la mobilité des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite - Renforcer la prévention de la perte d'autonomie 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actions « sport santé et bien-être », « animation », « prévention » et « accompagnement social » de la Maison Bleue et de la Résidence pour Personnes Âgées 2. Action « aide à la mobilité » du CCAS
8. Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants	<ul style="list-style-type: none"> - Proposer un accueil « personnes handicapées et aidants » - Développer des actions d'aide aux aidants - Améliorer les conditions d'accessibilité/d'inclusion dans la Cité pour les personnes en situation de handicap 	<ol style="list-style-type: none"> 3. Accueil « handicap » à la Maison Bleue 4. Aide aux aidants - Offre d'accueil temporaire / dispositif de répit 5. Revalorisation de la commission « accessibilité »
9. Accompagner les personnes vulnérables et isolées, vers le droit commun, la prévention et les soins	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre l'accompagnement des personnes vulnérables concernant l'accès aux droits pour éviter les ruptures de parcours pour les personnes vulnérables 	<ol style="list-style-type: none"> 6. Promotion du Point-Justice / Accès aux droits sociaux liés à la santé

AXE 4 : SANTE ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX		
OBJECTIFS STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS	ACTIONS
<p>10. Intervenir sur les risques sanitaires liés aux conditions de logement</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir sur la problématique des logements insalubres - Développer des actions de prévention / sensibilisation / médiation en lien avec les comportements inadaptés sources de dégradation des conditions sanitaires dans les logements - Gérer de façon collégiale les situations complexes de troubles psychiques/psychologiques dans le logement (ex : Diogène) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actions d'information et de sensibilisation « santé et logement » auprès des locataires et propriétaires 2. Gestion des situations complexes « santé et logement »
<p>11. Améliorer les conditions sanitaires dans l'espace public</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir (y compris de façon préventive) sur la gestion des déchets et éviter la prolifération des nuisibles 	<ol style="list-style-type: none"> 3. Action de prévention et sensibilisation à la gestion des déchets

2) Annexe 2 : Les 30 fiches actions du CLS 2021-2022

AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE

Objectif 1 : Pérenniser et renforcer la démographie médicale « 1er et second recours » sur la commune

FICHE-ACTION N°1.1			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Aide au déploiement de Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP) et Maisons médicales		
Porteur de l'action	Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>L'offre de santé reste à renforcer sur le territoire. Des insuffisances ont été mises en évidence dans le diagnostic territorial de santé, concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 1er recours (médecins généralistes, orthophonistes notamment) avec un manque de structures pour accueillir de nouveaux professionnels souhaitant s'installer sur le territoire, - Les médecins spécialistes libéraux, plus spécifiquement les gynécologues, - La psychiatrie (adulte et enfant). <p>Cette problématique n'est pas nouvelle. Depuis 2015, la Ville de Poissy s'est engagée dans une démarche de facilitation de l'accès aux soins de premiers recours, suite au diagnostic réalisé par l'URPS Médecins Ile de France.</p> <p>Des initiatives pour faire émerger des maisons de santé ont donc été entreprises depuis plusieurs années par la ville de Poissy, dans l'objectif de couvrir l'ensemble du territoire communal et d'y améliorer l'offre de soins, en favorisant l'installation de professionnels de santé, en développant les consultations avancées de médecins spécialistes...</p> <p>La mobilisation de la ville de Poissy sur la thématique de l'accès à l'offre de soins pour les pisciacais se traduit essentiellement par une aide à l'émergence de projets de MSP et de maisons médicales sur la commune.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Pérenniser et renforcer la démographie médicale « 1 ^{er} et 2 nd recours » sur la commune		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir les projets de maisons de santé et de maisons médicales et continuer ainsi à mailler le territoire 		
Public cible	Tout public		

<p>Déroulé de l'action</p>	<p>Dans le cadre du CLS, il s'agit de poursuivre les approches déjà engagées par la ville de Poissy concernant l'accès aux soins et la contribution de la ville au développement de MSP et maisons médicales.</p> <p>Plusieurs projets ont été initiés, pour couvrir l'ensemble du territoire communal, dont les QPV. Une MSP est déjà mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Maison de Santé pluridisciplinaire La Collégiale A ouvert ses portes en septembre 2019 au 3^{ème} étage de la clinique Saint-Louis, sous l'impulsion du Docteur KIRRMAN. Elle regroupe deux médecins généralistes (en recherche d'un 3^{ème} confrère), deux médecins allergologues, un médecin psychiatre, une psychologue, une sage-femme, un pédicure-podologue, un psychomotricien et deux infirmières. <p>La structure a bénéficié de subventions de la Région et de l'ARS ainsi que de la Ville de Poissy qui a également été facilitatrice pour la mise en œuvre du projet.</p> <p>D'autres sont en cours de déploiement. Pour la ville de Poissy, il s'agit de continuer à accompagner et faciliter leur déploiement sur le territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maison de santé pluridisciplinaire de l'Etoile – Immeuble CITEA Nexity, rue de la Libération La MSP implantée à Chambourcy ne pouvait plus faire face à la demande très forte, en partie Pisciacaise, du fait de ses locaux trop exigus. La Ville a facilité l'acquisition de locaux à Poissy par la MSP de l'Etoile (Dr HALIMI). L'ouverture a eu lieu début avril 2021. L'équipe prévue est composée de 4 médecins généralistes, 1 interne en médecine, 1 kinésithérapeute, 1 psychologue, 1 psychomotricien, 1 ostéopathe, 1 sage-femme, 2 diététiciennes. - La Maison de Santé Racine Le projet de Maison de Santé Racine a été retenu par le Conseil Départemental dans le cadre de son appel à projet relatif aux maisons médicales le 12 juillet 2018. L'emplacement retenu est situé 23 avenue du Maréchal Lyautey, en quartier Prioritaire Politique de la Ville. L'emprise foncière est composée de la parcelle du café Le Racine acquise par le Département début 2020, complétée par une acquisition de terrain appartenant au bailleur social DOMNIS. <p>Le programmiste mandaté par le Département a réalisé actuellement le pré-programme sur la base d'un cahier des charges préparé avec les professionnels engagés dans le projet (un médecin généraliste, un cabinet de 4 infirmières, une kiné, une psychologue et une pédicure podologue). Le projet prévoit un pôle médical et infirmier (4 médecins généralistes, un interne, un cabinet partagé par des médecins spécialistes, une cabine de téléconsultations, un cabinet infirmier) et un Pôle paramédical (psychologue, diététicienne et 2 kinés).</p> <p>Le département ne peut assurer la maîtrise d'ouvrage du projet du fait du nombre important de projets engagés (19 maisons de santé sur le département), aussi, il sollicite la Ville de Poissy pour lui déléguer la maîtrise d'ouvrage. Compte-tenu des contraintes de procédures techniques, l'ouverture ne pourra se faire avant 2025.</p> <p>Le Département, propriétaire, donnera le bâtiment en gestion à la Ville qui devra l'entretenir et en assurer le bon fonctionnement.</p>
----------------------------	---

	<p>- Les locaux de santé Vilogia Compte-tenu des délais de livraison très longs de la Maison de santé Racine, une opportunité de locaux a été saisie, à proximité du site, au 91 bis avenue Blanche de Castille. Ces locaux de 140 m2 appartiennent au bailleur social VILOGIA qui a accepté de finaliser les travaux d'aménagement de cabinets médicaux et de louer à des professionnels de santé. Des plans ont été transmis par VILOGIA, ils paraissent conformes au cahier des charges proposé par les professionnels de santé du projet Racine qui accepteraient de s'y installer temporairement : deux cabinets pour des médecins généralistes, un autre cabinet médical ou paramédical, un cabinet infirmier avec douche et un espace cuisine-salle de réunion de 20 m2, des espaces d'accueil, d'attente et des sanitaires.</p> <p>La SEMAP contractera le bail et organisera les participations des professionnels.</p> <p>Livraison possible : juin 2021.</p> <p>- Maison de santé Rouget de Lisle Pour compléter l'offre de soins notamment concernant les quartiers Rouget de Lisle, Noailles jusqu'à Saint-Exupéry (QPV) soit au total environ 4000 logements, une étude de réservation de locaux entre 600 à 1500 m2, en pied d'immeuble a été réfléchi avec le service urbanisme de la ville de Poissy. Une possibilité se présente sur l'îlot J selon le timing suivant : conception 2021, travaux 2022 et livraison 2024. Il pourrait être envisagé d'y loger trois médecins généralistes et un interne, un pédiatre, un gynécologue ou sage-femme, un orthophoniste, des kinés, infirmiers, dentistes...</p> <p>Un arbitrage politique est favorable sur le positionnement d'une structure. Il conviendra de définir les modalités de conception du projet (investisseur, gestionnaire...).</p>				
Lieu de l'action : MSP et maisons médicales de Poissy		Territoire : Tout le territoire du CLS			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Dispositifs de coordination	Si autre			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs					
Articulation avec les autres dispositifs		CPTS Nord Est 78			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	MSP – CPTS – ARS – CPAM – GHTYN Professionnels de santé libéraux	X	X	X	X
Médico-social	PMI	X			

Social	Conseil départemental		X	X	X
Logement	Bailleurs sociaux (VILOGIA, DOMNIS)		X	X	
Autre	Service communication de la Ville de Poissy		X		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Communication auprès de la population		Quel degré ? : Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des MSP ou maisons médicales : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre des MSP ou maisons médicales : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateurs d'activité 1	- Nombre de MSP et maisons médicales en place				
Indicateurs d'activité 2	- Nombre et profil des professionnels de santé au sein des MSP et maisons médicales				
Indicateurs de résultat 1	- Installation effective des MSP et maisons médicales en projet				
Indicateurs de résultat 2	- Satisfaction des professionnels de santé impliqués dans l'émergence de ces MSP et maisons médicales				

FICHE-ACTION N°1.2			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Création de postes d'assistants partagés MSP / Maisons médicales et Hôpital		
Porteurs de l'action	GHTYN – MSP/Maisons médicales du territoire	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic santé met en avant des problèmes de démographie des professionnels de santé sur Poissy, concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le 1er recours (médecins généralistes) avec un manque de structures pour accueillir de nouveaux professionnels souhaitant s'installer sur le territoire, - Les médecins spécialistes libéraux, plus spécifiquement les gynécologues, - La psychiatrie (adulte et enfant). <p>L'offre de santé, plus particulièrement médicale, reste donc à renforcer sur le territoire ; certains professionnels libéraux ayant du mal à trouver des remplaçants, successeurs ou collaborateurs.</p> <p>Le Centre hospitalier Intercommunal de Poissy St Germain en Laye (CHIPS) s'engage depuis des années pour faciliter l'accès aux soins sur le territoire. Plusieurs projets de MSP ou maisons médicales étant en cours de développement sur le territoire, un partenariat entre la ville et l'hôpital semble pouvoir s'établir afin de proposer des initiatives permettant d'attirer de jeunes professionnels de santé et de renforcer l'offre sur le territoire.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Pérenniser et renforcer la démographie médicale « 1 ^{er} et 2 nd recours » sur la commune		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter les liens entre la médecine de ville et les structures hospitalières ▪ Faire connaître le territoire et le rendre attractif pour de nouveaux professionnels 		
Public cible	Jeunes médecins généralistes ou spécialistes thésés		
Déroulé de l'action	<p>Afin d'attirer de nouveaux professionnels de santé sur le territoire pouvant être attirés par l'exercice libéral et une activité salariée hospitalière, il s'agit de réfléchir à la création de postes d'activités mixtes (libérales/salariées) pour des médecins du territoire (CHIPS / MSP ou maisons médicales).</p> <p>Ces postes visent à permettre à de jeunes médecins de développer un exercice mixte entre une structure hospitalière et une structure ambulatoire (Maisons médicales, maison de santé pluridisciplinaire (MSP)...). Cela en vue, au début de leur carrière, d'appréhender dans un cadre sécurisant une forme d'exercice ambulatoire différente de celle connue au cours de leur formation hospitalière, mais aussi d'encourager leur installation et de renforcer le lien ville-hôpital.</p> <p>Il existe déjà des postes d'assistants spécialistes partagés entre hôpitaux publics faisant l'objet d'appel à projet annuel de l'ARS. Ces postes sont ouverts pour 2 ans avec un cofinancement ARS pour la partie hospitalière. La partie libérale est rémunérée dans le cadre de l'exercice libéral. Ces postes font l'objet d'un dossier commun Hôpital et MSP ou maison médicale déposé à l'ARS.</p>		

<p>L'ARS Île-de-France lance des appels à candidatures régulièrement afin d'aider au financement permettant la création de postes d'Assistants partagés. Un appel à candidature doit être réalisé pour être en capacité de présenter le candidat à l'ARS.</p> <p>Un soutien en communication de la ville serait utile pour l'attractivité du territoire : logements, accueil petite enfance, aide pour l'emploi du conjoint, recensement des structures/réseaux existants sur le territoire, services mettant également en avant l'implication de la Ville dans les domaines de santé publique...</p> <p>Cette création de postes d'assistants partagés s'articulera avec les organisations existantes en libéral et notamment à la nouvelle l'ordonnance n°2021-584 du 12 mai 2021 relative aux CPTS et MSP qui permet notamment aux MSP constituées en SISA d'avoir le statut de groupement d'employeurs, afin de salarier des assistants médicaux ou tout autre professionnel (de santé ou non) et de percevoir et redistribuer les rémunérations forfaitaires (En attente de la parution de décrets pour connaître les modalités exactes de déploiement de ces mesures).</p>					
Lieu de l'action : GHTYN - MSP et maisons médicales de Poissy			Territoire : Infra-communal		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Accès aux soins	Si autre			
Thème 2		Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		CPTS Nord Est 78			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	MSP – CPTS – GHTYN Professionnels de santé libéraux	X	X	X	X
Santé	ARS – CPAM APTA 78	X	X		
Autre	Ville de Poissy – Service Communication	X	X		
Education	Facultés de médecine (notamment celle de St Quentin en Yvelines)	X			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :			Quel degré ? :		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateurs d'activité 1	- Dossier déposé à l'ARS par année.
Indicateurs d'activité 2	- Profil des professionnels en poste partagé
Indicateurs de résultat 1	- Niveau de satisfaction des médecins en postes partagés
Indicateurs de résultat 2	- Niveau de satisfaction des partenaires/parties prenantes (hôpital et MSP)

Objectif 2 : Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients

FICHE-ACTION N°1.3			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Soutien au déploiement de la CPTS Nord Est 78		
Porteur de l'action	CPTS Nord Est 78	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Des insuffisances ont été mises en évidence dans le diagnostic territorial de santé, concernant l'offre de santé de 1er recours (médecins généralistes, orthophonistes notamment) et les médecins spécialistes libéraux.</p> <p>Aussi, il existe un manque de structures pour accueillir de nouveaux professionnels souhaitant s'installer sur le territoire.</p> <p>Des initiatives pour faire émerger des maisons de santé ont été engagées depuis plusieurs années par la ville de Poissy, dans l'objectif de couvrir l'ensemble du territoire communal et d'améliorer l'offre de soins sur Poissy, en favorisant l'installation de professionnels de santé, en développant les consultations avancées de médecins spécialistes...</p> <p>Une CPTS est également en cours de création sur le territoire, dont une des missions porte sur l'organisation des parcours de soins des patients en vue d'assurer une meilleure coordination entre les acteurs, d'éviter les ruptures de parcours et de favoriser autant que possible le maintien à domicile des patients.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'interconnaissance de l'offre de soins Faciliter l'exercice coordonné entre professionnels de santé 		
Public cible	Professionnels de santé libéraux		
Déroulé de l'action	<p>Une dynamique CPTS (Communauté professionnelle territoriale de santé) se met actuellement en place sur le territoire Nord-Est des Yvelines, sur 9 communes (dont Poissy) avec une population de 100 953 habitants. L'Assemblée générale constitutive de l'Association qui porte ce projet de CPTS date du 15 septembre 2020.</p> <p>Ce territoire regroupe 554 professionnels de santé libéraux, 5 structures de soins (centres hospitaliers et cliniques) et 3 d'exercice coordonné (MSP et Centres de santé). La CPTS Nord Est 78 est donc en cours de structuration.</p> <p>Pour la ville de Poissy, il s'agit de faciliter sa mise en œuvre sur le territoire.</p> <p>Les CPTS ont pour rôle de coordonner les professionnels d'un même territoire autour d'un projet de santé pour répondre à des problématiques communes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation des soins non programmés Organisations des parcours des soins, Coopération entre les différents professionnels de Santé 		

	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination ville-hôpital - Attractivité médicale du territoire <p>Dans le cadre du CLS, il convient de consolider la création de la CPTS Nord Est 78, notamment en renforçant les partenariats entre la CPTS Nord Est 78 et différents partenaires comme la Ville de Poissy, pour faciliter son démarrage et la mise en œuvre de ses orientations de travail.</p>				
Lieu de l'action : Nord Est 78 (9 communes)			Territoire : Autres		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Dispositifs de coordination	Si autre			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		GHT Yvelines Nord			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	MSP du territoire – ARS – CPAM Professionnels de santé libéraux	X	X	X	X
Santé	GHTYN – PASS hospitalière	X	X	X	X
Autres	CCAS – associations de prévention en santé	X			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :			Quel degré ? :		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la CPTS : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre de la CPTS : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	Nombre et profil des professionnels de santé et partenaires de la CPTS				
Indicateur d'activité 2	Nombre et types de projets et d'actions mis en œuvre par la CPTS				
Indicateur de résultat 1	Installation effective de la CPTS				
Indicateur de résultat 2	Satisfaction des professionnels de santé et des partenaires impliqués dans la CPTS				

FICHE-ACTION N°1.4			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Coordination du parcours de soins en cancérologie dans le cadre du Plan cancer de Poissy		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Maison « Les 3 Arches »	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic territorial de santé a mis en avant des insuffisances concernant l'accompagnement et l'orientation des personnes atteintes de cancer en Ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'offre en soins de support, - Aide à La réinsertion et le retour à l'emploi des personnes atteintes de cancer insuffisante - Soutien des aidants insuffisant <p>La ville de Poissy a décidé d'être acteur de l'accompagnement des patients atteints de cancer et de leurs proches, en collaboration avec les structures de soins de la commune, à travers la mise en œuvre d'un Plan Cancer.</p> <p>Ce plan Cancer s'organise autour de 2 axes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un espace dédié aux patients et à leurs proches : la maison « Les 3 Arches » - Promouvoir la prévention, le dépistage, les soins, la recherche et l'innovation <p>Cette initiative locale innovante, de grande ampleur marque l'engagement de la ville de Poissy dans l'accompagnement des personnes atteintes de cancer, avec une volonté forte de participer aux parcours de soins, à l'innovation, et à la recherche contre le cancer, en collaboration avec les établissements de soins publics et privés.</p> <p>La coordination des acteurs dans la prise en charge des patients atteints de cancer est multiple et souvent complexe. La notion de « parcours de soins » (articulation, complémentarité des acteurs, dont les professionnels de santé, libéraux et hospitaliers) devra être mieux appréhendée, notamment en améliorant leur coordination.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter l'exercice coordonné entre professionnels de santé ▪ Développer des dispositifs/plans de prise en charge globale des patients 		
Public cible	Acteurs de la prise en charge des patients atteints de cancer Personnes atteintes de cancer (pendant et après les traitements) et leurs proches aidants		

Déroulé de l'action	<p>Il s'agit d'améliorer la coordination du parcours de soins en cancérologie entre les acteurs intervenant dans la prise en charge du patient atteint de cancer, et</p> <p>Le plan Cancer vise à faciliter le parcours de soins des patients et la pratique des professionnels de santé concernés</p>				
	<p>La mise en place d'un guichet unique, la Maison "Les 3 Arches", centre névralgique du Plan Cancer, permet de disposer d'un lieu ressource identifié pour la population.</p>				
	<p>Cela nécessitera une collaboration entre « La Maison des 3 Arches » avec les établissements de soins, la future Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) sur le territoire de Poissy et sa région, l'appui de l'ARS, la CPAM et de l'APTA78 (Plateforme Territoriale d'Appui).</p>				
	<p>Dans le cadre du CLS, il convient de renforcer les partenariats entre la ville de Poissy et ces différents interlocuteurs pour améliorer la coordination dans la prise en charge.</p>				
Lieu de l'action : Maison « Les 3 Arches »			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Dispositifs de coordination	Si autre			
Thème 2	Cancer	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Améliorer la qualité des prises en charge en renforçant leur pertinence et leur sécurité</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		CPTS Nord Est 78			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Acteurs de la cancérologie (CHIC et HAD, CLCC, réseaux, associations)	X	X	X	X
Santé	Professionnels de santé libéraux, MSP, CPTS ARS, CPAM, APTA78	X		X	X
Santé	Associations de dépistages et de prévention (CRCDC Ile de France, Ligue contre le cancer)		X	X	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :			Quel degré ? :		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profil des acteurs participants
Indicateur d'activité 2	- Nombre de réunions et objets traitées en réunion
Indicateur de résultat 1	- Partenariat effectif
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des professionnels impliqués dans la prise en charge des patients atteints de cancer

FICHE-ACTION N°1.5			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Développement de la Maison « Les trois Arches » dans le cadre du Plan cancer de Poissy		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Maison « Les 3 Arches »	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>D'après l'Inca, en 2018, le nombre estimé de nouveaux cas de cancer est de 382 000 (54 % chez l'homme, 46 % chez la femme) et celui de décès par cancer, à 157 400 (57 % chez l'homme, 43 % chez la femme). En 2018, le nombre de personnes de 15 ans et plus vivantes et ayant eu un cancer au cours de leur vie est de l'ordre de 3,8 millions.</p> <p>Plusieurs plans de lutte contre les cancers existent au niveau national et européen :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan cancer national 2014-2019 - Le plan Priorité prévention de 2018 piloté par le Comité interministériel pour la santé (CIS) - Ma santé 2022 - Programme européen de recherche et d'innovation 2021-2027 <p>La prise en charge du cancer a profondément évolué ces dernières années, grâce notamment aux innovations thérapeutiques et au développement croissant de l'ambulatoire dans les traitements.</p> <p>C'est pourquoi l'accompagnement des patients et de leurs proches (aidants) en dehors des structures de soins hospitalières représente un véritable enjeu de santé et d'articulation ville-hôpital.</p> <p>La ville de Poissy a décidé d'être acteur de cet accompagnement en collaboration avec les structures de soins de la commune en développant son Plan Cancer.</p> <p>Le Plan Cancer Poissy (PCP) repose ainsi sur deux axes principaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La création d'un espace dédié aux patients et à leurs proches : la maison « Les 3 Arches » ▪ La promotion de la prévention, du dépistage, des soins, de la recherche et de l'innovation <p>La création de la Maison « Les 3 Arches » permet de constituer un regroupement de compétences et de proposer des prestations diverses en soins de support au profit de patients atteints de cancer (pendant ou après traitement), et aux proches aidants.</p> <p>Les soins oncologiques de support (SOS) ont été définis comme « l'ensemble des soins et soutiens nécessaires aux personnes malades tout au long de la maladie conjointement aux traitements onco-hématologiques spécifiques lorsqu'il y en a »². Ils font partie intégrante du parcours de soins en cancérologie et leur objectif principal est d'améliorer la qualité de vie des patients et de leur entourage.</p> <p>Le « panier-référentiel » des soins oncologiques de support défini par l'INCa est constitué d'un socle de base de 4 soins de supports (la prise en charge de la douleur, la prise en charge diététique et nutritionnelle, la prise en charge psychologique, la prise en charge sociale, familiale et professionnelle), complété par 5 soins de support complémentaires (l'activité physique, les conseils d'hygiène de vie, le soutien psychologique des proches et aidants des personnes atteintes de cancer, le soutien à la mise en œuvre de la préservation de la fertilité, la prise en charge des troubles de la sexualité) .</p>			

² Circulaire DHOS-SDO-2005_1041 du 22 février 2005 relative à l'organisation des soins en cancérologie)

Des conditions de mise en œuvre et de priorisation sont proposées pour chaque SOS complémentaire, qui mettent l'accent sur : <ul style="list-style-type: none"> - Une prise en charge précoce, tout au long du parcours et durant la phase d'après-cancer - Le développement de la communication, l'information et la formation - Les populations à risques et les situations particulières 	
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?	NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?	OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION	
Objectif spécifique	Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Faciliter l'exercice coordonné entre professionnels de santé ▪ Développer des dispositifs/plans de prise en charge globale des patients
Public cible	Personnes atteintes d'un cancer (en cours de traitement ou dans l'après traitement) et leurs proches aidants
Déroulé de l'action	<p>L'action consiste à créer la Maison des 3 Arches, espace dédié Personnes atteintes d'un cancer (en cours de traitement ou dans l'après traitement) et leurs proches aidants, avec comme missions générales à développer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueillir, informer, soutenir et accompagner les patients, les proches et aidants touchés par le cancer - Assurer un accès aux soins de support sur le territoire pisciacais, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville de Poissy, les acteurs de soins, les structures et associations intervenant dans ce domaine - Orienter les personnes concernées vers les autres dispositifs adaptés <p>Les objectifs opérationnels de la Maison « Les 3 Arches » sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer l'accueil, l'information et l'orientation des usagers - Accompagner les patients atteints de cancer traités dans les structures médicales publiques et privées de la commune (CHIPS, clinique Saint Louis, EHPAD) et par les professionnels de santé libéraux de la commune de Poissy - Accompagner les aidants - Faciliter l'accès à des soins de support ambulatoires et à un accompagnement personnalisé - Faciliter la réinsertion sociale, professionnelle et parfois familiale des patients - Faciliter les relations avec les associations d'aide aux malades et aidants, ou des associations culturelles et sportives <p>Des locaux spécifiques de 173 m2 sont aménagés au 32 avenue Fernand Lefèvre. Compte-tenu des délais de procédure et de travaux, la livraison du bâtiment est prévu pour mai 2021.</p> <p>L'accès y sera gratuit pour les pisciacais et habitants des communes voisines, après inscription obligatoire aux ateliers.</p> <p>La Maison « Les 3 Arches » proposera plusieurs pôles d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un pôle accueil, information et orientation - Un pôle soins de support (pendant et après les traitements) - Un pôle mieux-être

<p>Une évaluation initiale des besoins en soins de support de la personne concernée sera menée par la responsable des 3 Arches sur rendez-vous.</p> <p>Cette évaluation permettra d'établir un programme personnalisé d'activités au sein des 3 Arches ou pourra donner lieu à une orientation vers d'autres ressources adaptées du territoire.</p> <p>L'offre envisagée au sein de la maison « Les 3 Arches » est :</p> <p><u>La prise en charge psychologique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupes de parole destinés aux patients - Groupe de soutien pour les proches aidants - Une offre de consultations individuelles est à l'étude. <p><u>La prise en charge sociale et l'accompagnement de la vie professionnelle :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Permanence sociale tenue par un(e) assistant(e) sociale du CCAS : information, conseil et orientation - Réunions collectives d'information à destination des patients et des proches - Ateliers d'accompagnement de la vie professionnelle : Évaluation, orientation, maintien dans l'emploi, réinsertion professionnelle ou l'arrêt d'activité professionnelle <p><u>La prise en charge diététique et nutritionnelle :</u> Ateliers d'information et ateliers culinaires</p> <p><u>L'activité physique adaptée (gymnastique douce) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation individuelle et séances collectives - Développement de séances d'APA dans les gymnases de la ville <p><u>Kinésithérapie :</u> Ateliers collectifs : ateliers drainage et Rose Pilate</p> <p><u>Socio-esthétique :</u> Ateliers collectifs</p> <p><u>Sophrologie :</u> Ateliers collectifs</p> <p>D'autres activités sont à l'étude.</p>			
Lieu de l'action : La Maison « Les 3 Arches »	Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?	OUI		
TPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION			
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé		
Thème 1	Cancer	Si autre	
Thème 2	Accès aux soins	Si autre	
Thème 3	Activité Physique adaptée / Nutrition	Si autre	
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Mettre en place un accompagnement thérapeutique de proximité</p>			
Articulation avec les autres dispositifs			

PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Acteurs de la cancérologie (CHPS et HAD, CLCC, réseaux, associations)	X	X	X	X
Santé	Professionnels de santé libéraux, MSP, CPTS	X		X	
Santé	Associations de dépistages et de prévention (CRCDC Ile de France, Ligue contre le cancer)		X	X	
Social	Structures en charge des publics en situation de précarité ou ayant un accès difficile aux services de santé – CCAS, Centres sociaux et maisons de quartier	X	X	X	X
Autre	Instances régionales et nationales en cancérologie (Oncorif, INCa, AFSOS...) Associations et clubs sportifs proposant de l'Activité Physique Adaptée, notamment aux personnes atteintes de cancer : Association Sportive Mantaïse en lien avec le service d'oncologie de l'hôpital de Mantes, Association Hospitalière de Médecine Sportive Hôpital de St Germain, Centre PrescriForme de l'Hôpital de St Germain, CDOS, service d'oncologie de l'hôpital de Versailles en lien avec la CAMI sport et cancer	X			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Communication à la population		Quel degré ? : Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none">- Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la maison « Les 3 Arches » : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ;- Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre de la maison « Les 3 Arches » : partenariat, moyens humains et techniques... ;- Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ;- Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).				
Indicateur d'activité 1	- Nombre et qualité des activités / soins de support mis en place				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profil des bénéficiaires				
Indicateur de résultat 1	- Ouverture effective de la Maison des 3 Arches et fréquentation				
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires				

FICHE-ACTION N°1.6			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Consolidation du maillage entre la PASS hospitalière (CHIPS) et les acteurs du territoire		
Porteurs de l'action	Centre hospitalier Intercommunal Poissy – St Germain en Laye (CHIPS) - GHTYN	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Dans le diagnostic territorial de santé, des difficultés dans les démarches administratives pour l'ouverture des droits d'accès aux soins (CSS, demande de carte vitale...) ont été repérées pour certains publics (familles primo-arrivantes, jeunes isolés dont certains « en errance » et dénués de ressources, publics non francophones ayant droit à l'AME ...).</p> <p>Aussi, il existe des difficultés pour certaines familles de trouver un médecin traitant et difficultés d'accès à certains professionnels de santé qui refusent l'AME.</p> <p>Le CHIPS dispose d'une Permanence d'accès aux soins de santé (PASS) dont les missions sont d'accueillir les personnes en situation de précarité rencontrant des difficultés d'accès aux soins de santé, de les aider et les guider dans les démarches pour accéder aux droits communs de santé CMU (Couverture Maladie Universelle), AME (Aide Médicale d'État), mutuelles... et aux soins de santé.</p> <p>Le public concerné par la PASS est (conditions cumulatives):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les personnes de plus de 18 ans, - Les personnes ayant des problèmes de santé non urgents avec un besoin d'accès aux soins, - Les personnes n'ayant aucun droit à la sécurité sociale, ou en cours d'ouverture, ou des droits incomplets. <p>La PASS du CHIPS s'est réorganisée depuis janvier 2021. Son équipe est composée d'un médecin présent 2 jours et demi par semaine, d'un mi-temps d'IDE et d'un mi-temps d'assistante sociale.</p> <p>Concernant la prise en charge, après contact avec l'infirmière de la PASS pour une évaluation et prise de RDV avec le médecin, un suivi médical et/ou social sera proposé aux personnes concernées en fonction de leur situation. La PASS peut intervenir également pour la délivrance de médicaments ou d'examens de santé dans le cadre de prescriptions hospitalières, le temps du retour au droit commun, y compris au sein de l'hôpital.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer l'organisation des prises en charge coordonnées des patients		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer des dispositifs/plans de prise en charge globale des patients 		
Public cible	Personnes majeures n'ayant aucun droit à la sécurité sociale, ou en cours d'ouverture, ou des droits incomplets et présentant un besoin d'accès aux soins		
D'érulé de l'action	<p>Les missions de la PASS du CHIPS sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'accueil et l'orientation du public, - L'accès aux soins de santé, - L'accompagnement d'accès aux droits, - La prévention et la sensibilisation. <p>La PASS hospitalière se doit d'être en lien avec de nombreux partenaires sur le territoire, orientant les personnes concernées vers le dispositif mais aussi pour la sortie des patients du dispositif.</p>		

	<p>L'objectif est ici de consolider ce maillage entre la PASS du CHIPS et les acteurs du territoire.</p> <p>Pour cela, il s'agit de</p> <ul style="list-style-type: none"> - De renforcer la connaissance du dispositif, du public concerné et de ses missions auprès des acteurs orientant des personnes vers la PASS et ceux intervenant lors de la sortie du dispositif. - De produire une fiche de liaison pour la personne orientée vers la PASS, commune aux différents partenaires. L'objectif est que les intervenants de la PASS ait une meilleure visibilité des démarches administratives déjà réalisées par les associations en amont de la prise en charge à la PASS. Cette fiche de liaison permettra également aux professionnels de santé (médecins traitants, pharmaciens...) de connaître les droits de santé (AME, CSS...) ouverts ou en cours, afin de faciliter le relai médical lors de la sortie du dispositif. <p>Ce travail pourra se faire lors d'une ou deux réunions communes entre la PASS et les différents acteurs du territoire. Après un temps d'information et d'explication du dispositif, la production d'une fiche de liaison sera réalisée sur proposition d'une trame par la PASS.</p> <ul style="list-style-type: none"> - De créer ou renforcer le partenariat avec différents acteurs sociaux et de santé du territoire : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Avec le Pôle social de la Ville de Poissy, pour trouver des solutions communes aux situations sociales complexes ; ✓ Avec les MSP et les professionnels de santé libéraux (médecins, pharmaciens...) pour faciliter le suivi médical et éviter les refus de prise en charge ; ✓ Avec la CPTS Nord Est 78, pour inclure la prise en charge des personnes en grandes difficultés dans le futur projet de santé de la CPTS. <p>Cela pourrait passer par une présentation du dispositif au-delà de l'infra-hospitalier, au niveau de la ville (maisons de quartier, CCAS, CPTS Nord Est 78, maisons de santé...).</p> <p>Une réflexion sur le développement d'une démarche plus participative de la PASS pourra être travaillée par la suite, le dispositif étant encore trop récent (par exemple avec l'existence de médiateurs en santé par les pairs).</p> <p>A la PASS fixe, s'ajoute un besoin de PASS mobile sur le département des Yvelines, dont la création a été acté par l'ARS en juin 2021. Les actions « d'aller-vers » de la PASS mobile 78 seront à articuler avec les PASS fixes du département, dont celle du Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-St Germain, ainsi qu'avec l'ensemble des partenaires. Des réunions de travail seront organisées à cet effet.</p> <p>L'ensemble de ces actions visent à mieux cibler la population destinée à la PASS, mieux orienter vers le dispositif et également à faciliter les sorties et le relai vers le libéral.</p>
Lieu de l'action : Ville de Poissy	Territoire : Bassin de patientèle du CHIPS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?	
	OUI

TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Dispositifs de coordination	Si autre			
Thème 2	Accès aux soins	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Faire émerger et soutenir des territoires d'action à l'initiative des acteurs</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		PASS mobile 78- CPTS Nord Est 78			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	CHIPS – GHTYN-ARS	X	X	X	X
Social	Ville de Poissy (Pôle social - CCAS)	X	X	X	
Social	SIAO – CAF – Associations d'accueil et d'aide au public en grande difficulté (Croix Rouge, Association Equalis, CLAT 78...) – 115	X	X		
Santé	MSP du territoire – ARS – CPAM Professionnels de santé libéraux - PASS mobile 78- CPTS	X	X	X	
Autres	Travailleurs sociaux – maisons de quartiers – Centres sociaux	X	X		
Autres	Application Soliguide Coffre-fort numérique Reconnect		X		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :			Quel degré ? :		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre de réunions de travail mises en place avec les partenaires				
Indicateur d'activité 2	- Création de l'outil « fiche de liaison » et nombre d'utilisations de la fiche				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction de la PASS et des partenaires				
Indicateur de résultat 2	- File active de la PASS consolidée				
Indicateur de résultat 3	- Retour dans le droit commun des personnes ayant bénéficié de la PASS				

Objectif 3 : Améliorer les parcours en santé mentale

FICHE-ACTION N°1.7			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Formation, information et sensibilisation du grand public et des acteurs du territoire en santé mentale		
Porteur de l'action	Le Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy Saint Germain en Laye - GHTYN	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic qualitatif réalisé sur Poissy fin 2020 a mis en avant un besoin d'améliorer la prise en charge et le suivi en santé mentale (au sens large du terme).</p> <p>La complexité des troubles psychiques, de leur prise en charge (prévention, soins et médico-sociale) et de leur retentissement social et familial, associée au renforcement pour la psychiatrie publique de la logique territoriale face à la logique hospitalière, nécessite aujourd'hui la participation de tous dans la cité pour trouver des réponses à apporter à ces situations complexes.</p> <p>Les principales problématiques évoquées sur la santé mentale, la souffrance psychique et psychosociale sur Poissy sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des difficultés de détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale, Des difficultés de prise en charge pour les personnes en situation de crise, d'urgences psychiatriques, avec des prises en charge peu coordonnées, Une insuffisance d'offre libérale ou hospitalière de proximité, engendrant des dysfonctionnements dans les suivis, L'accompagnement plus spécifiquement des femmes victimes de violences tout au long de la prise en charge et du suivi, qui se retrouvent souvent isolées. 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer les parcours en santé mentale		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale Sensibiliser les acteurs du territoire à la santé mentale 		
Public cible	Personnes souffrant d'une pathologie mentale, en souffrance psychique et/ou psychosociale et acteurs du territoire impliqués dans la Santé Mentale		
Déroulé de l'action	<p>Afin de prendre en charge de façon coordonnée et dans leur globalité les problèmes de santé mentale, Le Nord des Yvelines s'est doté d'un programme d'actions, par la mise en œuvre du Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM).</p> <p>Il s'agit, dans le cadre du CLS, de décliner certaines actions du PTSM sur son territoire, et ceci en fonction des constats faits lors du diagnostic santé, fin 2020, sur Poissy.</p> <p>En fonction des éléments de ce diagnostic local partagé, les premiers objectifs de travail concernant l'amélioration des parcours en santé mentale seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la prévention et le repérage précoce en santé mentale, notamment pour certains publics vulnérables, Rendre plus accessibles les soins en santé mentale aux populations qui cumulent des obstacles supplémentaires (isolement, précarité, etc.), Prévenir et réduire les ruptures de suivi et de prise en charge en santé mentale, Développer les réponses concernant la gestion des situations des situations complexes, Développer des actions de formation, d'information pour certains professionnels. 		

<p>Il s'agira concrètement, dans un premier temps :</p> <ul style="list-style-type: none"> De proposer aux acteurs au contact des publics fragiles (ex : les professionnels des maisons de quartier ou centres sociaux) des actions de sensibilisation/formation au repérage des troubles, afin de faciliter une prise en charge précoce et adaptée, en dehors de l'urgence. Cela se traduira notamment par le déploiement sur Poissy du programme de formation « premiers secours en santé mentale » soutenu dans le cadre du PTSM (FA n°26) et porté par le CLS/CLSM. De mettre en place, pour les habitants et les acteurs locaux, des actions de prévention et d'information sur les troubles, et sur les réponses mobilisables, notamment lors de la Semaine d'information en santé mentale (SISM). L'organisation d'un évènement grand public annuel visant à sensibiliser, informer et mobiliser sur une thématique de santé mentale et vie citoyenne à l'occasion des SISM est u des objectifs soutenus dans le cadre du PTSM (Fan°27) et porté par le CLS/CLSM. De faciliter l'inclusion sociale et de lutter contre l'exclusion/stigmatisation des personnes souffrant d'un handicap mental : faciliter l'accès et le maintien dans le logement ainsi que l'insertion professionnelle et la formation. Rompre l'isolement des personnes. Favoriser les activités culturelles et de loisirs pour les usagers et plus largement l'égale place dans la cité. Sur ce sujet, le PTSM prévoit de nombreuses actions autour de l'objectif « Parcours de santé et de vie sans rupture ». Cette question de l'inclusion dans la Cité est en partie reprise dans la Fiche-action 3.5 de l'Axe 3 du CLS concernant « l'accessibilité universelle ». <p>Le PTSM a aussi pour objectif de développer chez les jeunes leurs compétences psycho sociales, notamment sur les questions liées à l'estime de soi et aux conduites addictives. Les programmes PRIMAVERA (élève du primaire et collégiens) et VERANO (lycéens et étudiants) seront soutenus par le CLS de Poissy, et font l'objet d'une Fiche-action spécifique (FA 2.2) dans l'axe et l'objectif centrés sur la promotion/prévention en santé auprès des jeunes</p>					
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : autre		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé mentale	Si autre			
Thème 2	Dispositif de coordination	Si autre			
Thème 3	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Articulation avec les autres dispositifs		Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	CHIPS (secteur de psychiatrie et de pédopsychiatrie) - ARS	x	x	x	x
Social	Ville de Poissy / CCAS – Conseil départemental 78 – SAMU social Maisons de quartiers – Centres sociaux	x	x	x	x
Médico-social	SAMSAH - SAVS	x		x	

Logement	Bailleurs sociaux	x		x	
Education	Education nationale	x		x	
Autres	UNAFAM – ENTRAIDE - GEM Arc-en-Ciel – Service de tutelles/curatelles – Police - Pompiers	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d’associer les habitants à l’action ?					OUI
Si oui, précisez : implication de l’UNAFAM, ENTRAIDE, GEM		Quel degré ? : Partenariat			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; ▪ Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; ▪ Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; ▪ Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d’activité 1	▪ Nombre et profil des acteurs mobilisés sur les actions « ciblées » du PTSM				
Indicateur d’activité 2	▪ Nombre de personnes formées / sensibilisées				
Indicateur de résultat 1	▪ Mise en œuvre effective des actions « ciblées » du PTSM				
Indicateur de résultat 2	▪ Satisfaction des partenaires impliqués dans les actions « ciblées » du PTSM				
Indicateur de résultat 3	▪ Satisfaction des bénéficiaires (notamment participants aux semaines de sensibilisation)				
Indicateur de résultat 4	▪ Développement de l’acculturation, modification des pratiques professionnelles				

FICHE-ACTION N°1.8			
AXE STRATEGIQUE	AXE 1 : ACCES AUX SOINS ET ACCOMPAGNEMENT DES PARCOURS DE SANTE		
Intitulé de l'action	Mise en place d'un Conseil local de santé mentale (CLSM)		
Porteur de l'action	Le Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy Saint Germain en Laye – GHTYN et la Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic qualitatif réalisé sur Poissy fin 2020 a mis en avant un besoin d'améliorer la prise en charge et le suivi en santé mentale (au sens large du terme).</p> <p>La complexité des troubles psychiques, de leur prise en charge (prévention, soins et médico-sociale) et de leur retentissement social et familial, associée au renforcement pour la psychiatrie publique de la logique territoriale face à la logique hospitalière, nécessite aujourd'hui la participation de tous dans la cité pour trouver des réponses à apporter à ces situations complexes.</p> <p>Les principales problématiques évoquées sur la santé mentale, la souffrance psychique et psychosociale sur Poissy sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des difficultés de détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale, ▪ Des difficultés de prise en charge pour les personnes en situation de crise, d'urgences psychiatriques, avec des prises en charge peu coordonnées, ▪ Une coordination insuffisante entre les différents acteurs concernés tant par la prévention, que par l'accès aux soins, l'insertion sociale et la citoyenneté (sanitaire, social, éducatif, logement, insertion professionnelle, judiciaire, culturel...), ▪ L'accompagnement plus spécifiquement des femmes victimes de violences tout au long de la prise en charge et du suivi, qui se retrouvent souvent isolées. 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer les parcours en santé mentale		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Améliorer la détection précoce des personnes en difficulté psychique ou psychosociale ▪ Mieux coordonner les prises en charge des personnes souffrant d'une pathologie mentale, en souffrance psychique et ou psychosociale 		
Public cible	Personnes souffrant d'une pathologie mentale, en souffrance psychique et/ou psychosociale		
Déroulé de l'action	<p>Parmi les objectifs de travail concernant l'amélioration des parcours en santé mentale, certains feront l'objet d'une déclinaison d'actions promues dans le cadre du Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM Nord Yvelines), notamment en matière de formation à la détection précoce des situations de troubles, d'information/sensibilisation en santé mentale (SISM) et d'inclusion dans la Cité (cf. FA 1.7).</p> <p>En perspective, la création d'un Conseil local de santé mentale (CLSM) permettrait d'apporter des réponses aux principales problématiques diagnostiquées localement, dans le cadre du cahier des charges régional des CLSM.</p> <p>Le CLSM est une plateforme de concertation et de coordination entre les élus locaux d'un territoire et le service de psychiatrie publique, pour la définition en commun des politiques locales et des actions à entreprendre pour l'amélioration de la santé mentale de la population concernée.</p>		

<p>Le cadre de concertation s'établit à l'échelle du secteur psychiatrique, mais doit correspondre à un territoire de proximité pertinent pour les acteurs locaux (infra communal, communal ou intercommunal). Les objectifs stratégiques d'un CLSM sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser un diagnostic local de la situation en santé mentale ; ▪ Permettre l'égal accès à la prévention et aux soins ainsi que la continuité de ceux-ci ; ▪ Développer l'éducation et la promotion en santé mentale ; ▪ Favoriser l'inclusion sociale, l'accès à la citoyenneté et l'autonomie des usagers ; ▪ Contribuer à la destigmatisation des personnes concernées par les troubles psychiques. <p>Le PTSM prévoit aussi l'organisation de la gestion des situations complexes (FA n°24). En complément des relais d'actions présentées en FA 1.7, il s'agira aussi d'aider à la résolution de ces situations psychosociales complexes : le RESAD (cf. FA 4.2 du CLS), réseau déjà existant sur la commune, a vocation à être/devenir la cellule de cas complexes portée par le futur CLSM. La cellule a pour but d'organiser une analyse partagée entre professionnels permettant la résolution des situations individuelles difficiles et l'intervention coordonnée le plus en amont possible.</p>					
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : autre		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé mentale	Si autre			
Thème 2	Dispositif de coordination	Si autre			
Thème 3	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Articulation avec les autres dispositifs		Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	CHIPS (secteurs de psychiatrie et de pédopsychiatrie) - ARS	x	x	x	x
Social	Ville de Poissy / CCAS – Conseil départemental 78 – SAMU social	x	x	x	x
Médico-social	SAMSAH - SAVS	x		x	
Logement	Bailleurs sociaux	x		x	
Education	Education nationale	x		x	
Autres	UNAFAM – ENTRAIDE - GEM Arc-en-Ciel – Service de tutelles/curatelles – Police - Pompiers	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : implication de l'UNAFAM, ENTRAIDE, GEM		Quel degré ? : Partenariat			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; ▪ Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; ▪ Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; ▪ Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	▪ Nombre de réunions de l'instance de pilotage du CLSM et du RESAD, et niveau de participation
Indicateur d'activité 2	▪ Nombre de situations présentées en RESAD
Indicateur de résultat 1	▪ Satisfaction des partenaires impliqués dans le CLSM et le RESAD
Indicateur de résultat 2	▪ Satisfaction des bénéficiaires et/ou des aidants
Indicateur de résultat 3	▪ Développement de l'acculturation, modification des pratiques professionnelles

AXE 2 : PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ

Objectif 4 : Développer la promotion de la santé et la prévention en population générale

FICHE-ACTION N°2.1			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Actions de prévention et dépistage en population générale : nutrition/obésité, diabète, maladies cardio-vasculaires, AVC, VIH/IST, cancers (sein, col de l'utérus, colorectal, peau, prostate), vaccination		
Porteurs de l'action	Ville de Poissy – GHTYN - CPAM	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Des actions de prévention sont mises en œuvre sur Poissy, mais il existe une méconnaissance de l'offre complète existante en lien avec un cloisonnement des acteurs en fonction du champ d'action (santé / social / éducatif).</p> <p>Certains publics ne participent pas ou peu aux actions de prévention, avec des difficultés existantes pour les capter ; c'est pourquoi il est nécessaire de développer des actions « aller vers » dans un esprit pro-actif, au plus proche des lieux de vie.</p> <p>Également, il semble nécessaire de cibler plus particulièrement les populations issues des milieux sociaux défavorisés.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Développer la promotion de la santé et la prévention en population générale		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sensibiliser les habitants par l'organisation dans la commune d'événementiels liés aux journées mondiales et nationales de santé publique ▪ Renforcer les actions de prévention dans une optique d'« aller vers » les Pisciacais 		
Public cible	Tout public, en particulier en QPV		
Déroulé de l'action	<p>Les thématiques de prévention à travailler de façon prioritaire sont nutrition/obésité, maladies cardio-vasculaires, AVC, VIH/IST, cancers (sein, col de l'utérus, colorectal, peau, prostate), vaccination.</p> <p>L'objectif est aussi d'agir sur les facteurs de risque des maladies chroniques, par exemple en luttant contre le surpoids et l'obésité par un parcours de soins de prise en charge médicale de l'obésité sévère chez l'adulte (unité transversale de nutrition CHIPS) avec activité physique, alimentation et éducation thérapeutique.</p> <p>Sur ces thématiques, il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De renforcer les actions de prévention : <ul style="list-style-type: none"> ✓ En privilégiant le développement d'actions « itinérantes » dans l'objectif d'« aller vers » pour décliner les actions au plus près des lieux de vie, en proximité de la population. (Par exemple, développement d'un bus santé proposant des dépistages (HTA, glycémie, obésité...), de l'information, des ateliers... Ce bus se déplacerait au sein des quartiers prioritaires, en centre-ville). ✓ En soutenant et participant aux actions de prévention et dépistages portées par les partenaires présents (Bus AVC porté par la filière AVC du CHIPS, Journée de prévention du diabète avec CHIPS, ...), 		

	<ul style="list-style-type: none"> ✓ En créant un partenariat avec la Maison Sport Santé du CHI : mise en place d'un programme passerelle = séances d'APA en groupe sur prescription, organisées par la commune, pour les patients en ALD, souffrant d'HTA ou de problème de poids de Poissy (comme déjà fait à St Germain En Laye), ✓ En organisant des actions de promotion des dépistages des cancers (sein, colorectal, col de l'utérus) via des ateliers/espaces d'échange au sein des maisons de quartier. Illustration du parcours des différents dépistages : du courrier d'invitation au dépistage à la réception des résultats... Concernant le cancer colorectal, un kit de dépistage de ce cancer pourra être remis aux personnes éligibles et qui seront accompagnées de leur courrier d'invitation à ce dépistage (action portée par le CRCDC 78 et la LCC 78), ✓ En renforçant le partenariat entre la Ville de Poissy, le GHTYN, les associations (Aides, Ligue contre le cancer LCC78...), les structures dédiées (CeGIDD...) et la CPAM pour développer les actions de prévention : <ul style="list-style-type: none"> - Lors de la journée des Associations et de la Pisciacaise, stands : <ul style="list-style-type: none"> -Par le service de cardiologie : information sur les facteurs de risques, les « bons réflexes » en cas de douleur thoracique, de mort subite, la sensibilisation à l'utilisation d'un Défibrillateur Automatique et au massage cardiaque, -Par le service de diabétologie : animations diététiques, dépistage par questionnaire d'auto-évaluation, le diabète et l'activité physique, -Par l'Equipe de Liaison et Soins en Addictologie : Sensibilisation autour des risques du tabac, -Par la médecine du sport : animation sur les bienfaits de l'activité physique et information sur le parcours PRESCRI'FORME : comment se faire prescrire de l'AP et ou le pratiquer. -Présence de l'association OSIRIS (dépistage VIH) déjà effective à la journée des associations... - Délocalisation de la journée nationale du diabète dans le centre-ville (nécessité de locaux logistique : box de consultation, sanitaires...), - En ce qui concerne la prévention sur le domaine de « la peau » : le service de dermatologie du CHIPS propose de participer à un projet en lien avec la mairie, ou à un dépistage au sein de l'établissement. - De renforcer la communication et la promotion des actions de prévention et dépistage mises en place localement : <ul style="list-style-type: none"> ✓ En s'appuyant sur le service Communication de la Ville, pour relayer les campagnes et les actions auprès de la population, ✓ En s'associant aux outils de communication de la CPAM, qui communique directement avec les usagers (envoi de mailing, promotion des actions, rappel des dépistages par SMS...), ✓ En s'appuyant sur les professionnels de santé libéraux (relai dans les salles d'attente, MSP, maisons médicales, CPTS...). ✓ Participation aux réunions CLS d'un médecin du CHIPS représentant une spécialité à tour de rôle. Exemple : un représentant de la médecine du sport pourra communiquer sur la prescription d'activité physique et du parcours du patient vers une activité pérenne.
Lieu de l'action : Quartiers prioritaires de la ville - Maisons de quartier – Centres sociaux	Territoire : Infra-communal
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?	
OUI	

TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre			
Thème 2	Pathologies chroniques	Si autre			
Thème 3	Autres	Si autre	Prévention en santé Santé sexuelle Lutte contre la sédentarité		
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Ville de Poissy – GHTYN – CPAM	X	X	X	X
Santé	Professionnels de santé libéraux, MSP, CPTS	X	X		
Santé	CRCDC 78 – Associations prévention santé (LCC 78, Aides...) – Maison sport santé SGL	X	X	X	
Social	Maisons de quartier – Associations locales QPV – Centres sociaux		X	X	
Autre	Service Communication Ville de Poissy Acteurs intervenant en matière de santé sexuelle : Association Ville Hôpital, MFPF notamment, et CPEF Clubs de sport, Maison Sport Santé de St Germain, de Mantes	X	X		
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Communication auprès de la population		Quel degré ? : Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des actions : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre des actions de prévention : partenariat, moyens humains et techniques... ; Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	Nombre et profils des partenaires mobilisés				
Indicateur d'activité 2	Type de supports de communication utilisés/diffusés, lieu et nombre de diffusions				
Indicateur de résultat 1	<ul style="list-style-type: none"> Fréquentation des actions de prévention mises en place, nombres d'actes réalisés (dépistages, vaccination...) Partenariat effectif entre CPAM-GHTYN et Ville de Poissy 				
Indicateur de résultat 2	Niveau de satisfaction des partenaires mobilisés et des bénéficiaires				

FICHE-ACTION 2.2			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Maison du capital santé (living lab éducation prévention santé) : projet d'envergure soumis au préalable à une étude de faisabilité, en concertation avec l'ensemble des acteurs impliqués		
Porteur de l'action	GHT YVELINES NORD	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>L'hôpital aujourd'hui s'est fortement développé dans le domaine des soins, sur le plan thérapeutique, ou diagnostic. Sur un fond hautement technologique, de recherche et d'innovation permanente, les avancées de la science permettent à la population un accès à des centres d'expertise comme le sont les établissements de POISSY SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, MANTES-LA JOLIE et MEULAN-LES MUREAUX, trois hôpitaux publics en direction commune au sein du GHT Yvelines NORD.</p> <p>Pour compléter cette offre de soins, l'hôpital se tourne vers la ville, et souhaite promouvoir l'éducation et la prévention en santé au plus proche des populations et de leurs déterminants de santé.</p> <p>Il s'agirait de créer une maison, un lieu de vie qui devienne lieu d'éducation et de prévention, de co-construction de solutions innovantes permettant d'améliorer le quotidien des usagers. Pépinière d'innovation et d'idéation, cet espace unique sur son territoire permettrait à l'usager de préserver, conserver ou restaurer son capital santé.</p> <p>Cette maison du capital santé, véritable laboratoire vivant expérientiel, permettrait aux usagers d'apprendre, mais aussi de nous apprendre comment mieux gérer leur capital santé. Leurs idées, leurs besoins, leurs intentions techniques pourraient être développées par des start-up ou les industriels qui sont sur le bassin de vie de notre territoire, testées au sein de la maison du capital santé et intégrés sur le marché.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Développer la promotion de la santé et la prévention en population générale		
Objectif(s) opérationnel(s)	Renforcer les actions de prévention dans une optique d'« aller vers » les Pisciacais		
Public cible	TOUT PUBLIC , la maison du capital santé disposerait de jardin/caves/comble/pièces où chaque lieu de vie serait un lieu d'apprentissage pour prévenir et éduquer sur les déterminants de santé		
Déroulé de l'action	<p>L'objectif de cette maison du capital santé est de promouvoir l'éducation et la prévention en santé au plus proche des populations et de leurs déterminants de santé en renforçant le lien ville-hôpital.</p> <p>Au préalable, ce projet d'envergure sera soumis à une étude de faisabilité en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés.</p> <p>Avec ce projet, il s'agirait de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer un laboratoire vivant expérientiel pour permettre aux usagers d'apprendre et de nous apprendre à mieux vivre leur santé (co-construction avec les usagers) ▪ Co-construire avec l'usager un projet autour de la prévention/éducation de sa santé pour responsabiliser chacun sur son capital santé et encourager les ambassadeurs santé au sein de nos populations 		

- Co-construire avec des start-up ou des industriels des projets innovants qui pourraient être testés dans cette maison expérimentielle et proposées ensuite aux particuliers

Dans une maison de ville (la superficie nécessaire s'approche de 500 m², idéalement avec jardin), l'ambition serait de recréer des espaces habituels de vie (jardin, cuisine, chambre, salle à manger, salle de bain, salon, salles de jeux, salle de sport...) qui se transformeraient en ateliers éducatifs et informatifs.

- Ateliers culinaires et nutritionnels en cuisine, pour conseiller, des plus jeunes aux plus âgés en passant par les actifs au bureau, sur les préparations de repas les plus adaptés à leur mode de vie. Ateliers thérapeutiques pour les usagers diabétiques, dénutris, souffrant d'obésité ou de troubles du comportement alimentaire... ;
- Ateliers visant à mieux vivre la période péri-endormissement, dans les chambres, pour prévenir les troubles du sommeil ;
- Ateliers dans les chambres pour bébé (prévention des risques liés au sommeil du nourrisson, à la lutte contre les facteurs allergènes ou conseils éducatifs sur les liens mère enfant/père enfant/fratrie/enfant...) ;
- Ateliers sportifs en salle de sport : pour sensibiliser l'utilisateur à la pratique d'activité physique adaptée dans le cadre de la prévention du surpoids, pour travailler l'équilibre pour les plus âgés et prévenir les chutes, pour redonner du sens à l'importance de l'équilibre corporel dans l'hygiène de vie de chacun (à mettre en lien avec Poissy Bien être et prescri'forme ?) ;
- Ateliers technologiques, avec des tablettes, ordinateurs, smartphone pour lutter contre l'addiction aux écrans et mieux les utiliser dans le quotidien (applications connectées visant à améliorer la santé et le bien être par exemple, utiliser les écrans de manière mesurée dans le temps et aux horaires les plus appropriés...), promouvoir la déconnection et l'usage adapté aux jeux vidéos ... ;
- Ateliers bucco-dentaires dans les salles de bain et ateliers sur la préservation/la restauration de son image corporelle pour mieux vivre certaines fragilités de vie ;
- Ateliers prévention des accidents domestiques pour les personnes âgées, ou les enfants par exemple, en utilisant la maison comme « terrain d'expérimentation », pour identifier les risques et trouver des solutions pour les éviter ;
- Ateliers jardin : valoriser la biodiversité et les cultures/récoltes au plus proches des besoins de chacun, proposer des jardins collaboratifs où chacun apporte son expertise sur le sujet et peut cultiver ses légumes s'il n'en a pas la possibilité dans son habitat individuel ;
- Ateliers relaxation/sophrologie pour lutter contre le stress du quotidien, ou lutter contre des facteurs exogènes exposant au stress (maladie...) ;

La maison serait par ailleurs utilisée **dans le cadre d'actions de santé publique** menées sur des thématiques souvent en lien avec des journées de mobilisation nationale. Ainsi, conférences, ateliers débat favoriseraient les échanges collectifs avec des associations ou des professionnels experts sur des sujets comme la vaccination, le dépistage, les infections sexuellement transmissibles, les addictions...

La crise sanitaire que nous sommes en train de traverser est le témoin du besoin d'information des populations. Dans un contexte où stratégie de dépistage, implication citoyenne sur le respect des gestes barrières et campagne de vaccination sont les grands principes de sécurité sanitaire, des messages clairs sont attendus des usagers. Informés, impliqués, ambassadeurs des bonnes pratiques, ils n'en seront que plus participatifs et mieux protégés.

<p>Des séances collectives d'éducation thérapeutique des patients suivis pour des maladies chroniques seraient aussi organisées au sein de la maison éducation-prévention santé. Au décours de ces séances pourraient se côtoyer usager de la santé et anciens malades pour partager leurs expériences et responsabiliser chacun sur son capital santé.</p> <p>Des espaces collaboratifs, innovants et créatifs seraient proposés pour que l'utilisateur soit acteur de sa propre santé. Un laboratoire d'idéation (« living lab ? ») serait ainsi créé pour que chacun exprime ses idées pour améliorer sa santé et son quotidien. A l'issue de ces séances de réflexion, des séances de création voire de prototypage pourraient se mettre en place. Dans ce « fab lab », se mêleraient professionnels de santé, usagers, start-up, industriels pour co-construire, à l'aide d'impressions 3 D notamment, des dispositifs adaptés à leur besoin de santé et/ou à leur lieu de vie. Cette personnalisation d'aide technique leur permettrait de mieux vivre une contrainte ou un handicap et favoriserait le maintien à domicile de certains usagers.</p> <p>Dans cette maison de l'éducation et de la prévention en santé seraient organisées des formations en collaboration avec les équipes de la direction commune pour professionnaliser les usagers et les rendre acteurs et ambassadeurs de la santé.</p> <p>De plus, expositions, ateliers, jeux, escape game s'intégreraient dans le projet de la maison santé, ouverte ainsi aux écoles, collèges, lycées, centre de loisirs...</p> <p>Enfin, et pour rendre mobile l'éducation et la prévention en santé et aller au plus proche des populations, un bus de la prévention (lien avec PSA ?) serait envisagé pour des actions ciblées sur la base d'un programme défini tant sur les quartiers ciblés que sur les thématiques développées et les moyens techniques/technologique déployés (réalité virtuelle, séquences de projection en plein air...).</p>					
Lieu de l'action : A DEFINIR, trouver une maison en centre-ville d'environ 500m² à POISSY avec jardin			Territoire : GHT Yvelines Nord : POISSY puis extension du périmètre d'action par modélisation sur MANTES ET MEULAN – LES MUREAUX		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre			
Thème 2	Autre	Si autre	Prévention en santé		
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		Plan Cancer de la ville de Poissy / tous dispositifs de santé Poissy et environs			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	GHT Yvelines Nord	X	X	X	X
Santé	CPAM – associations patients	X	X		
Santé	Ville de Poissy – Maison des 3 Arches	X	X	X	

Santé	ARS – Autres acteurs locaux de santé		x	X	
Education/social	Education nationale – Centres de loisirs – Services accueil petite enfance	x	x		
Autre	Starts-Up – Secteur de l’innovation	x	x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d’associer les habitants à l’action ?					OUI
Si oui, précisez : Actions interactives		Quel degré ? : Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none">- Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des actions : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ;- Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre des actions de prévention : partenariat, moyens humains et techniques... ;- Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ;- Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).				
Indicateur d’activité 1	<ul style="list-style-type: none">- Nombre de partenaires impliqués dans l’élaboration du projet- Dossier appel à projet mesures santé publique déposé				
Indicateur d’activité 2	<ul style="list-style-type: none">- Lieu identifié et nombre de partenaires engagés dans la réalisation du programme- Nombre d’actions				
Indicateur de résultat 1	<ul style="list-style-type: none">- Niveaux de satisfaction des bénéficiaires et des partenaires				
Indicateur de résultat 2	<ul style="list-style-type: none">- Fréquentation des actions de prévention mises en place et de la maison du capital santé				

Objectif 5. Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination

FICHE-ACTION N°2.3			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Déploiement de programmes de développement des compétences psycho sociales PRIMAVERA et VERANO		
Porteur de l'action	Oppelia IPT- CLSM Yvelines nord	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>La promotion de la santé à l'école s'appuie sur une démarche globale et positive permettant de promouvoir le bien-être des élèves dans un environnement bienveillant favorisant un climat de confiance et de réussite. Elle doit renforcer les attitudes favorables à la santé pour tous les élèves et, pour certains, répondre aux problèmes de santé rencontrés ou prévenir des conduites à risque. Les comportements de santé à risque (addiction, sédentarité, alimentation...) renforcent les inégalités sociales au cours de l'enfance et de l'adolescence.</p> <p>Les conduites addictives constituent l'un des facteurs comportementaux les plus lourds en matière de morbidité-mortalité, en particulier de mortalité précoce. La prévention des dommages liés à ces conduites est donc un enjeu capital pour la santé publique.</p> <p>Toute pratique à risque addictif (consommation de tabac, alcoolisation, usage de cannabis...) est influencée par des facteurs principalement liés à la personne et à son environnement. Elle dépend de ses choix, de ses motivations, de sa conscience des risques, du contexte dans lequel elle vit, des pratiques de son entourage et des moyens dont elle dispose pour trouver d'autres comportements plus favorables à la santé. Elle dépend de la conscience des risques potentiels et du pouvoir d'agir de la personne pour s'en protéger.</p> <p>Par ailleurs la grande majorité des conduites addictives émerge à l'adolescence et au début de l'âge adulte, dans un contexte où nos sociétés modernes dérèglent de plus en plus nos comportements de consommation et exposent les jeunes à des risques addictifs multiformes, avec ou sans drogues.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer les parcours en santé mentale		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Développer les compétences psycho sociales 		
Public cible	Elèves du primaire, collégiens, lycéens et étudiants		
Déroulé de l'action	<p>Il s'agit de déployer sur le territoire communal deux programmes visant à développer les compétences psycho sociales des enfants, adolescents et jeunes adultes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le programme PRIMAVERA en écoles primaires et collèges : le détail du programme fait l'objet d'une Fiche-action (n°28a) du Projet territorial de santé mentale (PTSM) ; Le programme VERANO auprès des lycéens et étudiants : le détail du programme fait l'objet d'une Fiche-action (n°28a) du Projet territorial de santé mentale (PTSM) <p>Les objectifs opérationnels de ces deux programmes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mobilisation des institutions, structures et établissements scolaires qui implanteront les programmes, Formation des co-animateurs du programme, Et déploiement du programme auprès des élèves, collégiens, lycéens et étudiants. 		

Lieu de l'action : Etablissements scolaires et universitaires		Territoire : Poissy			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Développement des compétences psychosociales	Si autre			
Thème 2	Santé de l'enfant	Si autre			
Thème 3	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Développer le pouvoir d'agir des usagers à titre individuel et collectif					
Articulation avec les autres dispositifs		Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM) - Cité Educative			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Oppelia IPT- CLSM Yvelines nord	x	x	x	x
Santé	Maison des adolescents (MDA) – CSAPA (CJC)	x	x	x	
Institution	CD, DDETS, DDCS, ARS, CAF		x	x	
Education	Inspection Académique, Inspection de l'Education Nationale – Etablissements scolaires et universitaires – représentants des parents d'élèves	x	x	x	x
Autres	PAEJ - Professionnels de l'insertion et du social - Mission Locale	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : implication des représentants des parents d'élèves		Quel degré ? : Partenariat			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; ▪ Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; ▪ Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; ▪ Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et profils des partenaires mobilisés (institutions, établissements, parents...) 				
Indicateur d'activité 2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre et types de lieux de déploiement / d'actions mises en oeuvre 				
Indicateurs d'activité 3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de bénéficiaires 				
Indicateur de résultat 1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Satisfaction des partenaires (dont parents) 				
Indicateur de résultat 2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Satisfaction des bénéficiaires 				
Indicateur de résultat 3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Acquisition et mise en œuvre des compétences 				

FICHE-ACTION N°2.4			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Promotion du PAEJ (Point d'accueil et d'écoute jeunes) et du Bureau information jeunesse (et BIJ mobile)		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Service jeunesse	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Les observations faites par les acteurs de terrain lors du diagnostic CLS de 2020 (groupe de travail « santé des jeunes ») mettent notamment l'accent sur les problématiques de santé mentale de mal/être et d'estime de soi chez certains jeunes pisciacais, avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la problématique présentée par les jeunes pisciacais est le plus souvent multifactorielle, avec une prévalence des difficultés intrafamiliales, de différents ordres et degrés pour quasiment tous les jeunes (données d'activité du Ecoute jeunes), - des fragilités autour de la santé mentale particulièrement constatées chez un public jeune socialement défavorisé, - des difficultés d'accès aux soins psychiatriques et/ou psychologiques, notamment pour les 10/14 ans, et pour les jeunes en rupture familiale et/ou en rupture d'hébergement, <p>Par l'intermédiaire de son service Jeunesse, la ville de Poissy est très impliquée sur les questions de santé des jeunes. Il propose notamment un lieu ressource à destination des jeunes pisciacais, l'espace jeunesse « La Source ». Plusieurs activités y sont recensées, notamment un Point d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ, ex LEJ).</p> <p>Si le PAEJ reçoit des jeunes provenant des différents quartiers de Poissy et des communes environnantes, avec une fréquentation en augmentation chaque année (540 entretiens réalisés en 2019 vs 220 en 2014) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Point d'Accueil Ecoute Jeunes a reçu en 2019 deux-tiers de filles contre seulement un tiers de garçons, - le quartier « prioritaire » de Saint-Exupéry reste sous-représenté, - les jeunes en difficultés (déscolarisés ou en rupture de projet professionnel) ne représentent que 21% des jeunes accueillis. <p>Il conviendrait donc de promouvoir le dispositif PAEJ auprès des publics et quartiers les moins concernés à ce jour.</p> <p>Il existe sur Poissy un Bureau information jeunesse (BIJ) ainsi qu'un BIJ mobile, lieu d'accueil, d'information et d'orientation, permettant de proposer aux jeunes fréquentant ce lieu des actions, notamment de prévention en matière de santé, qu'il conviendrait aussi de promouvoir au regard des actions « prévention santé » qu'il propose aux jeunes Pisciacais.</p> <p>Suite à la visite de la Ministre de la Ville au mois de janvier 2021, l'espace Jeunesse La Source est devenu officiellement Guichet Unique de la Jeunesse, et de fait l'interlocuteur privilégié des jeunes sur le territoire de Poissy.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI

DESCRIPTION DE L'ACTION	
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre les actions de prévention santé menées par le service jeunesse de la ville et le Programme de réussite éducative ▪ Initier une coordination « santé des jeunes » entre services intervenants pour la jeunesse sur le territoire (complémentarité et meilleure visibilité de l'offre)
Public cible	Enfants, adolescents et jeunes adultes de 11 à 30 ans, et leurs parents Collégiens et Lycéens
Déroulé de l'action	<p>L'action vise à promouvoir des lieux d'accueil « jeunes » existants sur la ville de Poissy, le PAEJ et le BIJ.</p> <p>Créé en décembre 2012, le PAEJ (ex LEJ) est un dispositif municipal ayant reçu des financements de l'Agence Régionale de la Santé et de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale des Yvelines.</p> <p>La CAF a repris la gestion des PAEJ depuis janvier 2021.</p> <p>Le PAEJ offre une écoute et un soutien, confidentiel et gratuit pour les jeunes âgés de 12 à 30 ans. Il assure un rôle de proximité défini autour d'une fonction préventive d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation, d'orientation et de médiation au contact des jeunes exposés à des situations de fragilités de tout ordre.</p> <p>Les principes d'action sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposer un accueil et une écoute inconditionnelle aux adolescents et jeunes adultes. ▪ Garantir la confidentialité dans l'intérêt du jeune. ▪ Proposer une écoute bienveillante et active. ▪ Créer du lien et de la confiance entre l'écouter et le jeune. ▪ Repérer et analyser les problématiques évoquées. ▪ Proposer des solutions et une orientation si besoin. ▪ Favoriser les médiations avec les proches du jeune, sa famille, réengager les référents des jeunes si nécessaire ou le réseau au regard de l'évaluation faite par le professionnel pour un meilleur accompagnement. <p>Tout professionnel, jeune ou parent peut contacter le Point d'Accueil Ecoute Jeunes, pour une prise de rendez-vous. Un psychologue clinicien assure les rendez-vous du PAEJ, à la permanence située à « La Source ». Il est présent 11h/semaine (10h de permanence et 4h de coordination, de gestion administrative et participations aux réunions partenariales par mois).</p> <p>Le PAEJ s'inscrit également dans une perspective de travail en réseau avec les différents partenaires de la ville, condition d'un meilleur accompagnement des jeunes en situation de fragilité. Le psychologue du PAEJ a donc une participation active aux rencontres partenariales mises en place pour développer et nourrir ce travail en réseau.</p> <p>Dans le cadre du CLS, il convient de consolider l'action du PAEJ, notamment en améliorant la promotion du lieu auprès des publics et quartiers moins concernés à ce jour.</p> <p>Cette promotion passe par une information, une incitation (orientation), et éventuellement un accompagnement pour les jeunes et les parents les moins autonomes dans leur démarche, en s'appuyant sur les acteurs et les structures de proximité intervenant auprès de ces publics, mais aussi sur les habitants eux-mêmes (information par les tiers).</p>

<p>Géré par le Service jeunesse de la Municipalité, le Bureau Information Jeunesse (BIJ) est un lieu d'accueil, d'information et d'orientation pour les 11-30 ans.</p> <p>Les informateurs jeunesse reçoivent sans rendez-vous et répondent à toutes les questions des jeunes liées à différents domaines (prévention, formations, stages, études, citoyenneté, accompagnement de projet...). Le BIJ, se trouvant à La Source, dispose de plusieurs espaces : un espace documentation, un espace multimédia et un espace convivial.</p> <p>Le BIJ met également en place des actions de prévention sur la ville de Poissy, en partenariat avec les établissements scolaires de la ville (collèges et lycées principalement). Pour exemple, actions de prévention santé organisées sur l'année scolaire 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Action de prévention psychotropes : Ciné débat organisé sur 3 demi-journées en octobre 2019 au Cinéma de Poissy (C2L) avec les collèges de Poissy : diffusion d'un film et échange avec un intervenant spécialisé. ▪ Action de prévention harcèlement : Ciné-débat organisé sur 3 demi-journées en mars 2020 au Cinéma de Poissy (C2L) avec les collèges de Poissy : diffusion d'un film et échange avec un intervenant spécialisé. ▪ Actions de prévention IST : Dépistage gratuit proposé avec l'association OSIRIS au mois de décembre 2019. <p>En période scolaire, un BIJ mobile se déplace dans les 4 collèges de la ville de Poissy et dans les maisons de quartier sur le temps de la pause méridienne. Il intervient sur 2 volets : le volet animation (sportive, jeux de société) et le volet prévention (harcèlement, danger des écrans, protoxyde d'azote, nutrition).</p> <p>La promotion de ce dispositif passe notamment par le renforcement du partenariat avec les structures accueillant les jeunes et celles en capacité de proposer des actions de prévention, notamment sur les thématiques jugées prioritaires.</p>					
Lieux de l'action : PAEJ - BIJ – Etablissements scolaire			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)		Facteurs comportementaux (style de vie) - Système de santé			
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
Thème 2	Prévention des addictions	Si autre			
Thème 3	Santé sexuelle et vie affective	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?					
Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs		Programme Réussite Educative (PRE) – Contrat de ville – Cité éducative			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – Service jeunesse	x	x	x	x
Santé	OSIRIS - CHIC (secteur de psychiatrie et de pédopsychiatrie – CMPi - MDA – EMUCA (Equipe mobile Urgence et Crise Ados) – Professionnels de santé (CPTS)	x	x	x	

Social	CCAS - Travailleurs sociaux (CD 78) - CAF	x		x	
Socio-éducatif	Maisons de quartiers	x		x	
Education	Etablissements scolaires - CIO	x		x	
Autres	Associations lutte contre addictions (ANPAA, Cie des contraires), santé sexuelle (AVH, MFPPF...) - Médiathèque - Centre de planification	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : actions interactives (ex : ciné-débat) - Habitants relais (information par les tiers)		Quel degré ? : Participation			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profil de jeunes accueillis aux PAEJ -BIJ				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et type d'actions de prévention réalisées				
Indicateurs d'activité 3	- Nombre et profils des partenaires relais - Type de mesures d'informations mises en place pour promouvoir le PAEJ et le BIJ				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires (réponses apportées aux besoins exprimés)				
Indicateur de résultat 2	- Partenariat effectif entre les structures accueillants les jeunes et celles en capacité de proposer des actions de prévention				

FICHE-ACTION N°2.5			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Actions de prévention sur les thématiques jugées prioritaires, dans une optique d'« aller vers » les jeunes et les parents		
Porteurs de l'action	Ville de Poissy – Services Jeunesse et Education/Loisirs/DSU	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Des actions de prévention sont mises en œuvre envers les jeunes pisciacais, mais il existe une méconnaissance de l'offre complète existante en lien avec un cloisonnement des acteurs en fonction du champ d'action (santé / social / éducatif). De plus, des difficultés existent pour capter les jeunes et leurs parents et les faire participer à ces actions de prévention.</p> <p>Concernant la santé mentale, le mal-être ou l'estime de soi, il est relevé lors du diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des problèmes de dépistages précoce et de prise en charge très aléatoire des troubles chez le jeune enfant (apprentissage, langage, comportement, hyperactivité/attention...) ; - Des difficultés d'accès à une aide psychologique pour les 10/14 ans ; avec la présence d'a priori /réticences de la part de certains parents sur l'aide psychologique - Des fragilités en santé mentale constatées plutôt chez un public socialement défavorisé (logement, chômage ou emploi instable...) ; - Des possibilités de soutien aux familles en difficulté sur les questions de « santé et parentalité » souvent peu connues / Un manque de coordination dans l'aide apportée aux familles sur les démarches administratives liées à la reconnaissance d'un handicap (depuis la constitution du dossier MDPH à la mise en place de l'accompagnement spécifique) <p>Pour la santé sexuelle et affective, il est constaté des difficultés d'aborder la santé sexuelle avec certaines familles (existences de tabous) et une éducation sexuelle extrêmement limitée au côté « mécanique et prévention des risques » (lacunes sur les risques psychoaffectifs liés au comportement sexuel, éducation à devenir parent, représentation homme/femme...).</p> <p>Les addictions aux écrans sont fréquentes chez les jeunes avec des temps d'écran non contrôlé (jour et nuit) et non adapté en fonction de l'âge de l'enfant ou l'adolescent ; ainsi qu'une méconnaissance des outils, des contenus et des risques de l'utilisation excessive par les parents. Les addictions aux produits illicites sont également fréquentes chez les jeunes pisciacais.</p> <p>La nutrition n'est pas une thématique au cœur de l'intérêt des jeunes en matière de prévention, cependant les situations de surpoids et/ou de déséquilibre alimentaire sont en augmentation. Il existe également des situations de malnutrition (absence de 3 repas journaliers suffisants) ayant des répercussions chez les jeunes (scolarité, sommeil...).</p> <p>Ces 4 thématiques de prévention sont ressorties prioritairement du diagnostic qualitatif de santé réalisé fin 2020.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les actions de prévention sur certaines thématiques : santé mentale/mal-être, addictions, santé sexuelle et affective, nutrition (alimentation et activités physique et sportive)) 		
Public cible	Enfants, adolescents et jeunes adultes Parents		

Déroulé de l'action	<p>Les thématiques de prévention à travailler de façon prioritaire auprès des jeunes sont la santé mentale, la nutrition (alimentation et activités physiques et sportives), les addictions et la santé sexuelle ; auxquelles s'ajoute l'hygiène bucco-dentaire.</p> <p>Sur ces thématiques, il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De renforcer les actions de prévention primaire : <ul style="list-style-type: none"> ✓ En privilégiant le développement d'actions de prévention avec des modalités interactives, pour permettre une participation active des jeunes et des parents et ne pas se positionner en attente d'un public (par exemple, « le ciné débat » proposé par le BIJ, actions de forum/théâtre avec les parents dans les QPV...) ; ✓ En renforçant la mise en place des actions de prévention au plus près des lieux de vie, non stigmatisants, en proximité de la population (maisons de quartiers, centres sociaux...) dans l'objectif d'« aller vers », ✓ En développant dans les établissements scolaires de Poissy les programmes favorisant le développement des compétences psychosociales : programmes PRIMAVERA en primaires et collèges ; et VERANO pour les lycéens et étudiants (cf fiche-action 2.2 du CLS), ✓ En renforçant le partenariat entre la Ville de Poissy et les associations de prévention (UFSBD pour l'hygiène bucco-dentaire, l'ANPAA pour les addictions...), l'Education Nationale, la Maison des Adolescents...) - De renforcer la communication et la promotion des actions de prévention et dépistage mises en place localement : <ul style="list-style-type: none"> ✓ En s'appuyant sur le service communication de la Ville, pour relayer les actions auprès de la population, ✓ En utilisant des vecteurs de communication adaptés à ces publics (alterner communication écrite et orale) ; ✓ En adaptant les messages à la population ciblée. 		
	Lieux de l'action : Maisons de quartier – Centres sociaux – Etablissements scolaires		Territoire : Tout le territoire du CLS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?			OUI
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION			
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)		
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre	
Thème 2	Médiation en santé et du «aller-vers»	Si autre	
Thème 3		Si autre	
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé			
Articulation avec les autres dispositifs		Programme Réussite Educative (PRE) – Contrat de ville – Cité éducative PTSM	

PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – Services jeunesse (La Source) et Education/Loisirs/DSU (PRE)	x	x	x	x
Santé	Associations de prévention en santé (ANPAA, UFSBD...) CHIPS	x	x	x	
Social	Maisons de quartiers – Centres sociaux - CCAS	x		x	
Education	Etablissements scolaires	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : actions interactives (ex : ciné-débat)		Quel degré ? : Information			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre d'actions de prévention mises en place. Nombre et profils des partenaires mobilisés				
Indicateur d'activité 2	- Type de supports de communication utilisés/diffusés, lieu et nombre de diffusions				
Indicateur de résultat 1	- Fréquentation des actions de prévention mises en place				
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des partenaires mobilisés et des bénéficiaires				

FICHE-ACTION N°2.6			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Développement d'actions « Santé et parentalité » avec le PRE		
Porteurs de l'action	Ville de Poissy – PRE Service Education/Loisirs/DSU	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le Programme de Réussite Educative (PRE), proposé par la Ville de Poissy, est porté juridiquement par le CCAS de POISSY. Le PRE est destiné aux enfants et adolescents pisciacais de 2 à 16 ans qui rencontrent une ou des difficultés dans leur parcours avec l'objectif d'écouter, conseiller, informer, accompagner et orienter les familles.</p> <p>Le Programme de Réussite Educative (PRE) vise le « mieux-être » de tout enfant de 2 à 16 ans, identifié comme étant en difficulté quelle qu'en soit la nature (éducatif, familial, social, scolaire...). Pour ce faire, il propose, en association avec la famille, la construction d'un parcours de réussite éducative individualisé (acté avec l'ensemble des partenaires lors des équipes pluridisciplinaires de soutien), lui permettant de se (re)situer dans une dynamique positive de réussite. Il peut dans ce cadre, accompagner les familles vers les structures éducatives, sociales, culturelles et sanitaires du territoire.</p> <p>Les actions pilotées par le Programme de Réussite Educative s'articulent autour de quatre grands axes d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à la scolarité : tutorats individualisés et ateliers autour du développement du langage et de l'acquisition de la lecture ; - Soutien à la parentalité : soutien à la parentalité individualisé, ateliers parents-enfants (créatifs et scolaires), ateliers-débats à destination des parents ; - Prévention du décrochage scolaire et de la désocialisation : stages autour de l'orientation et la découverte des métiers, ateliers gestion des émotions, PACTE (Programme d'Accompagnement des Collégiens Temporairement Exclus) visant à accompagner le jeune en lien avec sa famille, dans un travail de remobilisation scolaire, d'éveil à la citoyenneté et de formulation d'un projet scolaire, professionnel et personnel ; - Accès à la culture, aux sports et aux loisirs. 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre les actions de prévention santé menées par le service jeunesse de la ville et le Programme de réussite éducative 		
Public cible	Enfants et adolescents pisciacais de 2 à 16 ans Parents		
Déroulé de l'action	Dans le cadre de ses actions de soutien à la parentalité, le PRE met en place « L'instant des parents », action mobile se déplaçant dans les maisons de quartier et structure jeunesse de la ville, qui propose mensuellement aux parents pisciacais un temps d'écoute et d'échange autour des diverses préoccupations qu'ils traversent quotidiennement en tant que parents. Il est fait appel à des intervenants extérieurs en fonction des thématiques abordées dans le but de transmettre aux parents une information fiable et neutre par un professionnel spécialisé sur le sujet. Parmi les thématiques déjà abordées, on retrouve : la sensibilisation aux écrans, le sommeil, le burn-out parental, la santé sexuelle et affective.		

<p>Il s'agit ici de consolider et renforcer les actions portées dans le cadre du PRE, plus spécifiquement sur « Santé et Parentalité » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En développant de nouvelles thématiques, notamment sur la nutrition et l'hygiène ; - En consolidant les partenariats existants (PMI, Education Nationale, La Source...) et en développant de nouveaux (ANPAA, UFSBD...) ; - En favorisant la présence de professionnels « spécialistes » pour gérer les échanges sur le contenu lors des débats avec les parents et les jeunes dans une démarche d'« aller vers ». - En maintenant et renforçant le volet santé dans les actions concernant la parentalité. 					
Lieux de l'action : Maisons de quartier – La Source			Territoire : Infra-communal		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
Thème 2	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		Contrat de ville – Cité éducative - PRE			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – PRE Service Education/Loisirs/DSU	x	x	x	x
	Ville de Poissy – Service Jeunesse	x	x		
Santé	Associations de prévention en santé (ANPAA, UFSBD...)	x	x	x	
Social	Maisons de quartiers – Centres sociaux	x	x	x	
Education	Etablissements scolaires	x			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : actions interactives			Quel degré ? : Information		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre d'actions de prévention « santé et parentalité » mises en place
Indicateur d'activité 2	- Nombre de participants (parents et jeunes) aux actions mises en place
Indicateur de résultat 1	- Fréquentation des actions de prévention mises en place
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des partenaires mobilisés et des bénéficiaires

FICHE-ACTION N°2.7			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Sensibilisation des acteurs au contact des jeunes		
Porteurs de l'action	Ville de Poissy – Services Jeunesse et Education/Loisirs/DSU	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>De nombreuses structures proposent des actions de prévention en santé envers les jeunes pisciacaïs et leurs parents mais ont été pointés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des problèmes de repérage de l'offre en prévention par les professionnels du territoire et les usagers (jeunes et parents), - Des structures (Maison des adolescents, La Source...) mal identifiées par les jeunes, - Un besoin d'information pour les usagers sur les actions existantes. <p>L'ensemble des services, associations, structures, personnes ressources... est peu lisible pour la population. Également, il existe de la part des acteurs intervenant auprès des jeunes un manque de connaissance et d'inter-connaissance entre les structures et dispositifs existants. Il existe un nombre important de dispositifs / structures qui sont au contact des enfants sur le terrain sans que les acteurs identifient clairement et de manière exhaustive l'existant, les missions de chacun, les limites d'intervention, ... créant un problème de lisibilité de l'existant.</p> <p>Il n'y a pas suffisamment de travail en réseau : les différentes structures ou dispositifs travaillent globalement peu ensemble et partagent peu d'informations. Exemples : milieux scolaire / périscolaire / soins, PMI / médecin traitant / paramédicaux / CMP...</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre les actions de prévention santé menées par le service jeunesse de la ville et le Programme de réussite éducative 		
Public cible	Acteurs du territoire au contact des jeunes		
Déroulé de l'action	<p>Les professionnels intervenant auprès des jeunes sont peu informés sur les problématiques de prévention en santé : santé mentale/mal-être ou encore sur les addictions, nutrition, hygiène...</p> <p>Il s'agit de sensibiliser ces acteurs au contact des jeunes sur ces problématiques de prévention en santé, afin qu'ils soient pleinement en capacité de détecter des signes précurseurs, de bien orienter, de dialoguer avec les jeunes. Et de transmettre un discours cohérent envers les jeunes</p> <p>Une meilleure information et sensibilisation des acteurs au contact des jeunes est un élément complémentaire permettant d'essayer de toucher le public cible.</p> <p>Cela nécessitera une collaboration entre « La Source », le Service Education de la ville de Poissy et les différentes structures jeunesse (MDA, Maisons de quartier, centres sociaux, centres de loisirs...) pour identifier les lieux et les professionnels à sensibiliser.</p>		

Sur cette question, le lien sera fait avec l'axe stratégique, développé dans le cadre de la cité éducative, sur le travail en réseau et le développement d'une culture professionnelle commune entre les acteurs socio-éducatifs du territoire (cf Fiche-action sur la mise en place de temps d'échanges thématiques et de formation dont les premiers sujets de sensibilisation identifiés sont l'accompagnement des enfants à besoins spécifiques (handicap), addictions, protection de l'enfance).					
Lieux de l'action : Centres sociaux – Maisons de quartier – La Source – Structures accueillant des jeunes			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
Thème 2	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé					
Articulation avec les autres dispositifs		Contrat de ville – Cité éducative – PRE – PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – Services Jeunesse (La Source) et Education/Loisirs/DSU	x	x	x	x
Education	Ville de Poissy Service Petite Enfance – Structures d'accueil petite enfance	x	x		
Socio-éducatif	Professionnels en contact des jeunes Maisons de quartiers – Centres sociaux	x		x	
Autres	Centres de Loisirs, MDA	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :		Quel degré ? :			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre de structures et d'acteurs sensibilisés				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profil des partenaires mobilisés				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des acteurs sensibilisés				
Indicateur de résultat 2	- Acculturation, modifications des pratiques professionnelles				

FICHE-ACTION N°2.8			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Consultations Jeunes consommateurs (CJC)		
Porteurs de l'action	Centre hospitalier intercommunal Poissy St Germain en Laye - CHIPS	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Lors du diagnostic qualitatif de santé en fin 2020, il est mis en avant le manque d'une offre locale concernant des consultations en addictologie et notamment pour les jeunes consommateurs.</p> <p>En effet, l'unité fonctionnelle d'addictologie du centre hospitalier intercommunal Poissy/Saint-Germain-en-Laye (CHIPS) propose des consultations gratuites et anonymes destinées aux adolescents et jeunes adultes (12-25 ans), consommateurs de substances psychoactives et/ou d'activités addictives sans produits, après leur passage aux urgences ou vus pour certains, dans l'unité de médecine pour adolescents (UMA).</p> <p>Ces consultations ont pour objectifs d'apporter une information et un conseil personnalisé aux jeunes consommateurs, de les aider à évaluer les risques de leurs consommations et leurs conduites addictives, d'orienter vers d'autres services spécialisés si nécessaire, voire de proposer, lorsque la situation le justifie, une prise en charge à long terme.</p> <p>Ces CJC sont également proposées à l'antenne de St Germain-en-Laye du CSAPA et celle de Mantes la Jolie.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les actions de prévention sur certaines thématiques : santé mentale/mal-être, addictions, santé sexuelle et affective, nutrition (alimentation et activités physique et sportive) 		
Public cible	Adolescents et jeunes adultes (12-25 ans), consommateurs de substances psychoactives et/ou d'activités addictives sans produits		
Déroulé de l'action	<p>Les Consultations Jeunes Consommateurs (CJC) sont conçues pour prévenir autant qu'accompagner. Ce dispositif, situé à l'interface de la prévention et du soin, s'adresse aux jeunes consommateurs de substances psychoactives (cannabis, alcool, tabac, drogues de synthèse, cocaïne, poly consommation) et à ceux présentant des conduites addictives sans substance. Il peut également accueillir les familles, seules, afin de les conseiller et de les aider à trouver une démarche pouvant inciter leur enfant à dialoguer ou à consulter.</p> <p>Dans le cadre du CLS, il s'agit d'avoir une réflexion avec le CHIPS sur la possibilité du déploiement de ces consultations jeunes consommateurs (CJC) sur Poissy, en lien avec les problématiques repérées dans le diagnostic.</p> <p>Il existe une volonté de construire un partenariat entre la ville de Poissy et les structures en charge de l'addictologie sur le territoire pour développer et mettre en place ces consultations à Poissy :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Demande de la part de l'unité d'addictologie du CHIPS d'avoir accès à un local dans le centre-ville de Poissy pour réaliser des CJC avancées - Informations ponctuelles au sein des collèges (classe de 3^{ème}) 		

	- Sensibilisation en lycée autour d'un projet mené avec un enseignant favorisant l'échange				
Lieux de l'action : CHIPS			Territoire : Autre		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
Thème 2	Prévention des addictions	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Mettre en place un accompagnement thérapeutique de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs		PTSM (notamment les programmes PRIMAVERA et VERANO, 28a et 28b)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – CHIPS (unité fonctionnelle d'addictologie du CHIPS)	x	x	x	x
Santé	ARS	x	x		
Social	Unité fonctionnelle d'addictologie du CHIPS – associations intervenant dans le champ de l'addictologie	x		x	
Autres	Associations de prévention en santé	x			
Education	Education nationale				
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :			Quel degré ? :		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre de réunions de travail / échanges organisés pour la réflexion à la mise en place des CJC				
Indicateur d'activité 2	- Nombre de partenaires ayant contribué à la réflexion				
Indicateur de résultat 1	- Mise en place effective des CJC				
Indicateur de résultat 2	- Niveaux de satisfaction des partenaires (ville et CHIPS)				

FICHE-ACTION N°2.9			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Instance technique de coordination « santé des jeunes »		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Service jeunesse	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Des actions de prévention sont mises en œuvre sur Poissy, mais il existe une méconnaissance de l'offre complète existante en lien avec un cloisonnement des acteurs en fonction du champ d'action santé / social / éducatif.</p> <p>Lors du diagnostic réalisé fin 2020, le souhait de développer la coordination entre les acteurs du territoire a été régulièrement évoqué, et ce à plusieurs niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entre les acteurs de santé, du médico-social, du social et du milieu éducatif. - Entre professionnels libéraux et établissements de soins (Centre hospitalier, CMP, ...) - Entre libéraux et professionnels de la prévention, ... <p>Des dynamiques de réseaux, notamment en santé des jeunes, comme possible supports à cette coordination, ont été mises en avant dans ce diagnostic.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer les actions de prévention/promotion de la santé auprès des jeunes, leur visibilité et leur coordination		
Objectif(s) opérationnel(s)	Initier une coordination « santé des jeunes » entre services intervenants pour la jeunesse sur le territoire (complémentarité et meilleure visibilité de l'offre)		
Public cible	Acteurs au contact des jeunes pisciacaïs		
Déroulé de l'action	<p>Le Contrat local de santé proposera des conditions favorables permettant le développement d'une dynamique collective et des actions en prévention/promotion en direction des jeunes pisciacaïs, avec pour principaux objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure connaissance des ressources locales, en améliorant l'information sur l'offre existante et sa lisibilité en direction des jeunes et des professionnels qui les encadrent : production d'un annuaire, diffusion de l'information via les dispositifs existants... - Un partenariat entre acteurs « de la jeunesse » présents sur le territoire communal, afin de veiller à une certaine cohérence et complémentarité des actions et interventions proposées en matière de prévention/promotion de la santé : définition d'un programme global « prévention et santé des jeunes » <p>Il s'agit donc de structurer un réseau d'acteurs intervenant auprès des jeunes pisciacaïs en s'appuyant sur les structures et dispositifs locaux existants : PAEJ, mission locale, MDA, centres sociaux et maisons de quartiers, PJJ, Education nationale, professionnels de santé libéraux et hospitaliers, etc.</p> <p>Cette démarche vise à mailler les acteurs du territoire en mettant en place une plateforme de développement / programmation / coordination des actions de prévention/promotion « santé des jeunes ». L'objectif est de renforcer la mobilité des dispositifs en place par des actions « d'aller vers » les jeunes qui ne viennent pas spontanément vers les dispositifs de prévention santé.</p> <p>Ce réseau s'appuiera sur la dynamique portée par le PAEJ qui s'inscrit d'ores et déjà dans une perspective de travail en réseau avec les différents partenaires de la ville.</p> <p>Une connexion forte avec les initiatives de la Cité éducative, du Programme de réussite éducative (PRE) et du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) sera mise en place.</p>		

Cette plateforme de concertation sera animée par la coordinatrice du CLS.					
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Santé des adolescents et jeunes adultes	Si autre			
Thème 2	Médiation en santé et du « aller vers »	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs		Contrat de ville – Cité éducative – Programme de réussite éducative (PRE) - Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co- pilotage
	Ville de Poissy – Service jeunesse – La Source – PAEJ - BIJ	x	x	x	x
Santé	La maison départementale des adolescents		x	x	
Insertion	Mission locale – Organismes de formation	x		x	
Santé	Professionnels de santé libéraux et hospitaliers		x	x	
Social	Centres sociaux – Maisons de quartier	x		x	
Education	Education nationale	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : actions privilégiant le développement des compétences psychosociales – Pédagogie interactive		Quel degré ? : Implication			
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre de structures et de professionnels impliqués dans le réseau / Nombre et objet des réunions				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et type d'actions/dispositifs de prévention/promotion « santé des jeunes » développés/promus par le réseau				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des professionnels participants au réseau				
Indicateur de résultat 2	- Evolution des recours à la prévention et aux soins des jeunes				

Objectif 6. Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes

FICHE-ACTION N°2.10			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Développement des actions de dépistages organisés - Maison « Les trois Arches » (cf. Axe 1 / objectif stratégique 2)		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Maison « Les 3 Arches »	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>La Maison "Les 3 Arches" est un guichet unique, permettant de disposer d'un lieu ressource identifié pour la population.</p> <p>Une des missions de la Maison des 3 Arches est de promouvoir la prévention, le dépistage, les soins, la recherche et l'innovation.</p> <p>Le diagnostic territorial de santé a mis en avant une faible participation de la population pisciacaïse concernant le dépistage des principaux cancers (colorectal, sein, col de l'utérus...). Les habitantes des quartiers prioritaires de la commune de Poissy (La Coudraie, Saint-Exupéry, Beauregard) cumulent certaines caractéristiques sociales et/ou culturelles freinant l'accès aux soins et aux dépistages : pauvreté, chômage, incompréhension des messages de prévention et de dépistage, et méconnaissance des parcours de soins.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer le recours aux dépistages organisés des cancers 		
Public cible	Femmes, plus particulièrement les femmes issues de milieux sociaux défavorisés		
Déroulé de l'action	<p>Des actions de sensibilisation aux dépistages organisés des cancers seront mises en place en lien avec la Maison « Les 3 Arches », le CHIPS, les partenaires concernés et le CCAS</p> <p>Elles pourront prendre la forme de stands d'information et/ou d'espaces d'échanges au sein de la Maison les 3 Arches, des Maisons de quartier et des lieux de rencontre de la Ville (marchés...). Ces actions seront développées en partenariat avec les associations de dépistages et de prévention du territoire : CRCDC Ile de France, Ligue contre le cancer...</p> <p>La volonté est de travailler en coordination avec les acteurs locaux et les associations déjà investies, afin d'identifier les manques ou dysfonctionnements.</p> <p>Ces actions à destination du grand public se dérouleront en particulier lors des campagnes nationales de promotion des dépistages (Mars Bleu, Octobre Rose...), afin de sensibiliser les femmes à la question des dépistages organisés des cancers.</p>		
Lieu de l'action : Maison « Les 3 Arches » - Maisons de quartier – Centres sociaux		Territoire : Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?			NON

TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Cancer	Si autre			
Thème 2	Médiation en santé et du « aller-vers »	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé</p>					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Acteurs de la cancérologie (CHIPS, réseaux, associations)	X	X	X	X
Santé	Professionnels de santé libéraux, MSP, CPTS	X		X	
Santé	Associations de dépistages et de prévention (CRCDC Ile de France, Ligue contre le cancer)		X	X	
Social	Structures en charge des publics en situation de précarité ou ayant un accès difficile aux services de santé – CCAS, Centres sociaux et maisons de quartier	X	X	X	X
Autre	Instances régionales et nationales en cancérologie (Oncorif, INCa) Santé sexuelle : CeGIDD, MFPP, AVH, CPEF	X			
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Communication auprès de la population			Quel degré ? : Information		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des actions de dépistage : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre des actions de dépistage : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profils des partenaires mobilisés				
Indicateur d'activité 2	- Nombre d'actions de sensibilisation organisées, type et lieu de mise en œuvre				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires				
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des partenaires mobilisés				

FICHE-ACTION N°2.11			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Actions de prévention « santé sexuelle et affective » dans des espaces de proximité auprès des femmes issues de milieux défavorisés		
Porteur de l'action	Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic santé réalisé fin juin a mis en évidence un manque ou une insuffisance d'actions en termes de prévention, promotion de la santé pour certains publics a été mis en avant, dont les femmes, notamment celles issues des milieux défavorisés.</p> <p>Les problématiques citées prioritairement, et nécessitant un travail d'information et de prévention sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le dépistage des cancers, ▪ Les violences intrafamiliales, violences faites aux femmes, ▪ La Santé sexuelle et affective. <p>Les habitantes des quartiers prioritaires de la commune de Poissy (La Coudraie, Saint-Exupéry, Beauregard), souvent défavorisés, cumulent certaines caractéristiques sociales et/ou culturelles freinant l'accès au soin et à la prévention : pauvreté, chômage, incompréhension des messages de prévention, méconnaissance des parcours de soins, et certaines représentations spécifiques de la maladie et du dépistage sur lesquelles il faut travailler.</p> <p>Les questions de la contraception et protection des IST sont complexes à aborder avec les jeunes femmes, car se sont souvent des sujets tabous dans les familles.</p> <p>Des actions de prévention sont mises en œuvre sur Poissy, mais il existe une méconnaissance de l'offre complète existante en lien avec un cloisonnement des acteurs en fonction du champ d'action santé / social / éducatif.</p> <p>Certains publics ne participent pas ou peu aux actions de prévention, difficultés pour les capter ; c'est pourquoi il est nécessaire de développer des actions « aller vers » dans un esprit proactif. A ce sujet, il semble nécessaire de cibler plus particulièrement les femmes issues des milieux sociaux défavorisés.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Proposer une offre préventive en santé sexuelle et préventive 		
Public cible	Femmes majeures – Adolescentes – Femmes isolées et/ou issues de milieux défavorisés		
Déroulé de l'action	<p>Afin de pouvoir renforcer les actions de prévention « santé sexuelle et affective », il s'agit de proposer plus particulièrement aux femmes isolées et/ou issues de milieux défavorisés des temps d'échanges collectifs sur cette thématique, dans les espaces de proximité tels que les Maisons de quartier et les Centres sociaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des temps d'échanges de type « café gynéco » seront proposés dans ces espaces de proximité ; ▪ Le partenariat avec l'Education nationale, plus particulièrement avec les IDE scolaire intervenant en Collèges sur cette thématique, permettra de renforcer les actions en directions des adolescentes ; ▪ La possibilité de mettre en place (ou de renforcer) les actions de prévention délocalisées dans les lieux de proximité sera étudiée avec le Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) et le Planning familial 78. 		

Lieu de l'action : Centre sociaux – Maisons de quartier		Territoire : un ou plusieurs QPV			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Santé de la femme	Si autre			
Thème 2	Santé sexuelle et vie affective	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs		Programme de réussite éducative (PRE) – Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	Structures en charge des publics en situation de précarité ou ayant un accès difficile aux services de santé – CCAS, Conseil départemental 78, Centres sociaux et maisons de quartier	x	x	x	x
Education	Education nationale	x	x	x	
Santé	Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) - Planning familial 78		x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : participation à des temps d'échanges et de sensibilisation			Quel degré ? : Information		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre, lieux et type de temps d'échanges				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profil des participantes / bénéficiaires				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des participantes / bénéficiaires				
Indicateur de résultat 2	- Acquisition de connaissances, évolution du discours, modifications des comportements				

FICHE-ACTION N°2.12			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Sensibilisation sur les violences intrafamiliales pour faciliter le repérage et l'orientation		
Porteur de l'action	Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR) – Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Les violences intrafamiliales regroupent toutes les formes de violences (physiques, sexuelles, psychiques ou économiques), exercées au sein du couple et/ou à l'encontre des mineurs et des ascendants au sein de la cellule familiale.</p> <p>La lutte contre les violences intrafamiliales constitue un axe prioritaire d'intervention du CLSPDR de Poissy.</p> <p>A cette fin, les acteurs du territoire, ont recensé les principaux freins au traitement des problématiques VIF :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Problématique multifactorielle (justice, psychologique, médical, social, éducatif), liant les différents professionnels accompagnants et impliquant un travail partenarial permettant une prise en charge globale des victimes. A défaut, on peut noter des discontinuités et des phénomènes de doublons dans les prises en charge. - Manque de coordination dans l'accompagnement des personnes victimes de violences tout au long du process, depuis le repérage jusqu'à l'initiation d'une procédure judiciaire. - Manque de lisibilité pour les professionnels sur les ressources présentes sur le territoire dans le domaine : difficulté pour les acteurs (non-initiés) d'assurer une veille, de proposer une première écoute et de savoir vers qui orienter. - Difficultés relevées pour certaines femmes victimes de violences de porter plainte. L'accueil, l'information sur les droits restent à améliorer au commissariat de police, avec des agents peu sensibilisés dans ce domaine. - Circuit de prise en charge trop long entre la 1ère démarche de la victime et la prise en charge par les institutions. - Difficultés dans l'accompagnement psychologique des victimes de violences : retard de prise en charge ; absence de liens avec l'hôpital, accès compliqués aux professionnels de santé... 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes		
Objectif(s) opérationnel(s)	Mettre en place un dispositif de prévention des violences faites aux femmes, et plus globalement des violences intrafamiliales		
Public cible	Personnes victimes de violences par un ou des membres de la famille		
Déroulé de l'action	<p>Il s'agit de sensibiliser sur la question des violences intrafamiliales, les professionnels non experts sur la thématique, mais susceptibles d'être concernés par le repérage de ces violences et l'orientation des victimes.</p> <p>Une sensibilisation sur les violences intrafamiliales est proposée par le Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR), à destination de tous les professionnels municipaux volontaires susceptibles d'accueillir du public (CCAS, périscolaire, petite enfance, jeunesse et sports, maisons de quartier).</p>		

<p>Sur une journée, les participants aborderont la définition des violences, la posture professionnelle face à l'accueil des victimes, et la découverte du réseau local sur lequel s'appuyer. L'intervention sera animée conjointement par la déléguée départementale aux droits des femmes et la police nationale, en présence des représentants des institutions locales intervenant auprès des victimes.</p> <p>Les deux premières sessions se feront dans un premier temps à destination des services municipaux. Une réflexion sera menée par la suite pour ouvrir cette journée de sensibilisation auprès des institutions partenaires non municipales (éducation nationale, associations de quartiers, professionnels de santé intéressés via la CPTS...).</p> <p>Également, sera réfléchi ensuite l'organisation d'autres sessions de sensibilisation sur des thématiques plus spécifiques auprès de professionnels ciblés (par exemple, sur la protection de l'enfance pour les acteurs du périscolaire...).</p> <p>Cette sensibilisation sur les violences intrafamiliales pourrait se mettre en place en s'appuyant sur la dynamique du réseau PLUVIC (prévention et lutte contre les violences conjugales) et la mobilisation de leurs compétences.</p>					
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé de la femme	Si autre			
Thème 2	Santé de l'enfant	Si autre			
Thème 3		Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Intégrer le repérage précoce dans des parcours de santé individualisé</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		CLSPDR - PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	CLSPDR – Ville de Poissy	x	x	x	x
	Services municipaux de la Ville de Poissy – Pôle social du CCAS	x		x	
Santé	Référent VIF – CHI Poissy – SGL CPTS	x			
Social	Alternative – PEJ – CIDFF Conseil départemental 78 – Chargée de prévention des violences intrafamiliales	x	x	x	
Autres	Commissariat de police	x		x	
Autres	PLUVIC		x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :		Quel degré ? : I			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre de structures et d'acteurs formés
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profils des partenaires mobilisés
Indicateur de résultat 1	- Acculturation, modifications des pratiques professionnelles
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires

FICHE-ACTION N°2.13			
AXE STRATEGIQUE	AXE 2 : PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE		
Intitulé de l'action	Suivi psychologique des femmes victimes de violence		
Porteur de l'action	Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance et de la radicalisation (CLSPDR) – Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Les violences faites aux femmes font parties des problématiques diagnostiquées et jugées prioritaires sur la ville de Poissy :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Problématique multifactorielle (justice, psychologique, médical, social, éducatif), liant les différents professionnels accompagnants. - Difficulté pour les acteurs d'assurer une veille, de proposer une première écoute et de savoir vers qui orienter. - Difficultés relevées pour certaines femmes victimes de violences de porter plainte, avec des agents en commissariat de police peu sensibilisés sur ces problèmes. - Manque de coordination dans l'accompagnement des femmes victimes de violences tout au long du process, depuis le repérage jusqu'à l'initiation d'une procédure judiciaire. - Repères difficiles à appréhender pour la femme victime de violence conjugale, notamment concernant les accompagnements sociaux et médicaux existants. - Difficultés dans l'accompagnement psychologique des victimes de violences : retard de prise en charge ; absence de liens avec l'hôpital, accès compliqués aux professionnels de santé... 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Mettre en œuvre un dispositif d'interventions préventives et de suivi auprès des femmes		
Objectif(s) opérationnel(s)	Mettre en place un dispositif de prévention des violences faites aux femmes, et plus globalement des violences intrafamiliales		
Public cible	Femmes victimes de violence		
Déroulé de l'action	<p>Il existe sur le territoire communal ou à proximité plusieurs partenaires et des initiatives visant à apporter des solutions aux femmes victimes de violence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Positionnement du CLSPDR de la ville sur cette problématique, - Présence du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF des Yvelines) et de l'Association Alternative (Lieu d'écoute Violence sur Poissy), - Une offre de psychologues libéraux sur la commune ou à proximité, et la présence d'un CMP, - Le dispositif FLORA (hébergement temporaire et accompagnement des femmes victimes de violences conjugales). - Le réseau PLUVIC (prévention et lutte contre les violences conjugales) sur Carrières-sous-Poissy, <p>L'arrivée récente d'une intervenante sociale au commissariat de police de Poissy permet d'assurer une première écoute et d'entamer les premières démarches, mais lorsqu'un suivi psychologique est nécessaire, l'intervenante a quelques difficultés à orienter les victimes, faute de réponse mobilisable rapidement (délais pour une prise en charge en CMP jugés trop longs).</p>		

	<p>Il s'agit donc de renforcer le partenariat entre les différents intervenants potentiels (cités ci-dessus) pour organiser des réponses rapides en matière de suivi psychologique de ces femmes.</p> <p>Au-delà d'une réelle capacité de premier accueil et d'écoute (Lieu d'écoute de l'association Alternative, intervenante sociale à Poissy, partenariat CIDFF-FLORA...), il s'agit de repérer et mobiliser un réseau d'intervenants en capacité d'assurer un suivi psychologique lorsque qu'il est jugé nécessaire lors du 1^{er} accueil, et souhaité par la victime.</p> <p>Le problème étant souvent d'ordre financier (les consultations de psychologues en libéral n'étant pas à ce jour remboursées), il s'agira de se rapprocher de la CPAM et de la CAF (pour exemples) afin d'étudier les possibilités de prise en charge financière des premières consultations auprès d'un psychologue, certains dispositifs de type « chèques psy » ayant déjà été expérimentés, notamment pour les enfants et plus récemment pour les étudiants.</p> <p>Ce travail de partenariat dans l'objectif de structurer et consolider l'offre pourrait se mettre en place dans le cadre du réseau PLUVIC.</p>				
Lieu de l'action : Ville de Poissy		Territoire : Tout le territoire du CLS			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé de la femme	Si autre			
Thème 2	Dispositif de coordination	Si autre			
Thème 3	Santé mentale	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?					
Mettre en place un accompagnement thérapeutique de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs		CLSPDR - PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	CLSPDR – Ville de Poissy	X	X	X	X
Santé	CMP - Psychologues libéraux		X	X	
Santé	CPAM		X		
Social	CAF		X		
Social	CIDFF	X	X	X	
Social	Association alternative	X	X	X	
Police-justice	Commissariat de police	X	X	X	
Réseau - Dispositif	FLORA - PLUVIC	X	X	X	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Suivi psychologique		Quel degré ? : Implication			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profil des partenaires mobilisés
Indicateur d'activité 2	- Nombre de 1 ^{er} accueil/écoute effectué -- Nombre de suivis psychologiques engagé
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des partenaires
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires

AXE 3 : SANTÉ ET AUTONOMIE (PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNÉRABLES)

Objectif 7. Poursuivre l'engagement fort de la commune concernant l'aide aux personnes âgées

FICHE-ACTION N°3.1			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Actions « sport santé et bien-être », « animation », « prévention » et « accompagnement social » de la Maison Bleue et de la Résidence pour Personnes Âgées Les Ursulines		
Porteur de l'action	CCAS de la ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Depuis 2015, la Ville de Poissy et son CCAS mettent en œuvre une nouvelle politique gérontologique favorisant le bien vieillir, basée sur une prévention active des risques liés au vieillissement, le repérage des fragilités des personnes et leur soutien en lien avec les partenaires locaux. Le maintien du lien social est un fil conducteur essentiel de l'action menée. Pour déployer cette politique, le CCAS gère deux structures spécifiques, la Résidence pour Personnes Âgées Les Ursulines (RPA) et la Maison Bleue.</p> <p>Installée en centre-ville près du marché, La Maison Bleue a ouvert le 30 janvier 2015. Elle propose un accueil simplifié des personnes retraitées et de leurs proches en un lieu unique. Elle permet l'information, l'instruction des dossiers d'aide sociale, les inscriptions aux animations, aux activités physiques adaptées, divers ateliers de prévention grâce à des équipements (cyber seniors, cuisine, espace de convivialité), le repérage des personnes fragiles et un accompagnement social. De plus, elle met à disposition ses locaux pour les partenaires France Alzheimer et le Pôle Autonomie Territorial, dans le cadre de l'aide aux aidants (groupes de paroles). Cette structure a d'emblée rencontré son public puisqu'elle accueille depuis l'ouverture en moyenne 1000 personnes par mois, plus ou moins autonomes.</p> <p>La Résidence Autonomie pour Personnes Âgées Les Ursulines (RPA) dispose de 69 logements pour personnes âgées autonomes. La structure occupe une surface totale de 4 458m² et se décompose ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une surface privative de 2 908.35m² (dévolue aux logements privés), ▪ Une surface collective de 1549.65m², ▪ La surface extérieure est de 2468 m² (parking, jardins). <p>Au-delà même de sa fonction d'hébergement, cette structure ouverte sur la ville est un espace de socialisation et de prévention des risques liés au vieillissement des personnes âgées de la commune (résidents ou non). Ils peuvent y prendre un repas équilibré du lundi au vendredi midi pour une somme modique et participer à des activités. Les grands salons climatisés permettent une complémentarité avec les espaces d'animation de la Maison Bleue. La RPA a fait l'objet d'une restructuration interne en 2015/2016 qui lui permet à présent de répondre aux nouveaux enjeux d'une Résidence Autonomie.</p> <p>Ces deux structures ont notamment pour objectifs communs de répondre aux besoins exprimés de lutte contre la perte d'autonomie et l'isolement social, en proposant aux personnes âgées de la ville des actions d'animation, d'accompagnement social et de prévention.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON

DESCRIPTION DE L'ACTION	
Objectif spécifique	Poursuivre l'engagement fort de la commune concernant l'aide aux personnes âgées
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des actions de prévention « santé » en s'appuyant notamment sur les lieux ressources « Maison bleue » et « Résidence Autonomie les Ursulines » Renforcer le lien social afin de lutter contre l'isolement Renforcer la prévention de la perte d'autonomie
Public cible	Personnes âgées
Déroulé de l'action	<p>La Maison Bleue propose une fonction d'accueil, d'accompagnement social, d'interventions à domicile, d'animation, d'aide à la mobilité et de prévention.</p> <p>L'accompagnement social des aînés est assuré par un travailleur social. Elle intervient lorsque la situation ne relève plus des compétences des agents d'accueil. Elle exerce des actions de prévention, d'accompagnement social et administratif, et travaille en coordination avec l'ensemble de l'équipe de la Maison Bleue, du CCAS, en partenariat notamment avec le Pôle Autonomie Territorial, la MAIA, les services d'aide à domicile, etc. L'assistante sociale peut recevoir les seniors dans son bureau ou les rencontrer à leur domicile. Le travailleur social de la Maison Bleue effectue systématiquement une visite à domicile d'évaluation auprès des personnes identifiées par l'équipe de bénévoles mise en place.</p> <p>Concernant l'animation, trois agents de la Maison Bleue proposent tout au long de l'année des activités et des sorties pour tous les seniors de la commune de plus de 60 ans. Ces moments de convivialité peuvent être d'ordre culturel, manuel, de santé, sportif, de loisir, etc. Selon les événements et pour garantir l'accessibilité, la richesse, la diversité et la sécurité des actions, une collaboration avec différents partenaires est mise en place. Ces actions qui mobilisent un grand nombre de seniors, permettent de nouer des relations de confiance qui favorisent le repérage des personnes en situation de fragilité et l'orientation vers le travailleur social.</p> <p>En matière de prévention, Le Centre communal d'Action sociale (CCAS), et plus particulièrement la Maison Bleue, souhaite mettre en place une démarche globale de prévention de la perte d'autonomie, se traduisant par un certain nombre d'actions proposées aux personnes âgées (ou en direction de), sur plusieurs <u>thématiques</u> : l'accompagnement du passage à la retraite ; l'aide aux aidants (à travers les groupes de paroles mis en place par les partenaires) ; la lutte contre l'isolement ; l'accès aux outils du numérique ; la mobilité ; le repérage des fragilités ; le sport santé et bien-être.</p> <p>Le sport/activité physique, santé et bien-être fait l'objet d'un projet spécifique comportant 10 actions : Aquagym (objectif de 4 à 5 séances de 45 minutes par semaine) ; Atelier équilibre (prévention des chutes, 2 ateliers d'1h00 par semaine, 64 séances) ; Danse de salon (équilibre, mémoire et lien social : 4 séances d'1h30 par semaine) ; Gymnastique (tonus musculaire, équilibre, bien-être et lien social : 8 séances d'1h00 par semaine) ; Marche nordique (endurance, équilibre, bien-être et lien social : 1 sortie d'1h30 par semaine) ; Randonnée (tonus musculaire et endurance, équilibre, bien-être et lien social : 1 sortie de 7 à 8km par mois) ; Natation (Tonus musculaire et endurance, soulagement des maux liés au vieillissement, lien social : 1 séance de 45mn par semaine) ; Renfort santé individuel (accès gratuit aux piscines, 3 créneaux d'1h00 par semaine) ; ; Relaxation (bien-être : 3 séances d'1h00 par semaine) ; Yoga (souplesse, soulagement des maux liés au vieillissement, bien-être et lien social : 6 séances d'1h00 par semaine).</p> <p>Le projet d'établissement 2020/2025 de la Résidence Autonomie les Ursulines se positionne sur 3 thèmes structurants, l'hébergement, l'accompagnement social et la prévention / animation.</p>

<p>L'accompagnement social fait l'objet de 4 actions en développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer le droit de la personne de bénéficier d'un accompagnement adapté à ses spécificités, à ses besoins et à l'évolution de sa situation (organisation à déterminer, entretien individuel, réunion de synthèse, support à concevoir...) ; ▪ Contribuer à un meilleur accueil des nouveaux résidents - Favoriser l'adaptation du nouveau lieu de vie par des résidents volontaires dans le premier mois (résidents volontaires pour l'accueil des nouveaux résidents, visite accompagnée, pochette d'accueil...) ; ▪ Répondre à un besoin matériel d'un résident pour une aide ponctuelle (courses, ménage, toilettes, vitres...) (Alerte, Evaluation de l'autonomie et des besoins, plan d'aide) ; ▪ Répondre à une problématique sociale, administrative, financière (alerte, rdv pour évaluation sociale de la situation). <p>La prévention de la perte de l'autonomie et de l'isolement fait l'objet de 4 actions en développement, basées sur de l'animation :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Créer et/ou améliorer le lien entre les résidents et l'extérieur (ouverture de certaines activités à des personnes de l'extérieur, développement des échanges avec d'autres structures d'hébergement, écoles, centres de loisirs...) ; ▪ Développer l'animation par de nouvelles actions (sorties, ateliers, réunions d'expression des souhaits d'animation...) ; ▪ Lutter contre le sentiment de solitude des personnes âgées (rénovation de chambres d'hôtes pour en faire deux logements étudiants / handicap, animations le week-end y compris pour personnes extérieures...) ; ▪ Instaurer une dynamique d'équipe dans un objectif d'amélioration de la qualité de travail et d'amélioration de l'ambiance de travail (charte des relations, formations pour plus de polyvalence...). <p>L'hébergement fait l'objet de 3 actions en développement :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuivre l'aménagement de l'intérieur de la résidence et mettre en place les travaux de rénovation afin d'améliorer le bien-être des résidents afin de mieux s'approprier les espaces communs. ▪ Améliorer la sécurité en aménageant les espaces pour les rendre toujours plus accessibles. ▪ Essayer de répondre à la problématique sociale, administrative, financière d'un point de vue hébergement afin de faciliter la trajectoire résidentielle des personnes âgées de la commune. <p>L'objectif est ici de poursuivre et renforcer l'ensemble de ces actions « accompagnement social », « animation » et « prévention » portées par les deux structures gérées par le CCAS de Poissy en développant les relations avec les partenaires santé du territoire.</p>			
Lieu de l'action : Maison Bleue - Résidence les Ursulines		Territoire : Tout le territoire du CLS	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?			OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION			
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social		
Thème 1	Santé et autonomie des personnes âgées	Si autre	
Thème 2	Service / Etablissement médico-social	Si autre	
Thème 3	Activité physique	Si autre	

A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Créer les conditions d'habitat, de logement, et d'hébergement favorables à la santé des publics les plus fragiles					
Articulation avec les autres dispositifs		Futur Dispositif d'appui à la coordination (DAC)			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	CCAS – Maison bleue- RA Les Ursulines	x	x	x	x
Social	Pôle Autonomie Territorial		x		
Social	Service d'aides à domicile	x	x	x	
Santé	Maison Sport Santé et Centre PrescriForme de St Germain en Laye, associations CDOS, UFOLEP, ASM, ateliers du PRIF		x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Interactivité dans certaines actions proposées			Quel degré ? : implication		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre et type d'actions « sport santé et bien-être », « animation », « prévention » et « accompagnement social » réalisées				
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profils des bénéficiaires des actions				
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires				
Indicateur de résultat 2	- Impact sur le lien social et la perte d'autonomie (observations)				

FICHE-ACTION N°3.2			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Action « aide à la mobilité » du CCAS		
Porteur de l'action	CCAS de la ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>La ville de Poissy a développé une large politique sur la gérontologie, favorisant le bien vieillir. Différentes actions sont en faveur de faciliter l'autonomie des personnes âgées.</p> <p>La question de la mobilité, et notamment celle de l'accessibilité physique aux services de la cité, dont l'offre de santé pour les personnes âgées isolées et/ou en perte d'autonomie, est en enjeu qui a été jugée important au regard du contexte et de la situation de certaines personnes ne disposant pas d'un entourage familial ou amical pour les véhiculer.</p> <p>Depuis août 2018, la ville de Poissy adhère au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés. La démarche VAdA a pour objectif le développement de bonnes pratiques en matière d'accessibilité et de pratiques inclusives liées à l'âge, et s'appuie sur 8 thématiques afin d'accompagner les territoires, dont celle du transport et de la mobilité.</p> <p>En matière de diagnostic, 12 réunions de quartier sous forme de Focus Groupe ont été mises en place entre avril et novembre 2019 : 83 participants dont 33,7 % de seniors de + 80 ans. Parmi les principaux axes d'amélioration souhaités, nous trouvons celle de faciliter la mobilité des Séniors.</p> <p>La ville de Poissy, par l'intermédiaire de son CCAS et de la Maison Bleue, s'est donc emparée de cette problématique pour analyser et questionner les différents dispositifs de transport adapté déjà mis en place.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Poursuivre l'engagement fort de la commune concernant l'aide aux personnes âgées		
Objectif(s) opérationnel(s)	Renforcer le lien social afin de lutter contre l'isolement Aider à la mobilité des personnes âgées et des personnes à mobilités réduites		
Public cible	Personnes âgées et/ou à mobilité réduite		
Déroulé de l'action	<p>Le CCAS de la ville de Poissy met l'accent sur la facilitation de la mobilité des personnes âgées avec trois dispositifs complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ La Navette Bleue : transport collectif spécifique aux Aînés, gratuit, selon un itinéraire et des horaires fixes reliant les différents quartiers au centre-ville. Le CCAS dispose de deux Navettes bleues qui font le trajet en sens inverse, permettant d'offrir davantage de passages. ▪ Le minibus : effectue sur rendez-vous le transport d'une ou plusieurs personnes, gratuitement, vers des lieux d'animation et vers le marché. Le minibus permet aux aînés n'ayant pas d'arrêt de la Navette Bleue proche de chez eux de pouvoir se déplacer et rester actifs dans la vie de la commune. ▪ Le transport individuel accompagné vient compléter l'offre depuis novembre 2016 par un transport à la demande pour des personnes en perte d'autonomie. Ce dispositif fonctionne dans un partenariat entre le CCAS, l'Unité Locale de la Croix Rouge Française et grâce à un mécénat de la Fondation d'Entreprise PSA et un don du Lions Club Doyen de Poissy. Ce dispositif permet aux personnes ne pouvant ni utiliser la Navette Bleue ni le minibus de conserver une vie sociale, de faciliter leur accès aux soins, de lutter contre l'exclusion et de participer aux instants collectifs, comme par exemple, le Banquet des aînés ou la Journée du Maire, qui sont des temps forts partagés. 		

<p>Depuis 2018, il y a une volonté d'ouvrir la question de la mobilité à celle de l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (avec ouverture sur le champ du handicap : cf. FA 3.5).</p> <p>Depuis le début de l'année 2021, l'offre de transport adapté est en cours d'évolution. En effet, il apparaît qu'une offre plus adaptée et plus flexible pourrait être proposée, favorisant le transport à la demande, quelle que soit la zone d'habitation, avec des horaires élargis.</p> <p>Ces réponses adaptées aux personnes ayant des difficultés à se déplacer en raison de leur âge et leur situation sociale (incapacité de conduire et/ou non possession d'un véhicule) et/ou d'isolement, apportent notamment des réponses à la problématique de l'accessibilité de l'offre de soins.</p> <p>Une articulation avec les lieux de soins, ambulatoires et hospitaliers, sur ces questions de mobilité et d'accessibilité physique, pourrait être envisagée, par le biais du GHTYN, des Maisons de santé et de la CPTS.</p>					
Lieu de l'action : Maison bleue			Territoire : Ville de Poissy		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Accès aux soins	Si autre			
Thème 2	Santé et autonomie des personnes âgées	Si autre			
Thème 3	Santé et autonomie des personnes handicapées	Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Accompagner la diffusion de technologies et d'organisations favorisant le maintien sur les lieux de vie des personnes vulnérables</p>					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	CCAS – Maison bleue	x	x	x	x
Santé	GHTYN – Maisons de santé - CPTS	x		x	
Social	Croix Rouge Française	x	x	x	x
Mécénat	Fondation d'Entreprise PSA		x		
Mécénat	Lions Club Doyen de Poissy		x		
Social	Ville (service garage)	x	x	x	x
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :		Quel degré ? :			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et types de dispositifs de transport mis en place
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profils des bénéficiaires - Rythme des rotations régulières – Nombre de rotation « à la demande » et type de trajet
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires
Indicateur de résultat 2	

Objectif 8. Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants

FICHE-ACTION N°3.3			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Accueil « handicap » à la Maison Bleue		
Porteur de l'action	CCAS de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>En 2019, 12 réunions de quartier sous forme de Focus Groupe ont été mises en place sur la ville entre avril et novembre 2019.</p> <p>Parmi les principaux axes d'amélioration évoqués par les participants, le souhait que la Municipalité apporte un regard plus attentif sur les problématiques liées au handicap s'est exprimé.</p> <p>Le diagnostic santé partagé réalisé fin 2020 a conforté l'identification de ce besoin, notamment le constat d'une information jugée incomplète concernant le champ du handicap, que ce soit pour le « grand public » que pour les familles aidantes.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants		
Objectif(s) opérationnel(s)	Proposer un accueil « personnes handicapées et aidants »		
Public cible	Personnes en situation de handicap et leurs proches aidants.		
Déroulé de l'action	<p>L'action consiste à assurer un accueil « handicap » au sein de la Maison Bleue, par le recrutement d'un Référent Handicap, dont les principales missions seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'accueil, l'écoute et l'orientation des personnes souffrant d'un handicap et de leurs proches aidants, dans un objectif de faciliter leur parcours de vie/santé ; ▪ Le recensement le plus exhaustif possible, des besoins des personnes en situation de handicap et d'une cartographie des acteurs œuvrant dans le champ du handicap ; ▪ La mise en place d'actions de prévention et de sensibilisation autour du handicap. 		
Lieu de l'action : La Maison bleue		Territoire : Ville de Poissy	
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?			NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION			
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé		
Thème 1	Santé et autonomie des personnes handicapées	Si autre	
Thème 2		Si autre	
Thème 3		Si autre	

A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?					
Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	CCAS – Maison bleue	x	x	x	x
Médico-Social	Conseil départemental – MDPH/structures filière « handicap »	x	x	x	
Santé	Professionnels de santé (CPTS)	x	x	x	
Autres	UNAFAM, APAJH 78, autres Associations d'aidants ou d'aides aux aidants Association d'usagers / de malades Handi Val de Seine, ASOIMEP	x	x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Information			Quel degré ? : Information		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »). 				
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profil des personnes accueillies				
Indicateur d'activité 2	- Typologie des demandes				
Indicateurs d'activité 3	- Nombre et type d'actions de prévention déployées (et Nombre de bénéficiaires)				
Indicateur de résultat 1	- Recrutement effectif du référent « handicap »				
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des publics accueillis				

FICHE-ACTION N°3.4			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Aide aux aidants - Offre d'accueil temporaire / dispositif de répit		
Porteur de l'action	CCAS – Maison Bleue – Accueil « handicap »	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic santé réalisé fin 2020 a mis en évidence un besoin d'accompagnement, de soutien administratif et de vie au quotidien des personnes souffrant d'un handicap et de leur entourage, aidants familiaux.</p> <p>Il a été souhaité que soit créer une offre spécifique aux personnes handicapées et à leurs proches ou aidants, marquant ainsi une volonté commune de travailler sur l'autonomie des personnes handicapées. L'accueil « handicap » à la Maison Bleue (cf. FA 3.3) apporte une réponse concrète à ce souhait.</p> <p>La problématique des « temps de répit » souvent nécessaire pour les aidants familiaux a aussi été débattue, avec notamment la quasi absence sur Poissy (mais aussi un fort déficit sur le département des Yvelines et plus globalement dans l'ensemble de la région parisienne) d'établissements proposant des Accueils Temporaires (AT étant une structure médicosociale, avec de l'internat, nécessitant une notification de la MDPH). Ces accueils temporaires sont des relais nécessaires pour permettre aux familles, qui peuvent être épuisées du fait de leur accompagnement d'une personne en situation de handicap, de souffler, et faciliter les progrès en matière d'autonomie pour les personnes concernées.</p> <p>Si la thématique centrale ici diagnostiquée est celle du répit des aidants et de l'accueil temporaire des personnes en situation de handicap, la problématique est en définitive plus large :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au-delà de la question du répit, c'est plus globalement celle de l'offre en matière d'aide aux aidants qui doit être ici interrogée et travaillée ; - Au-delà de la question du handicap, c'est celle de la perte d'autonomie, incluant le vieillissement, qui est ici abordée. 			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			NON
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants		
Objectif(s) opérationnel(s)	Développer des actions d'aide aux aidants		
Public cible	Proches aidants des personnes en perte d'autonomie Personnes en perte d'autonomie		
Déroulé de l'action	<p>Cette action s'inscrit dans les missions du référent « handicap » de la Maison Bleue (cf. FA 3.3).</p> <p>Il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans un premier temps de bien définir ce qu'est un « aidant » (notion qui souvent dépasse largement celui de l'entourage familial) afin de mieux cibler les personnes à informer et à accompagner ; - De réaliser un état des lieux de l'offre disponible d'accueil et d'hébergement pouvant permettre d'assurer un accueil temporaire (en USLD, en EHPAD...), et plus largement des dispositifs d'aide aux aidants mobilisables ; 		

	<ul style="list-style-type: none"> - D'assurer la diffusion de l'information (à la fois large et ciblée) concernant cette offre existante, en direction des aidants mais aussi par l'intermédiaire des professionnels au contact des personnes en situation de handicap et leurs aidants (médecins traitants par exemple), afin qu'il puisse assurer un relais entre « aidants » et l'accueil « handicap » de la Maison Bleue ; - De développer ou de renforcer les actions d'aide aux aidants existantes (ex : groupe de paroles « aidants » à la Maison Bleue), notamment en tenant compte des initiatives prises sur d'autres territoires et qui fonctionnent (modalités mises en place pour veiller à une forte participation des aidants) ; - De travailler sur les modalités concrètes de développement de l'offre en matière de répit, notamment avec les structures de proximité pouvant développer cette offre (ex : projet de résidence service porté par Handi Val de Seine). 				
Lieu de l'action : Maison Bleue		Territoire : Tout le territoire du CLS			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Santé et autonomie des personnes handicapées	Si autre			
Thème 2	Service / Etablissement médico-social	Si autre			
Thème 3	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Accompagner la diffusion de technologies et d'organisations favorisant le maintien sur les lieux de vie des personnes vulnérables</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		PAT/ DAC – CPTS - PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	CCAS – Maison Bleue	x	x	x	x
Médico-social	PAT/DAC/MAIA – Conseil départemental – Filière gériatrique – MDPH/structures filière « handicap »	x	x	x	
Santé	Professionnels de santé (CPTS)	x		x	
Autres	Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie du 78 UNAFAM, APAJH 78, autres Associations d'aidants ou d'aides aux aidants Association d'usagers / de malades Handi Val de Seine, ASOIMEP, France Alzheimer	x	x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : récepteurs et vecteurs d'informations			Quel degré ? : Information		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre : résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Réalisation effective de l'Etat des lieux et modes de diffusion de l'information
Indicateur d'activité 2	- Nombre et types d'actions d'aide aux aidants promues ou créées
Indicateur de résultat 1	- Augmentation des capacités d'accueil temporaire / dispositifs de répit
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des aidants

FICHE-ACTION N°3.5			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Revalorisation de la commission « accessibilité »		
Porteur de l'action	Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Le diagnostic réalisé fin 2020 a mis en évidence des problèmes d'accessibilité physique (notamment aux lieux de soins) pour les personnes à mobilité réduite, du fait de chaînes de déplacement rompus dans la ville.</p> <p>Au-delà de ces observations factuelles, c'est la problématique de « l'accessibilité dans la Cité » des personnes en situation de handicap physique et/ou psychique et/ou sensoriel qui a été évoquée, les questions « d'inclusion sociale » ayant aussi fait l'objet de retours lors du diagnostic.</p> <p>La ville de Poissy dispose d'une commission « accessibilité », animée par le service « urbanisme », et qui, aujourd'hui, est centrée essentiellement sur la question des aménagements nécessaires pour améliorer l'accessibilité physique, pour les personnes à mobilité réduite, à la voirie et aux bâtiments.</p> <p>Il semble nécessaire de relancer cette commission, tout en élargissant son domaine d'intervention à la question plus large de l'inclusion/accessibilité dans la Cité des personnes en situation de handicap.</p> <p>La notion « d'accessibilité universelle » doit alors être centrale concernant les travaux de la commission, permettant ainsi d'inclure l'ensemble des personnes éprouvant des difficultés de déplacement (ex : maman avec poussettes). L'accessibilité universelle est la caractéristique d'un produit, procédé, service, information ou environnement qui, dans un but d'équité et dans une approche inclusive, permet à toute personne de réaliser des activités de façon autonome et d'obtenir des résultats identiques.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			NON
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Renforcer l'offre d'accueil, d'écoute et d'accompagnement des personnes en situation de handicap et de leurs aidants		
Objectif(s) opérationnel(s)	Améliorer les conditions d'accessibilité/d'inclusion dans la Cité pour les personnes en situation de handicap		
Public cible	Personnes en situation de handicap Personnes dont l'état de vie entraînent des difficultés d'accessibilité dans la Cité		
Déroulé de l'action	<p>Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De préciser dans un premier temps l'objet de la Commission, en y intégrant l'ensemble des éléments constituant la thématique « accessibilité/inclusion dans la Cité » et prenant en compte la notion « d'accessibilité universelle » ; - D'ouvrir le portage et la composition de la Commission, en correspondance avec son nouvel objet « élargi », en veillant notamment à la participation des associations représentant les personnes en situation de handicap et/ou leur entourage ; - D'organiser avec ces partenaires des séances de travail dont l'objectif sera, en premier lieu, de décliner puis de mettre en place des actions concrètes visant à améliorer l'accessibilité/l'inclusion dans la Cité ; - De déployer des outils et méthodes ayant fait leur preuve en la matière : méthode APCU (Accéder-Pénétrer-Circuler-Utiliser), travail sur les cheminements réalisé par des start-up (Picto Access, StreetCo...), diagnostic en cheminant..., en valorisant les outils et méthodes les plus collaboratifs et interactifs ; - De s'inspirer aussi des initiatives prises par d'autres collectivités territoriales en la matière (ex : labellisation « Commune » handicap). 		

		Le travail de la commission s'effectuera en lien étroit avec la démarche VAdA (Villes amies des Aînés). La démarche VAdA a pour objectif le développement de bonnes pratiques en matière d'accessibilité et de pratiques inclusives liées à l'âge, et s'appuie sur 8 thématiques afin d'accompagner les territoires : le transport et la mobilité ; les espaces extérieurs et bâtiments ; l'habitat ; le lien social et solidarité ; la culture et les loisirs ; la participation citoyenne et l'emploi ; l'information et la communication ; l'autonomie, les services et les soins. De nombreuses actions sont menées sur la commune, en lien avec les habitants seniors (commission Villes Amies des Aînés avec 6 aînés du Conseil des Sages, conseils de quartier).			
Lieu de l'action : Ville de Poissy		Territoire : Tout le territoire du CLS			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé et autonomie des personnes handicapées	Si autre			
Thème 2	Approche urbaine de la promotion de la santé / EIS	Si autre			
Thème 3	Démarche participative (dont santé communautaire)	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Généraliser les démarches d'intégration de la santé dans l'urbanisme et l'aménagement					
Articulation avec les autres dispositifs		PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Aménagement	Ville de Poissy – Service « urbanisme »	x	x	x	x
Social	CCAS	x	x	x	x
Autres	Ville de Poissy : Différents services concernés par les questions d'inclusion sociale dans la Cité : emploi/économie – Culture – Santé - Social VAdA	x	x	x	
Autres	Associations d'usagers et d'aidants (UNAFAM, GEM...)	x		x	
Autres	PictoAccess – StreetCo		x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : démarche et outils collaboratifs et interactifs			Quel degré ? : implication		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et profils des membres de la commission
Indicateur d'activité 2	- Nombre et objet des réunions (niveau de participation)
Indicateur de résultat 1	- Mise en œuvre effective d'actions concrètes
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des usagers

Objectif 9. Accompagner les personnes vulnérables et isolées, vers le droit commun, la prévention et les soins

FICHE-ACTION N°3.6			
AXE STRATEGIQUE	AXE 3 : SANTE ET AUTONOMIE (PERSONNES AGEES, PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, PERSONNES VULNERABLES)		
Intitulé de l'action	Promotion du Point-Justice Accès aux droits sociaux liés à la santé		
Porteur de l'action	Pôle social de la Ville de Poissy	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Les dispositifs et structures existants ne sont pas bien identifiés sur Poissy. Il y a un manque de visibilité et de lisibilité de l'offre ressenti par les professionnels et le grand public, notamment en matière d'accès aux droits.</p> <p>Les publics les plus vulnérables, notamment ceux résidant dans les quartiers de la Politique de la ville, sont particulièrement concernés par ce déficit d'information et d'échanges sur l'accès aux droits (les personnes ne savent pas toujours à qui s'adresser et où). L'isolement (mère isolée par exemple) et la barrière de la langue sont des facteurs aggravants de ce déficit d'informations.</p> <p>Les professionnels des maisons de quartier ou centres sociaux, en contact avec ces personnes vulnérables, mais souvent peu formés à ces questions d'accès aux droits, ont des difficultés pour orienter les personnes en rupture de droits.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Accompagner les personnes vulnérables et isolées, vers le droit commun, la prévention et les soins		
Objectif(s) opérationnel(s)	Poursuivre l'accompagnement des personnes vulnérables concernant l'accès aux droits pour éviter les ruptures de parcours pour les personnes vulnérables		
Public cible	Personnes vulnérables et isolées - Personnes en rupture de Droits dans leur parcours de vie / de santé		
Déroulé de l'action	<p>L'accès aux droits afin d'éviter les ruptures dans les parcours de vie et de santé est une des missions du Pôle social du CCAS de Poissy.</p> <p>Anciennement « Point d'accès aux Droits », Le point-justice de Poissy est un lieu d'accueil, d'orientation et d'information sur les droits et obligations.</p> <p>Une orientation peut vous être proposée vers l'interlocuteur adapté à vos besoins (juristes d'associations, professionnels du droit, médiateur, conciliateur, psychologue pour l'aide aux victimes...).</p> <p>Des permanences d'informations et/ou de consultations juridiques et des prestations d'aide dans les démarches administratives ou juridiques y sont assurées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avocats, huissiers et notaires, - Associations CIDFF 78, GSTM, Cresus et UFC que Choisir, ADIL - Conciliateur de justice, - Ecrivain public, - Délégué du défenseur des droits. <p>Toutes ces prestations sont gratuites et confidentielles.</p> <p>Le Point-Justice est basé sur un partenariat entre la ville de Poissy et le CDAD 78 (conseil départemental d'accès au droit) et des conventions passées entre le CCAS et des associations.</p>		

<p>Cette action vise à faire mieux connaître le Pôle Social et notamment le Point-Justice aux habitants les plus vulnérables, notamment dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville, en s'appuyant sur les structures de quartiers (Maisons de quartier et Centres sociaux, associations locales), les agents de ces structures pouvant alors être un relais de communication, à travers une information individuelle et collective auprès des habitants fréquentant leurs structures.</p> <p>Un travail de communication plus large, à travers la diffusion d'une plaquette ou d'un flyer (par exemple disponible dans les salles d'attente des professionnels de santé, via la CPTS), et un affichage urbain (en partenariat avec le service « communication » de la ville), compléterait cet effort de promotion du Point-Justice.</p> <p>La délocalisation du point justice (sous formes de permanences) dans les QPV sera mise à l'étude (démarche « d'aller vers »).</p> <p>Dans le cadre de la mission « accès aux droits » du Pôle social, un partenariat avec l'Assurance maladie (CPAM, CRAMIF), les services sociaux du Conseil départemental et la Permanence d'accès aux soins de santé (PASS) du Centre hospitalier intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (cf. FA 1.6) permettrait que soit renforcé sur la ville l'accompagnement d'accès aux droits sociaux liés à la santé.</p> <p>Une fonction de « médiation en santé » au sein du point justice pourrait être envisagée.</p>					
Lieu de l'action : Pôle Social Simone Veil (Point-Justice) – Maisons de quartier – Centres sociaux, Associations locales.		Territoire : tout le territoire du CLS			
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Système de santé				
Thème 1	Accès aux droits	Si autre			
Thème 2	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre			
Thème 3		Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?					
Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Social	Pôle social			x	x
Social	CDAD		x		x
Social	Centres sociaux – Maisons de quartier	x	x	x	
Social	Associations locales sur les QPV	x	x	x	
Santé	PASS hospitalière – CPAM – CRAMIF - CPTS		x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					NON
Si oui, précisez :		Quel degré ? :			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et type de supports de communication utilisés/diffusés
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profils des personnes orientées par les CS et MQ vers le Point-Justice
Indicateurs d'activité 3	- Formation de médiateur(s) en santé
Indicateurs d'activité 4	- Nombre d'orientations vers le système de santé et types de structures santé vers lesquelles sont faites les orientations, voire mises en relation
Indicateur de résultat 1	- Partenariat effectif (et niveau de satisfaction des partenaires)
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des personnes orientées et/ou reçues dans le cadre de permanences d'accès aux droits sociaux liés à la santé

AXE 4 : SANTÉ ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX

Objectif 10. Intervenir sur les risques sanitaires liés aux conditions de logement

FICHE-ACTION N°4.1			
AXE STRATEGIQUE	AXE 4 : SANTE ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX		
Intitulé de l'action	Actions d'information et de sensibilisation « santé et logement » auprès des locataires et propriétaires		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Service « Environnement » - Pôle social	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Parmi les problématiques relevées lors du diagnostic santé participatif de fin 2020, les dégradations de la santé (ou risques) en lien avec des situations de vie dans certains logements ont été évoqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Insalubrité / incurie (constatées par le services d'hygiène et de sécurité) : humidité excessive dans certains logements (problèmes d'étanchéité avec infiltrations, condensations, manque de ventilation, moisissures, problèmes d'isolation thermique...) ; risques sanitaires particuliers et sécurité (plomb, amiante, réseau d'électricité ou de gaz...) ; présence de nuisibles dans certains appartements et dans les parties communes (blattes, rongeurs, punaises de lit) ; des situations d'incurie avec mise en danger des occupants et des voisins. ▪ Qualité de l'air intérieur : l'utilisation d'appareils de chauffage produisant du Monoxyde de carbone ; un manque de sensibilisation des résidents sur les « bons gestes » de gestion de l'air intérieur. <p>Globalement, ce sont des modes de vie inadaptés au logement, et une méconnaissance des locataires de l'impact sur leur santé de ces situations et comportements (avec parfois barrage de la langue) qui ont été constatés.</p> <p>Sur ce sujet, l'implication de la population est apparue essentielle pour une acceptation sociale et un accompagnement au changement, notamment par des actions d'information et de sensibilisation des habitants.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Intervenir sur les risques sanitaires liés aux conditions de logement		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> - Intervenir sur la problématique des logements insalubres - Développer des actions de prévention / sensibilisation / médiation en lien avec les comportements inadaptés sources de dégradation des conditions sanitaires dans les logements 		
Public cible	Locataires et propriétaires (parc public et privé)		
Déroulé de l'action	<p>Il s'agit dans un premier temps de recenser l'ensemble des initiatives et supports de sensibilisation « santé et logement » d'ores et déjà déployés sur le territoire communal, notamment par les bailleurs sociaux.</p> <p>Si nécessaire, un travail collaboratif de production d'un support unique et complet sur cette thématique pourra être mis en place, en s'appuyant sur les connaissances des partenaires experts en santé publique (GHTYN, Service communal d'hygiène et de sécurité), les relais de diffusion possibles (bailleurs sociaux, CCAS, syndicats de copropriétés...) et le service « communication » de la ville de Poissy.</p> <p>Les actions d'informations et de sensibilisation pourront prendre des formes différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Information « grand public » par distribution des supports (ou du support unique) dans certains lieux (ex : marché du samedi matin), et/ou la réalisation d'une exposition temporaire ; 		

<p>▪ Information/sensibilisation « ciblée » : animation « pied d'immeuble », appartement témoin, privilégiant une façon ludique d'interpeller les résidents sur ce sujet.</p> <p>Des liens seront faits avec les projets à visée environnementale et écologique, notamment autour des questions des consommations dans le logement (eau, électricité), à l'image du projet de « plomberie solidaire » développé avec l'appui du groupe Suez (en partenariat avec la ville de Poissy).</p> <p>A l'image de ce projet, les actions collectives d'information et de sensibilisation « santé et logement » pourraient donner lieu à des actions plus individuelles, de diagnostic, de réparation et de médiation.</p>					
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : Tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					NON
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Air intérieur	Si autre			
Thème 2	Habitat indigne	Si autre			
Thème 3	Précarité énergétique	Si autre			
<p>A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ?</p> <p>Créer les conditions d'habitat, de logement, et d'hébergement favorables à la santé des publics les plus fragiles</p>					
Articulation avec les autres dispositifs		Dispositif CD78 – PRSE			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
	Ville de Poissy – Pôle social – Service environnement	x	x	x	x
Social	Conseil départemental 78	x	x	x	
Santé	GHTYN - CHIPS		x	x	
Logement	Service communal d'hygiène et de sécurité (SCHS)	x	x	x	
Logement	Bailleurs sociaux – Syndics de copropriétés	x	x	x	
Urbanisme	Ville de Poissy : service urbanisme	x	x	x	
Autre	Ville de Poissy – Service communication -		x	x	
Autres	Suez – Energie solidaire		x	x	
Politique de la ville	Ville de Poissy – GUP - Référents de quartier	x	x	x	
Autres	Amical de locataires – Conseil citoyens – Associations locales	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : Participation des Conseil citoyens et des « Amical de locataires »			Quel degré ? : partenariat		

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre et type de supports recensés – créés - diffusés
Indicateur d'activité 2	- Nombre et types/lieux d'actions réalisées – Nombre et profils des participants
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des partenaires
Indicateur de résultat 2	- Niveau de satisfaction des bénéficiaires des actions - Modification des comportements

FICHE-ACTION N°4.2			
AXE STRATEGIQUE	AXE 4 : SANTE ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX		
Intitulé de l'action	Gestion des situations complexes « santé et logement »		
Porteur de l'action	Pôle social	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>En 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La part des résidences principales à Poissy (92,2 %) est supérieure à tous les territoires de comparaison. A l'inverse la part des résidences secondaires à Poissy (1,9%) est donc inférieure à tous les territoires de comparaison (Département, Région et France métropolitaine). La part des logements vacants à Poissy (5,9 %) est également inférieur à tous les autres territoires de comparaison. La part des locataires à Poissy (55,5%) est supérieure à celles du département des Yvelines (38,9%), de la région Ile de France (50,2 %) et de la France métropolitaine (40,2 %). <p>En 2013 (absence de données plus récentes), moins de 2% des logements de Poissy constituaient des PPPI (Parcs privés potentiellement indignes).</p> <p>Parmi les problématiques relevées lors du diagnostic santé participatif de fin 2020, les dégradations de la santé (ou risques) en lien avec des situations de vie dans certains logements ont été évoqués :</p> <ul style="list-style-type: none"> Insalubrité / incurie (constatées par les services d'hygiène et de sécurité) : humidité excessive dans certains logements (problèmes d'étanchéité avec infiltrations, condensations, manque de ventilation, moisissures, problèmes d'isolation thermique...) ; risques sanitaires particuliers et sécurité (plomb, amiante, réseau d'électricité ou de gaz...) ; présence de nuisibles dans certains appartements et dans les parties communes (blattes, rongeurs, punaises de lit) ; des situations d'incurie avec mise en danger des occupants et des voisins. Troubles psychiques / mentaux dans le logement : problèmes d'accès et de maintien dans le logement des personnes en souffrance psychique, troubles de voisinage, syndrome de Diogène... <p>Face à des situations très souvent complexes car multifactorielles, les bailleurs se trouvent en difficultés. L'amélioration de la coordination entre les bailleurs sociaux, les professionnels de santé (dont la psychiatrie), le Service d'hygiène et de sécurité de la ville et les services sociaux afin d'apporter une réponse globale et coordonnée aux situations les plus complexes semble nécessaire.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Intervenir sur les risques sanitaires liés aux conditions de logement		
Objectif(s) opérationnel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Intervenir sur la problématique des logements insalubres Gérer de façon collégiale les situations complexes de troubles psychiques/psychologiques dans le logement (ex : Diogène) 		
Public cible	Personnes isolées ou familles étant confrontées à des situations dégradées dans leur logement ayant (ou pouvant avoir) un impact négatif sur leur santé ou sur celle de leur entourage.		

Déroulé de l'action	<p>Il s'agit de veiller à prendre en charge des situations complexes, multifactorielles, dont la problématique de maintien dans le logement des personnes et foyers en difficultés reste un objectif partagé.</p> <p>Pour cela, et afin de ne pas multiplier les espaces de concertation, il est envisagé de relancer le réseau local RESAD (Réunions d'Evaluation des Situations d'Adultes en difficulté), et de l'élargir à de nouveaux partenaires afin que la thématique « santé mentale et logement » soit bien prise en compte : : cette instance a vocation à constituer la « cellule de gestion des cas complexes » d'un futur CLSM (cf cahier des charges régional et Fan°1.8)</p> <p>Le RESAD est un espace partenarial de présentation de situations individuelles concrètes, pouvant être suivies d'une prise en charge collective (effectuée hors RESAD).</p> <p>Afin de pouvoir aborder ces situations complexes, il sera nécessaire de mobiliser au sein du RESAD :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ des bailleurs sociaux, ▪ le Service communal d'hygiène et de sécurité (SCHS) qui dispose des compétences de l'ARS en matière de lutte contre l'habitat insalubre, ▪ des professionnels de santé, notamment du secteur psychiatrique (CMP), ▪ les services sociaux (de la ville et du Département). <p>En fonction des situations, d'autres partenaires pourront être sollicités (police, pompiers, SAMU social, service de tutelles-curatelles, UDAF, structures spécialisées en addictologie, DAC, SAMSAH, SAVS, UNAFAM, GEM...).</p> <p>Le lien sera fait avec les actions visant à la déclinaison du PTSM sur le territoire communal (cf FA N°1.7), un des objectifs du projet étant la gestion coordonnée des situations individuelles complexes. L'appui de l'équipe mobile en projet dans le cadre du PTSM sera d'une certaine utilité sur cette action, les liens seront faits avec celle-ci.</p> <p>Les situations présentées en commission sont uniquement celles dont les premières tentatives « isolées » de réponses ont échoué (déné de la situation par les résidents ou par l'entourage familial), et dont la complexité nécessite des modalités de prise en charge coordonnée, prenant en compte la situation du foyer dans sa globalité.</p> <p>Les principes de base concernant le fonctionnement de cette instance de coordination sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ en commission plénière (RESAD) : présentation de nouvelles situations et définition d'un plan d'action commun ; point d'information sur les situations suivies de façon anonyme et réajustement du plan d'action si besoin ; temps d'échanges de pratique ; temps de production des outils et supports de la commission ; ▪ en réunion de suivi (hors RESAD) : réunions mobilisant seulement les professionnels concernés par la situation organisée à leur initiative pour la mise en œuvre du plan d'action (définition d'une stratégie d'intervention commune) : désignation d'un « référent » de la situation. <p>Afin de veiller à l'engagement des partenaires concernant la mobilisation effective des moyens nécessaires à la gestion coordonnée des situations présentées, une Charte d'engagement sera produite et signée par l'ensemble des partenaires du réseau.</p>
Lieux de l'action : Différents lieux d'accueil des réunions RESAD	Territoire : Tout le territoire du CLS
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?	
OUI	

TYPOLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs psychosociaux et environnement social				
Thème 1	Santé mentale	Si autre			
Thème 2	Habitat indigne	Si autre			
Thème 3	Intervention globale pour personne en difficulté sociale	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Offrir des dispositifs d'appui aux parcours complexes					
Articulation avec les autres dispositifs		PTSM			
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Santé	Professionnels de santé (CPTS) - Secteurs de psychiatrie adulte et de gériatrie		x	x	
Logement	Bailleurs sociaux – Service communal d'hygiène et de sécurité (SCHS)	x	x	x	x
Social	CCAS – Conseil départemental – Centres sociaux	x	x	x	
Médico-social	SAVS - SAMSAH	x		x	
Autres	Police, pompiers, SAMU social, service de tutelles-curatelles, structures spécialisées en addictologie, DAC, SAMSAH, SAVS, UNAFAM, GEM	x		x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : présence de structures associatives représentant les usagers et les familles (UDAF, UNAFAM, GEM...)			Quel degré ? : partenariat		
SUIVI ET EVALUATION					
Indicateurs de processus	Entretiens annuels avec les partenaires du réseau, avec analyse des éléments facilitateurs, résistances humaines et organisationnelles, obstacles techniques et matériels concernant le fonctionnement du réseau (commission plénière et réunions de suivi).				
Indicateur d'activité 1	Nombre de séances en séances plénières, nombre et qualité des participants				
Indicateur d'activité 2	Nombre et types de situations présentées				
Indicateur de résultat 1	Analyse des principales démarches réalisées				
Indicateur de résultat 2	Satisfaction des acteurs concernant la mobilisation des structures et services				
Indicateur de résultat 3	Nombre de situations ayant obtenu des réponses.				

Objectif 11. Améliorer les conditions sanitaires dans l'espace public

FICHE-ACTION N°4.3			
AXE STRATEGIQUE	AXE 4 : SANTE ET CONTEXTES ENVIRONNEMENTAUX		
Intitulé de l'action	Actions de prévention et sensibilisation à la gestion des déchets		
Porteur de l'action	Ville de Poissy – Service «Environnement »	Début : 2021	Fin : 2022
JUSTIFICATION DE L'ACTION			
<p>Les problématiques relevées lors du diagnostic santé de fin 2020 en termes de santé environnementale concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le logement (insalubrité, impacts sanitaires liés aux comportements inadaptés, troubles psychiques/mentaux, Diogène), - Les nuisances et pollutions (pollution diffuse des sols en surface, nuisances sonores, pollution de l'air liée au transport et à l'activité industrielle), - La mobilité (transport, mobilité active), - Le cadre de vie, et particulièrement la gestion des déchets, et la lutte contre les nuisibles, <p>Concernant la gestion des déchets, il a été plus particulièrement évoqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'existence de dépôts sauvages, la présence de déchets sur la voie publique (notamment mégots et masques) ; - Des problèmes d'équipements collectifs (dispositifs d'évacuation des déchets, des eaux usées et raccordement, mauvaise utilisation des bornes enterrées) ; - Un manque de dispositifs innovants et d'accompagnement pour une meilleure acceptation sociale et maturité collective sur la question de la gestion des déchets. <p>Sur ces sujets, l'implication de la population est apparue essentielle pour une acceptation sociale et un accompagnement au changement, notamment par des actions de prévention et de sensibilisation des habitants à la gestion des déchets.</p>			
La problématique de l'action est-elle intégrée dans le volet santé du contrat de ville ?			OUI
Parmi ces éléments, des inégalités sociales et territoriales de santé ont-elles été repérées ?			OUI
DESCRIPTION DE L'ACTION			
Objectif spécifique	Améliorer les conditions sanitaires dans l'espace public		
Objectif(s) opérationnel(s)	Intervenir (y compris de façon préventive) sur la gestion des déchets et éviter la prolifération des nuisibles		
Public cible	Habitants de Poissy		
Déroulé de l'action	<p>La thématique déchets est bien plus complexe qu'elle n'y paraît et gagnerait à être mise en avant de façon plus lisible pour la population. Tous les dispositifs et autres initiatives ne pourront avoir de réelles valeurs ajoutées que par l'acceptation sociale, l'accompagnement du changement et l'implication de la population.</p> <p>Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une part de mobiliser les professionnels de santé sur des actions de sensibilisation et la compréhension des comportements. - D'autre part de proposer aux habitants des actions concrètes de prévention et de sensibilisation sur la gestion des déchets. 		

	De façon opérationnelle : <ul style="list-style-type: none"> - Il s'agit donc de poursuivre et renforcer l'action « nettoyage citoyen dans les quartiers » portée par le service « environnement » ville de Poissy. - D'autres actions de proximité pourraient être envisagées, en s'appuyant notamment sur les structures de quartier (centres sociaux et maisons de quartier), les bailleurs sociaux et la Gestion urbaine de proximité (GUP), autour de la question « santé et cadre de vie » qui permettrait de remettre dans un contexte global du « bien-être » dans son quartier la question des déchets et des nuisibles. - En complément, les actions de sensibilisation à la gestion des déchets auprès des jeunes, en milieu scolaire, pourraient être renforcées. Le Conseil municipal juniors pourrait être aussi mobilisé sur ces actions. 				
Lieu de l'action : Ville de Poissy			Territoire : tout le territoire du CLS		
L'action est-elle déjà mise en œuvre (préexistante à la dynamique CLS) ?					OUI
TYPLOGIE ET THEMATIQUE DE L'ACTION					
Déterminant(s) visé(s)	Facteurs comportementaux (style de vie)				
Thème 1	Nuisances environnementales (sites pollués, air, bruit)	Si autre			
Thème 2	Démarche participative (dont santé communautaire)	Si autre			
Thème 3	Approche urbaine de la promotion de la santé / EIS	Si autre			
A quel projet du schéma régional de santé 2018-2022 l'action contribue-t-elle principalement ? Développer le pouvoir d'agir des habitants par l'information de proximité					
Articulation avec les autres dispositifs					
PARTENAIRES DE L'ACTION ET PARTICIPATION					
Secteur	Partenaire	Analyse des besoins	Mobilisation des ressources	Mise en œuvre	Co-pilotage
Environnement	Service « environnement » de la Ville de Poissy	x	x	x	x
Social	Centres sociaux – Maisons de quartiers	x		x	
Logement/habitat	Bailleurs sociaux	x		x	
Politique de la ville	Gestion urbaine de proximité	x		x	
Education	Education nationale – Etablissements scolaires	x	x	x	
Une démarche participative est-elle mise en œuvre afin d'associer les habitants à l'action ?					OUI
Si oui, précisez : participation citoyenne au ramassage des déchets		Quel degré ? : Implication			

SUIVI ET EVALUATION	
Indicateurs de processus	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre: résistances humaines ou organisationnelles, obstacles matériels ou techniques... ; - Eléments facilitateurs dans la mise en œuvre : partenariat, moyens humains et techniques... ; - Ajustements éventuellement réalisés en cours de réalisation ; - Effets / impacts inattendus (peuvent apparaître aussi en « Evaluation des résultats »).
Indicateur d'activité 1	- Nombre, lieux et type d'actions menés (ramassage citoyen, sensibilisation en structures de proximité, sensibilisation en milieu scolaire)
Indicateur d'activité 2	- Nombre et profil des participants / bénéficiaires
Indicateur de résultat 1	- Niveau de satisfaction des participants / bénéficiaires
Indicateur de résultat 2	- Acquisition de connaissances, modifications des pratiques et des habitudes de vie
Indicateurs de résultat 3	- Evolution quantitative des dépôts sauvages dans un territoire donné

3) Annexe 3 : Liste des participants à l'élaboration du CLS

Associations d'habitants, d'usagers et de patients et associations de prévention

- APF France Handicap Yvelines - Groupe relais Montigny-le-Bretonneux
- APF France Handicap Yvelines - Groupe relais Poissy
- Groupe d'entraide mutuelle (GEM) Arc-en-Ciel
- Unions Départementales des Associations Familiales
- Odyssée pour la terre
- Ligue contre le Cancer – Comité des Yvelines
- Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers - Ile de France
- Planning familial 78

Etablissements de santé et médico-sociaux, structures et dispositifs ambulatoires, professionnels libéraux

- Centre Hospitalier Intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (CHIPS)
- Centre Hospitalier Intercommunal de Meulan - les Mureaux
- Centre Médico-Psychologique Infantile (CMPI) Psychiatrie infanto juvénile - 2ème secteur
- Maison des Adolescents (MDA) Yvelines Nord
- Institut médico-éducatif (IME) ASOIMEEP
- Institut médico-éducatif (IME) de Poissy
- Institut médico-éducatif (IME) et Hôpital de jour (HDJ) de Poissy
- Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) La Grange Saint-Louis
- Maison de Santé Pluridisciplinaire La Collégiale - Communauté professionnelle territoriale de santé (CPTS) Nord Est 78
- Service d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) La Harpe
- Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAD) Alliance Vie

Collectivités et dispositifs rattachés :

- Ville de Poissy
- Territoire d'action départemental (TAD) Seine Aval
- Centre communal d'action sociale (CCAS) de Poissy : Maison Bleue, Pôle Social et Résidence Autonomie
- Méthode d'Action pour l'Intégration des Services d'Aides et de Soins dans le Champ de l'Autonomie (MAIA) Yvelines NORD OUEST SEINE AVAL
- Commissariat de Poissy
- Police Municipale
- Protection maternelle et infantile (PMI)
- Point d'Accueil Ecoute Jeunes

logement et hébergement

- DOMNIS Entreprise Sociale Pour l'Habitat
- Hôtel social Saint Benoit Labre - Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (C.H.R.S)

Institutionnels :

- Agence Régionale de Santé (ARS) Ile de France, délégation 78
- Préfecture des Yvelines
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Yvelines (CPAM)
- Département des Yvelines (CD 78)
- Education Nationale

